CONSEIL COMMUNAL DU 23 NOVEMBRE 2026
GEMEENTERAAD VAN 23 NOVEMBER 2026

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

1 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 12.10.2026**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 12.10.2026

Het proces-verbaal van de voornoemde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

2 **Convention de mission déléguée confiée à Citydev.Brussels - Ratification de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17 septembre 2026**

Le Conseil communal,

Considérant qu'il a été décidé par HIS de ne plus installer la polyclinique Baron Lambert sur le site de l'ancienne maison communale avenue d'Auderghem mais de rechercher un site plus approprié; que l'implantation d'une polyclinique sur le territoire d'Etterbeek constitue un enjeu majeur pour HIS et le groupement hospitalier "Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles" qu'HIS rejoindra en principe à partir du 01.01.2027;

Considérant le projet immobilier (dit projet Léo) en cours sur le site de l'ancienne clinique du Parc Léopold, dont la commune d'Etterbeek est partie prenante; que des contacts ont été pris avec le promoteur en charge du projet Léo;

Considérant que tant la commune d'Etterbeek que HIS manquent d'expertise pour définir la structuration du projet sous l'angle juridique ainsi que négocier avec le promoteur;

Considérant que Citydev.brussels dispose d'une large expertise en matière immobilière tant dans le cadre de la réalisation de ses propres projets que dans le cadre de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour suppléer le manque de compétences techniques ou de moyens humains de pouvoirs adjudicateurs tiers;

Considérant que l'article 6 de l'ordonnance de citydev.brussels du 20.05.1999 et l'article 52 du contrat de gestion de citydev.brussels prévoient la possibilité pour le Gouvernement ou les pouvoirs locaux de confier à citydev.brussels de nouvelles missions déléguées;

Considérant qu'il a été jugé opportun de faire appel à l'expertise de citydev.brussels dans ce cadre pour accompagner la commune d'Etterbeek et HIS dans ce projet; qu'une convention devait être conclue entre citydev.brussels et la commune d'Etterbeek, en présence d'HIS, afin de définir les contours de la mission ainsi que les obligations et droits de chacune des parties;

Considérant qu'en raison de l'urgence à faire débuter la mission rapidement vu les contraintes temporelles d'HIS, le Conseil communal a , en sa séance du 06.07.2026, mandaté le Collège des Bourgmestre et Echevins pour approuver et signer la convention qui devait encore l'être par HIS et citydev.brussels;

Vu que la convention, dans sa première mouture, a été validée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 09.07.2026;

Considérant que les CA de HIS et de citydev.brussels devaient se prononcer sur la convention les 10.07.26 et 15.07.26 mais que dans l'intervalle, les instances d'HIS ont décidé que l'implication de celle-ci dans le projet prendrait la forme d'un achat et non plus celle d'une location;

Considérant que la convention telle que précédemment approuvée par les autorités etterbeekoises a nécessité une adaptation pour orienter la mission de Citydev vers un accompagnement à l'acquisition par HIS ;

Considérant que le nouveau cadre d'intervention de Citydev lui impose par ailleurs de devoir recourir, après mise en concurrence et au nom et pour le compte de la commune, à une expertise immobilière indépendante (article 5 de la convention) d'un montant estimé à 5000 € HTVA à charge de la commune (article 7 de la Convention);

Vu que le Collège des Bourgmestre et Echevins a validé la convention amendée à la lumière de la nouvelle forme de l'engagement de HIS dans le projet, en sa séance du 19.07.2026 ;

Que la décision susmentionnée du Collège de Bourgmestre et Echevins prise en vertu du mandat spécial lui conféré par le Conseil communal du 06.07.2026, doit à présent être ratifiée par celui-ci ;

DECIDE de valider et d'approuver les termes de la convention avec citydev.brussels, en présence d'HIS, pour l'accompagnement de la commune d'Etterbeek dans le cadre du projet de polyclinique pour HIS, telle qu'établie ci-après ;

Convention de mission déléguée

Mandat à citydev.brussels pour l'accompagnement de la commune d'Etterbeek dans le cadre du projet de polyclinique pour HIS

Entre

La commune de Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Annick PETIT , Secrétaire communal, en exécution d'une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 juillet 2026 spécialement mandaté, pour ce faire, par le Conseil Communal du 6 juillet 2026.

dénommée ci-après « la Commune » ;

Et

La Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale, organisme de droit public, ayant son siège à 1080 Bruxelles, rue Gabrielle Petit 6, inscrite au registre des personnes morales sous le n° 0215.984.554, dont les statuts ont été approuvés par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 1999 et publiés au Moniteur belge du 5 février 2000, agissant dans le cadre de sa mission légale découlant de l'Ordonnance du 20 mai 1999, publiée au Moniteur belge du 29 juillet 1999, ici représentée par Monsieur Benjamin Cadranel, administrateur général. La présente convention a été approuvée par le conseil d'administration du 15 juillet 2026.

dénommée ci-après « citydev.brussels ».

En présence de l'association hospitalière « Hôpitaux Iris Sud » dont le siège social se situe rue du Dr Huet 79 à 1070 Anderlecht, représentée par Monsieur Jean Spinette, Président du Conseil d'Administration et Madame Catherine Goldberg, Directrice générale

dénommé ci-après « HIS »

Il a été exposé ce qui suit :

A. Les hôpitaux Iris Sud (HIS) est un établissement hospitalier public composé de 4 sites d'implantation dans le sud de Bruxelles : Etterbeek Baron Lambert sur la commune d'Etterbeek, Etterbeek-Ixelles sur la commune d'Ixelles, Molière Longchamp sur la commune de Forest et Joseph Bracops sur la comme d'Anderlecht.

HIS est un acteur-clé dans le paysage hospitalier bruxellois. HIS se veut un établissement de proximité, offrant une large gamme de soins de qualité et une médecine spécialisée à une population d'environ 500.000 personnes.

Un projet de groupement hospitalier est actuellement en cours de finalisation avec le HUB et le CHU Saint-Pierre.

B. citydev.brussels accomplit des missions d'expansion économique et de rénovation urbaine sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'ordonnance du 20 mai 1999 relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale et conformément au contrat de gestion du 14 janvier 2021 entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et citydev.brussels. Ce contrat de gestion consacre les projets mixtes comme mission structurelle de l'institution, soulignant le fait que ses services sont amenés à développer des fonctions diversifiées dans le cadre de ses projets de développement. Dans ce cadre, les services de citydev.brussels ont développé des compétences spécifiques en matière d'équipements.

citydev.brussels dispose d'une large expertise en matière immobilière, tant dans le cadre de la réalisation de ses propres projets que dans le cadre de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour suppléer le manque de compétences techniques ou de moyens humains de pouvoirs adjudicateurs tiers.

L'article 6 de l'ordonnance de citydev.brussels du 20 mai 1999 et l'article 52 du contrat de gestion de citydev.brussels prévoient la possibilité pour le Gouvernement ou les pouvoirs locaux de confier à citydev.brussels de nouvelles missions déléguées.

C'est dans ce cadre que le Gouvernement a déjà confié à citydev.brussels, par Arrêté du Gouvernement du 28 avril 2022 une mission déléguée visant à la création d'un service dédié à l'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage d'équipements publics.

C. La commune d'Etterbeek et HIS ont sollicité citydev.brussels pour les accompagner dans le montage juridique, les négociations avec les promoteurs privés et la sécurisation contractuelle visant à intégrer de manière pérenne la polyclinique au sein du projet immobilier mixte dit « Léo » au sein duquel il est envisagé d'installer l'infrastructure hospitalière (voir ci-dessous).

L'établissement d'une nouvelle polyclinique sur le territoire de la commune d'Etterbeek constitue un enjeu majeur pour HIS et pour le groupement hospitalier « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » qu'HIS rejoindra en principe à partir du 1er janvier 2027. Dans ce cadre, en raison de sa localisation qui correspond idéalement à la zone visée pour ce projet de nouvelle polyclinique et la disponibilité d'une surface de 1 650 m² SBI au sein du projet immobilier « Léo » constitue une opportunité pour HIS et la Commune d'Etterbeek. Compte tenu du caractère "gré à gré" de la négociation (justifiée par la localisation stratégique unique) et de la technicité du programme (une polyclinique), une expertise externe est requise pour :

- Neutraliser l'asymétrie de négociation face à un promoteur expert et déterminer d'une manière neutre et objective les conditions économiques de marché pour garantir, en cas de conclusion d'un accord, que celui-ci se fasse strictement aux conditions de marché ;
- Gérer l'interdépendance technique, financière et urbanistique (matériaux, TVA, PRAS) qui impacte directement les coûts immobiliers pour HIS.
- Sécuriser l'acquisition dans la durée, notamment face au risque de cession (d'une part) du projet par le propriétaire actuel à un tiers.

Le projet de polyclinique s'inscrit au sein du bâtiment de l'ancienne Clinique Léopold. Ce dernier fera l'objet d'une rénovation lourde afin d'accueillir un programme mixte. L'îlot requalifié regroupera des commerces, des équipements, des logements ainsi qu'un parking souterrain. Cet ensemble sera traversé par un nouveau cheminement piétonnier public franchissant un dénivelé de deux niveaux, permettant de relier directement la rue Froissart à la chaussée d'Etterbeek.

La polyclinique prendra place au premier étage du bâtiment et disposera d'environ 1 650 m², avec une entrée située sur la nouvelle traversée piétonne de l'îlot. Afin d'optimiser l'efficience opérationnelle, certains accès seront mutualisés avec les autres fonctions du complexe immobilier : un accès PMR est

prévu au rez-de-chaussée, côté chaussée d'Etterbeek, et un accès logistique sera aménagé côté rue Froissart.

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un marché de promotion privée. À ce stade, une première étude de faisabilité a été réalisée par les promoteurs en étroite collaboration avec les Hôpitaux Iris Sud (HIS), sur la base de la programmation fournie par ces derniers. L'accord de principe devra intégrer l'annexe de programmation détaillée souhaitée par HIS (jointe au présent rapport), ainsi que l'accord sur la localisation de la polyclinique et des zones mutualisées (locaux techniques, entrées, parking).

Le dépôt de la demande de permis d'urbanisme est planifié pour septembre 2026. Son introduction est strictement subordonnée à deux conditions préalables : d'une part, l'accord du Conseil communal quant à la modification de l'affectation de l'îlot dans le Plan Particulier d'Affectation du Sol (PPAS), la zone étant actuellement exclusivement dévolue aux équipements; d'autre part, la conclusion par écrit de la convention relative à la polyclinique, qui fait précisément l'objet de la présente demande auprès de CityDev.

Enfin, il convient de souligner que les Hôpitaux Iris Sud (HIS) font face à une contrainte temporelle: le bail emphytéotique du bâtiment Baron Lambert, qui abrite actuellement la polyclinique, arrivera à son terme en 2029. Si l'objectif premier est de garantir le déménagement effectif des activités vers les nouvelles infrastructures avant cette échéance, l'institution doit, à défaut, être avertie suffisamment à l'avance pour pouvoir organiser des solutions de repli temporaires. Par conséquent, il est crucial de sécuriser juridiquement l'engagement des promoteurs et d'assortir l'accord d'un calendrier fixant des jalons clairs. Cette garantie est indispensable pour prévenir tout risque de retrait unilatéral en cours de processus, ce qui placerait l'institution dans une situation de vulnérabilité immobilière et opérationnelle.

La présente convention vise à établir les modalités pratiques d'exécution de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage conférée par la Commune à citydev.brussels.

Article 1er : Textes applicables à la convention

Pour citydev.brussels :

- L'Ordonnance du 20 mai 1999, relative à la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale publiée au Moniteur belge du 29 juillet 1999.
- L'Arrêté du Gouvernement du 26 septembre 2013 relatif à l'exercice des missions de rénovation urbaine de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale.
- Le Contrat de Gestion du 14 janvier 2021 entre citydev.brussels et la Région de Bruxelles-Capitale;
- L'Arrêté du Gouvernement du 28 avril 2022 relatif à la dotation de fonctionnement complémentaire au titre de mission déléguée en vue de la création d'un service dédié à l'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage d'équipements publics.

Pour la Commune :

- La Nouvelle Loi Communale codifiée par l'arrêté royal du 24.06.1988 ;
- Ordonnance du 14 mai 1998 portant organisation de la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
- L'Ordonnance conjointe de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

Article 2 : Objet de la convention

En application de l'article 6 de l'Ordonnance du 20 mai 1999, la Commune délègue la mission urbanistique suivante à citydev.brussels :

I. dans une première phase :

a) élaboration d'une note d'analyse immobilière du bien proposé par le promoteur, aide à la définition de conditions d'acquisition viables qui tiennent notamment compte de la valeur du bien, de la valeur des travaux d'aménagement à prévoir ultérieurement, des modalités d'acquisition foncière qui seront négociées et du niveau des équipements et des charges relatifs au bâtiment sur la durée (TCO). La note contiendra l'avis motivé et indépendant de citydev.brussels concluant sur les conditions normales du marché pour un bien tel que celui proposé par le promoteur.

b) rédaction d'un projet d'offre sécurisée, des clauses du compromis de vente et accompagnement

jusqu'à la signature de l'acte notarié .

II. éventuellement dans une seconde phase, sur base d'un avenant à convenir entre les Parties, mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour le suivi technique du chantier de parachèvement en ce inclue une analyse critique des choix techniques proposés, afin d'éviter tout surcoût ou spécification non justifiée.

Phase I :

A. ELABORATION D'UNE NOTE DE CONSEILS et D'ANALYSE CRITIQUE DE L'OFFRE DU PROMOTEUR :

I. **AUDIT URBANISTIQUE ET RÈGLEMENTAIRE** avec analyse du permis le cas échéant

II. **MONTAGE JURIDIQUE, FINANCIER ET MODÈLE ÉCONOMIQUE** : Justification construction du prix sur base, par exemple, des éléments suivants (à définir à la demande de la Commune) :

- Expertise indépendante de la valeur du bâtiment (à externaliser, selon impositions applicables pour la Commune) et de la valeur des quotités de terrain affectées à de l'équipement ;
- Audit du coût des travaux : cohérence des prix unitaires et respect éventuel du cahier des charges médical le cas échéant, sur base données à fournir ;
- Analyse des montages juridiques possibles et vérification que les conditions d'une procédure hors MP sont bien réunies ;
- Analyse du modèle économique du promoteur et du phasage des travaux et potentiellement des coûts, sur base données à fournir ;
- Benchmark de marché : Production d'un benchmark documenté comprenant au moins trois références comparables (surfaces médicales ou semi-publiques similaires, finies) en Région de Bruxelles-Capitale ;
- Analyse de sensibilité intégrant les incertitudes liées à l'obtention du permis (conditions, charges, délais) et leurs impacts sur le prix ;
- Estimation de la juste valeur d'acquistionà Etterbeek, sur base de différents scénarios de durée du bail emphythéotique ;
- Accompagnement dans la définition de la juste valeur d'acquistion à Etterbeek sur base d'une expertise externe
- Analyse en valeur actualisée nette (VAN) de l'ensemble des engagements financiers
- Modélisation du "Coût Total d'Occupation" (All-in) : Intégrer et plafonner dans la négociation tous les frais annexes :

o Fiscalité (Précompte immobilier, taxes régionales et communales) ;

o Charges de copropriété (Frais de syndic, fonds de réserve, équipements mutualisés) ;

o Maintenance technique (Contrats omnium pour le HVAC médical et les ascenseurs) ;

- Optimisation fiscale : si nécessaire, analyser l'impact des régimes de TVA sur base des informations à fournir.

B. PROJET D'OFFRE ET CLAUSES :

I. **RÉDACTION DU PROJET D'OFFRE D'ACHAT ET DES CLAUSES DU COMPROMIS DE VE ACCOMPAGNEMENT À LA NÉGOCIATION jusqu'à la signature de l'acte de notarié pour** clure des clauses de protection spécifiques ;

II. **STRATÉGIE DE NÉGOCIATION -** Conseil pour identifier leviers pour faire baisser le coût, préparer une contreproposition (sur base de l'analyse produite, cette partie visera surtout l'accompagnements durant les négociations).

Phase II :

POTENTIELLE AMO SUIVI TECHNIQUE DU CHANTIER ET DU BUDGET DE CHANTIER

Le contenu et les modalités d'intervention seront définis dans un avenant en cas d'activation de cette 2nde phase de la mission.

Article 3 : Obligations des parties

Chacune des parties informe l'autre

- des personnes (personne physique ou morale) qu'elle envisage de rencontrer en vue d'éviter des démarches contradictoires et de permettre une coordination dans l'échange d'informations ;
- des informations diffusées par chacune des parties à l'égard des tiers.

La Commune s'engage à :

- permettre à citydev.brussels de développer les études et toutes autres actions sur les nécessaires à l'aboutissement de sa mission ;
- transmettre en temps utile à citydev.brussels toutes les données en sa possession relatives au projet concerné et nécessaires à la réalisation de la mission ;
- participer aux réunions de travail et aux comités d'accompagnement de l'étude de définition pendant son élaboration.

citydev.brussels s'engage à :

- élaborer sa mission en toute diligence et confidentialité ;
- organiser régulièrement des réunions de contact avec la Commune et HIS dans le cadre de la mission ;
- provoquer toutes autres réunions de coordination entre les différents intervenants, qu'il estime nécessaires au bon avancement de l'étude;
- établir après chaque réunion un procès-verbal de celle-ci, qu'il fait parvenir à tous les participants dans les 5 jours calendrier suivant ces rencontres.

Article 4 : Procédures

Autorité de citydev.brussels :

citydev.brussels est chargé de la coordination générale des tâches couvrant l'ensemble de sa mission. Tant qu'il n'y a pas d'arbitrage à faire par la Commune sur les divers aspects du dossier, citydev.brussels est l'autorité mandatée pour tous contacts avec les personnes et institutions concernées par ce dossier, étant entendu qu'aucun engagement contraignant ni obligation à charge de la Commune ne peut être pris sans décision préalable de l'organe communal compétent.

Désignation des intervenants :

Pour la Commune :

Monsieur David DUBOIS (david.dubois@etterbeek.brussels), Chef de Cabinet du Bourgmestre Vincent De Wolf sera l'interlocuteur pour la Commune, à charge de rapporter sans délai aux autorités hiérarchiques internes voulues.

Pour citydev.brussels : Madame Vera MANOUILOV (vmanouilov@citydev.brussels), coordinatrice de la Cellule « Equipements du Département Stratégie et Support au Développement" sera l'interlocutrice pour citydev.brussels à charge de rapporter sans délai aux autorités hiérarchiques internes voulues.

Pour HIS : Madame Catherine Goldberg (cgoldberg@his-izz.be), directrice Générale et Madame Marina Berbel (mberbel@his-izz.be), architecte seront les interlocutrices.

Notifications

Toutes notifications effectuées sur la base de cette convention et tout document requis doivent être adressés valablement aux adresses suivantes :

Pour la Commune :

A l'attention de Madame Annick PETIT, Secrétaire communale, Avenue des Casernes 31/1, 1040 Etterbeek

Pour citydev.brussels :

citydev.brussels

A l'attention de Monsieur Benjamin Cadranel, Administrateur général

Rue Gabrielle Petit, 6

1080 Bruxelles

Pour HIS :

Hôpitaux Iris Sud

A l'attention de Madame Catherine Goldberg, directrice Générale

Rue Baron Lambert, 38

1040 Bruxelles

Article 5 : Experts externes

citydev.brussels pourra recourir, après mise en concurrence, au nom et pour compte de la Commune, à des experts externes indépendants pour réaliser certaines tâches composant la présente mission (notamment une expertise immobilière indépendante), après information préalable de la Commune et de HIS et dans le cadre d'une enveloppe complémentaire à celle prévue ci-dessous pour les rétributions d'accompagnement, dont le montant sera préalablement et formellement approuvé par la Commune, qui en supportera les frais, avant toute attribution de marché.

Le cas échéant, la Commune fera part à citydev.brussels en temps utile des contraintes procédurales qui s'appliquent à ses activités.

Article 6 : Délais

La réalisation de la phase 1 de la présente mission, comprenant la remise des délivrables (cf. Art 10 ci-dessous), est prévue pour fin septembre 2026. Si besoin, un accompagnement dans les négociations peut se prolonger en fonction des circonstances.

Cette échéance peut être prorogée sur base d'une motivation faisant l'objet d'un accord des deux parties.

Article 7 : financement

Pour réaliser la présente mission, citydev.brussels est rétribuée par la Commune conformément à ce qu'implique le contrat de gestion de l'institution en cas de mission déléguée. Le montant de la rétribution est calculé sur base des prestations effectives, calculées en équivalent temps plein (montant journalier couvrant strictement des frais de personnel de citydev.brussels) et d'un forfait de frais administratifs (production de documents, sessions de participation ou d'informations publiques, conseils juridiques,…) afférents à la mission, soit sur base des principes suivants :

Phase 1 :

- 595 euros/jour HTVA (TVA 21 %) avec un nombre de jours à prester actuellement estimé à 16,5 jours/ETP ;
- un forfait de frais administratifs limité à 1000 euros HTVA.

Phase 2 :

- 595 euros/jour HTVA (TVA 21 %), indexable chaque année selon l'indice santé lissé avec un nombre de jours de prestations à définir le cas échéant par avenant pour la phase 2 ;
- un forfait de frais administratifs à estimer de commun accord le cas échéant.

Le montant journalier prévu couvre strictement des frais de personnel de citydev.brussels, conformément à ce qu'implique le contrat de gestion de l'institution en cas de mission déléguée.

Dans l'hypothèse où l'échéance de fin de ces phases devait être prorogée sur base d'un accord des deux parties, la rétribution de citydev.brussels sera majorée en conséquence sur la même base de calcul.

S'il s'avère qu'un dépassement du nombre de jours de travail prévus est anticipé, citydev.brussels est tenue d'en informer spécifiquement la Commune, dès constatation. Toute demande de prestation à réaliser en dépassement des jours/ETP à prester prévus par la présente convention fera l'objet d'un accord distinct entre les Parties et sera facturé au montant journalier prévu dans la présente convention.

La charge de travail effective de citydev.brussels sera comptabilisée dans un rapport et facturée sur cette base. Citydev.brussels veillera à tenir la Commune strictement informée de l'état d'avancement des prestations pour la réalisation de la mission d'AMO.

Sauf en cas de litige entre les Parties, la Commune s'engage à payer à citydev.brussels toute prestation dûment effectuée et ce même en cas d'abandon du projet durant l'exécution de la mission.

Citydev.brussels est assujettie à la TVA (21 %).

En cas de recours à des expertises externes, l'article 5 de la présente convention est d'application concernant le payement des honoraires des missions externalisées. Un montant de 5000,00 euros est estimé à ce stade dans ce cadre pour une expertise immobilière.

Article 8 : Paiements

En vue de la liquidation des montants, citydev.brussels transmet à la Commune les pièces justificatives attestant ses prestations, après approbation de chaque phase.

La Commune dispose d'un délai de 45 jours à compter du premier jour ouvrable suivant la réception du rapport susmentionné pour approuver la déclaration de créance qui lui sera transmise en annexe du rapport. Après réception de cette approbation, citydev.brussels émettra une facture au nom de la Commune. La liquidation interviendra après réception de ladite facture, dans un délai de 15 jours, à verser sur le compte de citydev.brussels :

IBAN : BE10 0910 1936 8404 (BIC : GKCCBEB).

Article 9 : Information et publicité

Tout événement organisé dans ce contexte et l'établissement tout document destiné au public dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente convention doit se faire conjointement avec la Commune et se référer nécessairement à son intervention financière.

Article 10 : Documents à produire

Note d'analyse critique de l'offre du promoteur, comprenant :- expertise immobilière- Benchmark immobilier ;- Avis indépendant sur la conformité aux conditions de marché ;- Rapport de conseils et d'analyse des risques juridiques et financiers ;- Projet d'offre ;- Note finale de recommandations.

En bonne concertation avec la Commune, les éléments compris dans cette analyse peuvent être adaptés aux besoins qui apparaissent en cours de mission.

Article 11 : Evaluation

Les différentes parties s'engagent à participer pleinement à l'évaluation du projet qui se fera au cours de sa mise en œuvre.

Article 12 : Litiges

Les tribunaux de Bruxelles sont exclusivement compétents pour les litiges relatifs à la présente convention.

Article 13 : Entrée en vigueur et durée de cette convention

Cette convention entre en vigueur dès sa signature.

Article 14 : Annexes

Plans du parcellaire concerné par les sites

Etablie à Bruxelles en deux exemplaires le ……., chacune des parties reconnaissant avoir reçu un exemplaire.

Overeenkomst inzake gedelegeerde opdracht aan Citydev.Brussels – Bekrachtiging van het besluit van het College van burgemeester en schepenen van 17 september 2026

De gemeenteraad,

overwegende dat door IZZ werd beslist om de polikliniek Baron Lambert niet langer onder te brengen op de site van het voormalige gemeentehuis aan de Oudergemlaan, maar op zoek te gaan naar een meer geschikte locatie; dat de vestiging van een polikliniek op het grondgebied van Etterbeek een belangrijke uitdaging vormt voor IZZ en voor de ziekenhuisgroep "Academisch Ziekenhuis Brussel", waarbij IZZ in principe vanaf 01.01.2027 zal aansluiten;

gelet op het vastgoedproject (het zogenaamde project Léo) dat momenteel wordt ontwikkeld op de site van de voormalige kliniek Park Leopold, waarbij de gemeente Etterbeek betrokken partij is; dat contacten werden gelegd met de projectontwikkelaar belast met het project Léo;

overwegende dat zowel de gemeente Etterbeek als IZZ niet beschikken over de vereiste expertise om de

structurering van het project vanuit juridisch oogpunt te bepalen, noch om met de projectontwikkelaar te onderhandelen;

overwegende dat citydev.brussels over ruime expertise beschikt inzake vastgoed, zowel in het kader van de uitvoering van haar eigen projecten als in het kader van opdrachten van ondersteuning van bouwheren ter compensatie van een gebrek aan technische expertise of personele middelen bij andere aanbestedende overheden;

overwegende dat artikel 6 van de ordonnantie van citydev.brussels van 20.05.1999 en artikel 52 van de beheersovereenkomst van citydev.brussels voorzien in de mogelijkheid voor de Regering of de lokale overheden om nieuwe gedelegeerde opdrachten aan citydev.brussels toe te vertrouwen;

overwegende dat het opportuun werd geacht een beroep te doen op de expertise van citydev.brussels om de gemeente Etterbeek en IZZ binnen dit project te begeleiden; dat hiertoe een overeenkomst moest worden gesloten tussen citydev.brussels en de gemeente Etterbeek, in aanwezigheid van IZZ, om de contouren van de opdracht alsook de rechten en verplichtingen van elke partij vast te leggen;

overwegende dat, gelet op de dringendheid om de opdracht snel van start te laten gaan wegens de tijdsdruk waarmee IZZ wordt geconfronteerd, de gemeenteraad in zijn zitting van 06.07.2026 het college van burgemeester en schepenen heeft gemachtigd om de overeenkomst goed te keuren en te ondertekenen, die ook nog moest worden goedgekeurd door IZZ en citydev.brussels;

overwegende dat de overeenkomst, in haar eerste versie, door het college van burgemeester en schepenen werd goedgekeurd tijdens zijn zitting van 09.07.2026;

overwegende dat de raden van bestuur van IZZ en citydev.brussels zich respectievelijk op 10.07.2026 en 15.07.2026 over de overeenkomst moesten uitspreken, maar dat de instanties van IZZ in de tussentijd hebben beslist dat haar betrokkenheid bij het project de vorm zou aannemen van een aankoop en niet langer van een huur;

overwegende dat de overeenkomst, zoals deze eerder door de Etterbeekse overheden werd goedgekeurd, moest worden aangepast om de opdracht van citydev.brussels te richten op de begeleiding van de aankoop door IZZ;

overwegende dat het nieuwe interventiekader van citydev.brussels haar bovendien verplicht om, na mededinging en in naam en voor rekening van de gemeente, een beroep te doen op een onafhankelijke vastgoedexpertise (artikel 5 van de overeenkomst), waarvan de geraamde kostprijs 5.000 euro exclusief btw bedraagt en ten laste valt van de gemeente (artikel 7 van de overeenkomst);

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen de gewijzigde overeenkomst, aangepast aan de nieuwe vorm van betrokkenheid van IZZ bij het project, heeft goedgekeurd tijdens zijn zitting van 19.07.2026;

overwegende dat voormelde beslissing van het college van burgemeester en schepenen, genomen krachtens het bijzonder mandaat verleend door de gemeenteraad op 06.07.2026, nu door deze laatste moet worden bekrachtigd;

BESLIST om de bepalingen van de overeenkomst met citydev.brussels, in aanwezigheid van IZZ, voor de begeleiding van de gemeente Etterbeek in het kader van het polikliniekproject voor IZZ, goed te keuren en te bekrachtigen, zoals hieronder opgenomen.

VERTALING VOLGT

1 annexe / 1 bijlage

CON_20260626_MDE_AMO+HIS+Citydev+Etterbeek_+Approbation+CBE+080726_ACQ+avec+track+changes+.docx

3 **Association hospitalière d'Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles – Hôpitaux iris Sud – en abrégé «**

HIS» - Modification des statuts - Approbation.

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

Vu la qualité de la Commune d'Etterbeek d'associée de l'« Association Hospitalière d'Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles – Hôpitaux Iris Sud », en abrégé « H.I.S. », association de droit public régie par le chapitre XII de la loi organique précitée ;

Vu les statuts de H.I.S., notamment leurs articles 24 et 25 relatifs à la modification des statuts ;

Vu le projet d'élargissement du groupement hospitalier universitaire « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » au CHU Saint-Pierre et aux Hôpitaux Iris Sud ;

Vu le projet de version modifiée et coordonnée des statuts de H.I.S., joint en annexe à la présente délibération ;

Considérant que la participation de H.I.S. au groupement hospitalier « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » nécessite une adaptation de ses statuts afin d'articuler son fonctionnement avec la stratégie globale, les politiques générales et les modalités de gouvernance du groupement ;

Considérant que les modifications proposées portent notamment sur l'exercice des missions de service public et des missions sociales de l'association, l'élaboration des plans d'établissement et financiers, les compétences et délégations du Conseil d'administration, la direction générale, le fonctionnement du Comité de direction ainsi que la coordination des activités médicales et infirmières ;

Considérant que le projet prévoit également le transfert du siège de l'association à Anderlecht, rue du Docteur Huet 79 ;

Considérant que ces adaptations maintiennent la personnalité juridique de H.I.S. et sa qualité d'association de droit public régie par le chapitre XII de la loi organique ;

Considérant que les modifications proposées affectent les modalités d'exercice des compétences des organes de H.I.S. et, par conséquent, les modalités d'exercice des droits de ses associés ;

Considérant que l'article 24 des statuts de H.I.S dispose qu'une majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés est requise pour toute délibération relative à la modification des statuts;

Considérant qu'il appartient dès lors au Conseil Communal de se prononcer sur les modifications proposées en sa qualité d'organe compétent de la Commune d'Etterbeek, associée de H.I.S. ;

Considérant que l'approbation de la Commune doit être distinguée de l'adoption des modifications statutaires par l'Assemblée générale de H.I.S. et de l'accomplissement des formalités d'authentification, de tutelle et de publication applicables ;

Considérant que les adaptations liées à la participation au groupement hospitalier doivent être mises en oeuvre dans le respect de la condition suspensive relative à l'autorisation de l'opération par l'Autorité belge de la concurrence ;

Considérant qu'il convient d'approuver la version modifiée et coordonnée des statuts soumise au Conseil Communal ;

DÉCIDE :

Article 1er.
D'approuver, en sa qualité d'associée de H.I.S., la version modifiée et coordonnée des statuts de l'«Association Hospitalière d'Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles – Hôpitaux Iris Sud », en abrégé «H.I.S. », telle que jointe en annexe à la présente délibération, dont elle fait partie intégrante.

Article 2.
De subordonner la mise en oeuvre des modifications statutaires liées à la participation de H.I.S. au groupement hospitalier « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » à l'autorisation de l'opération par l'Autorité belge de la concurrence.

L'adoption et l'entrée en vigueur des modifications statutaires demeurent soumises aux décisions des organes compétents de H.I.S. et à l'accomplissement des formalités légales et des procédures de tutelle applicables.

Article 3.
De notifier la présente délibération à H.I.S. en vue de l'adoption des modifications statutaires par son Assemblée générale et de l'accomplissement des formalités d'authentification et de publication requises.

Toute modification ultérieure du texte approuvé affectant les droits ou les obligations de la Commune d'Etterbeek sera soumise à une nouvelle décision du Conseil Communal d'Etterbeek.

Ziekenhuisvereniging van Anderlecht, Sint-Gillis, Etterbeek en Elsene – Iris Zuid-ziekenhuizen – afgekort „HIS" – Wijziging van de statuten - Goedkeuring.

VERTALING VOLGT

1 annexe / 1 bijlage

AG 20141031 - HIS - Modifications et refonte des statuts FR.doc

4 **Rapport annuel Transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Prise de connaissance**

Le Conseil communal,

Vu l'article 7, § 1, de l'ordonnance conjointe du 14 décembre 2017 à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois;

Vu l'arrêté d'exécution du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2018 portant exécution de l'article 7 de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois;

Considérant qu'en vertu des dispositions précitées, le secrétaire communal est chargé d'établir, pour les Bourgmestre, échevins et conseillers communaux; un rapport annuel qui comprend:
- un relevé détaillé des présences en réunion, des rémunérations, des avantages de toute nature et des frais de représentations ;
- une liste des tous les voyages auxquels chacun de ses mandataires publics a participé dan sle cadre de l'exercice de ses fonctions;

- un inventaire de tous les marchés publics conclus par la commune;
- la liste des subsides octroyés par la commune;

Considérant que ce rapport doit être transmis à l'autorité de contrôle et être publié sur le site internet de la commune pour le 30 juin de chaque année ;

DECIDE de prendre connaissance du rapport Transparence relatif à 2025, établi par la Secrétaire communale en vertu de l'article 7§1 de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.

Jaarverslag Transparantie van de bezoldigingen en de voordelen van de Brusselse ambtenaren - Kennisneming

De gemeenteraad,

gelet op artikel 7 §1 van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

gelet op het uitvoeringsbesluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2018 tot uitvoering van artikel 7 van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

overwegende dat de gemeentesecretaris op grond van de bovengenoemde bepalingen de taak heeft om voor de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden een jaarverslag op te stellen dat de volgende elementen bevat:
- een gedetailleerd overzicht van de aanwezigheden tijdens de vergaderingen, van de bezoldigingen, van de voordelen van alle aard en van de representatievergoedingen;
- een lijst met alle reizen waaraan iedere openbare mandataris in het kader van de uitoefening van zijn functies heeft deelgenomen;
- een inventaris van alle overheidsopdrachten die de gemeente heeft gesloten;
- de lijst van de door de gemeente toegekende subsidies;

overwegende dat dat verslag moet worden bezorgd aan de controlerende overheid op openbaar gemaakt moet worden op de website van de gemeente voor 30 juni van elk jaar;

BESLIST om kennis te nemen van het verslag Transparantie voor 2025 dat is opgesteld door de gemeentesecretaris op grond van artikel 7 §1 van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen.

1 annexe / 1 bijlage

Rapport_annuel_Transparence_2025 (2).pdf

Affaires générales - Algemene Zaken

5 **Conseil consultatif du climat - Présentation du rapport par deux conseillers.**

Adviesraad voor klimaat - Presentatie van het verslag door twee raadsleden.

Secrétariat - Secretariaat

6 **Rapport de mandat 2025 Vivaqua - Prise de connaissance.**

Mandaatverslag 2025 Vivaqua – Kennisneming.

1 annexe / 1 bijlage

Rapport mandat administrateur VIVAQUA 2025.pdf

Affaires générales - Algemene Zaken

7 **Espace tri – Place Jourdan (Etterbeek) : Financement, études, travaux, entretien, gestion des accès et suivi d'un dispositif de conteneurs enterrés destiné à la collecte, par Bruxelles-Propreté, des déchets ménagers - Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant que, en application des articles 6, § 6, et 18 à 21 de l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, les producteurs ou détenteurs de déchets ménagers peuvent être tenus d'apporter certains flux de leurs déchets ménagers dans des espaces-tri ;

Considérant la convention relative au balayage et au nettoyage par l'Agence Bruxelles-Propreté (ABP) de la voirie régionale, relative à la prise en charge par l'ABP, aux frais des pouvoirs publics concernés, du nettoyage de la voie publique et de ses abords, réalisée dans le cadre de la mise en œuvre de la 6ème réforme de l'Etat – Volet « Propreté publique », convenue entre l'Agence Régionale pour la Propreté et la Commune d'Etterbeek en date du 18/05/2016 en application de l'article 4, §1er, 5° de l'arrêté précité ;

Vu que la convention précitée précise dans son article 3. Organisation Opérationnelle : « Les parties s'engagent à répondre au plus vite à toute difficulté rencontrée, au besoin en adaptant le planning de travail de leurs agents en fonction des contraintes du terrain ou en adaptant les moyens pour remédier à une difficulté persistante ; Chaque travailleur, tant de Bruxelles-Propreté que de la Commune, reste soumis à l'autorité de son propre employeur. Il est tenu d'effectuer son travail en suivant les instructions et règles (temps de travail, …) de celui-ci. Bruxelles-Propreté et la Commune s'engagent à travailler de manière concertée et conjointe, afin de répondre au mieux aux particularités et exigences de terrain de manière rapide et efficace. » ;

Considérant la vitrine internationale que représente la Place Jourdan, tant pour la Commune d'Etterbeek que pour la Région de Bruxelles-Capitale, notamment en raison de la proximité des institutions

européennes ;

Vu le problème récurrent de salissures causées par la mise à la collecte des déchets ménagers sur la Place Jourdan ;

Considérant la volonté de disposer d'une solution de conteneurs enterrés par les équipes techniques de la Commune d'Etterbeek, motivée déjà par toute une série de démarches expérimentales, à savoir l'identification des impétrants au niveau du sous-sol de la Place Jourdan, la mise en place d'un nouveau « règlement propreté pour la Place Jourdan » approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 04.07.2025, le remplacement des corbeilles publiques autorisé par le Collège des bourgmestre et échevins, ainsi que les nombreuses campagnes d'information, de sensibilisation et de verbalisation menées par la Commune auprès des commerçants et habitants de la Place Jourdan ;

Considérant la volonté du Collège, délibérée en sa séance du 20.12.2024, de démarrer un projet d'installation de conteneurs enterrés sur la Place Jourdan ;

Considérant le lien de proximité de la Commune d'Etterbeek avec les commerçants, habitants, maraîchers dominicaux et autres organisateurs d'évènements de la Place Jourdan ;

Considérant la spécificité des matériaux de la Place Jourdan, nécessitant un suivi méticuleux de la récupération des matériaux dans le cadre de chantier en tranchée ouverte en son sein ;

Vu la compétence exclusive de Bruxelles-Propreté pour la collecte des déchets ménagers ainsi que pour le développement de projets pilotes en cette matière ;

Considérant la volonté de l'Agence régionale pour la propreté de développer des « espaces tri » au moyen de conteneurs enterrés dans des sites stratégiques du territoire bruxellois ;

Considérant la volonté commune de Bruxelles-Propreté et de la Commune d'Etterbeek de mettre en place un système de collecte des déchets ménagers adapté aux contraintes de la Place Jourdan, respectant les rôles et compétences de chaque partie et permettant de réduire les problèmes de propreté ;

Considérant le caractère stratégique de la Place Jourdan ;

DÉCIDE d'adopter la convention « Espace tri – Place Jourdan (Etterbeek) : Financement, études, travaux, entretien, gestion des accès et suivi d'un dispositif de conteneurs enterrés destiné à la collecte, par Bruxelles-Propreté, des déchets ménagers » ci-après :

Entre d'une part :

L'Agence régionale pour la propreté, dont le siège est établi avenue de Broqueville, 12, à 1150 Bruxelles, inscrite à la BCE sous le numéro d'entreprise 0241.347.282 et immatriculée à la taxe sur la valeur ajoutée sous le numéro BE 0241.347.282, créée en vertu de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté,

Représentée par Messieurs Frédéric FONTAINE, Directeur général, et Jos RAYMENANTS, Directeur général adjoint,

Dénommée ci-après « Bruxelles-Propreté »,

Et d'autre part :

La Commune d'Etterbeek, dont le siège est établi au n°31/1, avenue des Casernes, à 1040 Etterbeek,

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Annick PETIT, Secrétaire communale,

Dénommée ci-après « la Commune »,

Dénommées ensemble « les Parties »,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement et de collaboration entre Bruxelles-Propreté et la Commune concernant le projet de placement, sur la Place Jourdan, d'un espace tri enterré destiné à la collecte par Bruxelles-Propreté de trois fractions de déchets (résiduel, alimentaire et PMC), et plus spécifiquement les règles relatives à la maîtrise d'ouvrage, partagée entre Bruxelles-Propreté et la Commune dans le cadre de l'exécution du projet, le partage des obligations d'entretien, la gestion partagée des accès, ainsi que la prise en charge du suivi de l'exploitation du dispositif installé au terme du projet susmentionné.

Le projet d'enfouissement de conteneurs pour la collecte des déchets ménagers au sein de la Place Jourdan comprend trois parties :

1. la fourniture et la pose de conteneurs au moyen de travaux publics par un entrepreneur désigné dans le cadre d'un marché public réalisé par Bruxelles-Propreté (en ce compris l'entretien technique de l'infrastructure et le système d'accès par badge) ;

2. le suivi administratif, la gestion informatique et la distribution des accès par badge à l'infrastructure des conteneurs par Bruxelles-Propreté avec l'appui de la commune ;

3. la collecte et le nettoiement aux abords des sites de conteneurs enterrés par Bruxelles-Propreté pour ce qui concerne les fractions de déchets collectées via l'espace tri, et par la Commune pour ce qui concerne les autres types de déchets sauvages et dépôts clandestins.

Article 2 – Obligations des parties

Bruxelles-Propreté est chargée de :

- Fournir et placer le matériel de collecte, à savoir 4 systèmes complets comprenant : 4 cuvelages béton ; 4 conteneurs amovibles métalliques : 2 conteneurs de 5m³ pour les déchets résiduels, 1 conteneur de 5m³ pour les déchets PMC, et 1 conteneur de 5m³ pour les déchets alimentaires) ; les bornes d'introduction correspondantes et les plateformes piétonnes ; les systèmes de contrôles d'accès intégrés ;
- Assurer la gestion des accès et la distribution des badges d'accès aux professionnels sous contrat avec l'ABP, ayant obtenu par ailleurs une dérogation à l'obligation de conteneurisation par la commune d'Etterbeek, en référence au Règlement Propreté de la Place Jourdan (Annexe 1) ;
- Assurer la collecte des conteneurs de l'espace-tri, selon une fréquence maximale de 2 vidanges par semaine pour les déchets résiduels, 1 vidange par semaine pour les déchets PMC, et 1 vidange par semaine pour les déchets alimentaires.

La Commune est chargée d'assurer la distribution des badges d'accès aux ménages.

Article 3 – Partage de la maîtrise d'ouvrage (études, exécution et réceptions)

Bruxelles-Propreté et la Commune se partagent la maîtrise d'ouvrage de l'enfouissement des conteneurs destinés aux déchets ménagers

La Commune est responsable de :

- L'obtention des autorisations d'occupation de l'espace public, via la plateforme régionale Osiris ;

- L'identification des impétrants via la plateforme KLIM-CICC et de l'emplacement adéquat pour l'enfouissement des conteneurs ;

- Garantir un espace de travail suffisant pour le chantier et faire évacuer, au besoin, les véhicules mal stationnés.

Bruxelles-Propreté veille à la bonne exécution du chantier par le prestataire de travaux avec lequel elle aura conclu un marché.

Les deux parties désignent un responsable de projet, en ligne directe l'un avec l'autre :

- Responsable pour Bruxelles-Propreté : Mohamed El Bouchtili / +32.490.49.49.92

- Responsable pour la Commune : Nathanael LEBAILLY / +32.490.67.68.50

Les parties envoient au moins un représentant à chaque réunion de chantier, avant et pendant son exécution. Aucune réunion de chantier ne peut se tenir sans invitation et accord des deux parties. Dans le cas où l'une des parties est dans l'impossibilité d'envoyer un représentant, l'accord écrit de la partie absente est nécessaire pour la tenue de la réunion. La partie absente dispose de 48h – en période ouvrable – pour envoyer son accord ou son refus. Dans le cas où aucune réponse n'est envoyée, l'autre partie a le droit de maintenir la réunion.

Les parties disposent toutes deux du contact direct du chef de chantier de l'entrepreneur désigné.

Les parties assument conjointement la réception provisoire et définitive des travaux.

Bruxelles-Propreté est responsable de s'assurer de la conformité technique de l'installation avec le mode de collecte prévu.

La Commune se charge de communiquer à Bruxelles-Propreté et à l'entrepreneur désigné l'ensemble des spécificités techniques en termes d'accessibilité PMR et des matériaux pour garantir une finition harmonieuse avec le reste de la Place Jourdan.

Bruxelles-Propreté acte que la Commune a déjà envoyé le plan d'implantation lié aux impétrants (Annexe 2) et les spécificités techniques des matériaux, ce préalablement à la signature de la présente convention et qu'elle en a bien pris connaissance. Les parties s'engagent à faire respecter ces spécificités auprès de l'entrepreneur désigné.

En cas de non-faisabilité indépendante de la volonté des parties (conduites souterraines, remontées d'eaux, pollutions de sol), Bruxelles-Propreté fera remettre le site en pristin état, avec l'aide matérielle de la commune, en particulier en ce qui concerne la spécificité du revêtement de sol de la Place Jourdan.

Article 4 – Financement

Bruxelles-Propreté s'engage à assurer le financement de l'enfouissement des conteneurs dans son intégralité via une procédure de marché public.

Dans le cas où des suppléments surviennent dans le cadre des travaux d'enfouissement, ils seront à la charge de Bruxelles-Propreté.

Bruxelles-Propreté finance de manière récurrente l'intégration informatique du système de gestion d'accès par badge, y compris la fourniture des badges et les formations délivrées par le fournisseur, et ce via son budget ordinaire.

Bruxelles-Propreté finance l'entretien et la maintenance du matériel (cuves, conteneurs, bornes) de l'espace tri.

Bruxelles-Propreté assure enfin la collecte des différentes fractions de déchets déposés dans les conteneurs : résiduel, alimentaire et PMC.

Article 5 – Délais de mise en service

Les parties mettront tout en œuvre pour que l'installation puisse être mise en service au plus tard le 30 novembre 2026.

Article 6 – Garantie et Entretien

6.1 – Garantie

L'entrepreneur désigné est soumis à une période de garantie de 2 ans portant sur les prestations qu'il a effectuées jusqu'à la réception définitive.

Cette garantie implique une obligation de remplacement et/ou de réparation des défauts non visibles lors de la réception provisoire.

De plus, l'entrepreneur désigné est soumis à la responsabilité décennale concernant la stabilité et

l'étanchéité du dispositif.

Etant donné que l'entrepreneur est désigné par la procédure de marché public par Bruxelles-Propreté, cette dernière a la charge de faire respecter cette garantie décennale et de coordonner les interventions en collaboration avec la Commune.

6.2 – Entretien

Sans préjudice de ce qui est stipulé ci-dessus pour la garantie et sans préjudice de la responsabilité décennale de l'entrepreneur, Bruxelles-Propreté est responsable de l'entretien du matériel de collecte (conteneurs, cuves, bornes, toutes pièces incluses).

6.3 – Curage

Tout curage qui devrait intervenir en raison d'infiltrations liées à une mauvaise conception tombe sous le coup de la garantie décennale de l'entrepreneur.

Tout curage délié de toute malfaçon est à charge de la partie qui en détient l'entretien à ce moment, tel que précisé en l'article 10.2.

Les parties s'engagent à transmettre tout besoin de curage constaté.

6.4. – Dysfonctionnement

En cas de dysfonctionnement des conteneurs constaté par la Commune, cette dernière en informera aussi rapidement que possible le service collectes spécifiques de Bruxelles-Propreté à l'adresse cel_buda_am@ arp-gan.be, afin que Bruxelles-Propreté puisse assurer le suivi auprès de l'adjudicataire et qu'une solution soit apportée dans les meilleurs délais.

L'organisme à référencer pour signaler tout dysfonctionnement auprès du public usager de l'espace tri est Bruxelles-Propreté, via son adresse email info@ arp-gan.be ou son numéro vert 0800/981.81.

Article 7 – Gestion des accès

Le périmètre de droit d'utilisation de l'espace tri est limité aux adresses répertoriées sur la Place Jourdan, et correspond au périmètre de la Place Jourdan, tel que défini à l'article 1 du Règlement Propreté de la Place Jourdan (Annexe 1), tel qu'arrêté par ailleurs par la Commune, en concertation avec Bruxelles-Propreté.

Si les dispositions opérationnelles de Bruxelles-Propreté, notamment le dimensionnement et la fréquence de collecte – définie à l'article 1 – le permettent, et moyennant l'accord préalable de Bruxelles-Propreté, la Commune peut étendre le périmètre de droit d'utilisation, et ce au moyen d'une adaptation du règlement communal (Règlement Propreté de la Place Jourdan).

Le contrôle des accès par badge aux conteneurs de l'espace tri relève formellement de la responsabilité de Bruxelles-Propreté. Un système de contrôle d'accès, intégrant les services logiciels et de transmission de données associés, est pour ce faire prévu au sein du marché public et donc mis à disposition de Bruxelles-Propreté par l'adjudicataire.

Bruxelles-Propreté confie à la Commune la responsabilité d'administrer elle-même l'octroi et la gestion des accès aux ménages résidant au sein du périmètre de la Place Jourdan, en ce compris la distribution des badges, la mise à jour des données, ainsi que la désactivation des badges si nécessaire aux ménages résidant au sein du périmètre de la Place Jourdan. Pour ce faire, un badge d'accès au système de gestion informatisée est mis à disposition de la Commune par Bruxelles-Propreté. Une réserve de badges d'accès est également confiée à la Commune par Bruxelles-Propreté et renouvelée sur simple demande auprès de Bruxelles-Propreté. Dans le cas où le nombre de demandes de badges serait élevé, Bruxelles-Propreté pourrait être amené à facturer la fourniture à la commune à prix coûtant.

En cas de perte d'un badge d'accès par un ayant-droit, ainsi qu'en cas de demande de badge supplémentaire pour un même ménage, la Commune fixe, en concertation avec Bruxelles-Propreté, et précise dans son Règlement Propreté de la Place Jourdan, les modalités de distribution de nouveaux exemplaires.

Bruxelles-Propreté se charge enfin de prévoir des badges d'accès de type « technique » tant pour son

personnel (vidange, curage, etc.) que pour le personnel du service propreté de la Commune.

Article 8 – Tarification des collectes et règles de mise à la collecte

Sauf disposition contraire adoptée par les instances compétentes, la collecte des déchets ménagers produits par les ménages est gratuite.

Si cela s'avère nécessaire, Bruxelles-Propreté définira des quotas d'utilisation maximum par utilisateur ménager.

Pour éviter de créer de la confusion auprès des citoyennes et citoyens, mais aussi pour faciliter les contrôles, l'usage des sacs réglementaires de Bruxelles-Propreté est maintenu obligatoire pour toute mise à la collecte via les conteneurs de l'espace tri, et ce quelle que soit la fraction de déchets concernée.

Article 9 – Monitoring

Le système de gestion informatisée permet à Bruxelles-Propreté d'assurer un suivi statistique des données relatives à l'utilisation des conteneurs de l'espace tri de manière anonymisée. Ce même système permet à la Commune d'assurer un suivi statistique des données relatives à l'utilisation des conteneurs de l'espace tri par les ménages.

Un point de suivi rassemblant la Commune et les services de Bruxelles-Propreté concernés sera organisé annuellement, ou à plus courte échéance si l'une des parties en fait la demande. Il aura pour objet de vérifier le respect des conditions d'accès des ménages disposant d'un accès aux installations.

Un monitoring sur le tri des déchets pourra par ailleurs être réalisé. Dans le cas où l'analyse des données révèle des abus, des quotas d'utilisation maximum pourront, si nécessaire, s'appliquer pour des ménages ciblés. Si l'analyse fait apparaître qu'un ménage ne génère aucun flux pour certaines fractions de tri, et qu'aucun élément ne semble justifier une telle absence de production de ce type de déchets, Bruxelles-Propreté et la Commune s'engagent à mettre en œuvre des actions d'information, de sensibilisation et, si nécessaire, de répression, afin de garantir le respect du tri des déchets par les usagers de l'espace tri dans le respect du règlement RGPD.

Article 10 – Propreté aux abords

Le nettoiement aux abords des conteneurs de l'espace tri se répartit comme suit :

- Bruxelles-Propreté a la charge de ramasser l'ensemble des déchets qui y sont acceptés ;
- la Commune a la charge de ramasser l'ensemble des déchets qui n'y sont pas acceptés, tels que les déchets encombrants.

Les parties s'engagent au minimum à opérer un enlèvement des déchets précités les jours ouvrables.

Bruxelles-Propreté s'engage également à opérer un nettoiement sur une base minimale trimestrielle à l'eau sous pression pour maintenir la propreté du site.

Dans le cas où un problème récurrent de propreté est constaté par l'une des parties, celles-ci s'engagent à mettre en œuvre les actions de prévention, de sensibilisation et de répression nécessaires pour améliorer la propreté autour des conteneurs.

Article 11 – Nuisances : terrasses, évènements et marchés

La Commune se charge de communiquer et d'assumer les nuisances éventuellement causées par le chantier et l'occupation de voirie à long terme auprès des associations, commerçants, forains et ambulants concernés.

Pour autant que l'article 3 de la présente convention ait été respecté dans son intégralité, Bruxelles-Propreté ne pourra être tenue responsable d'éventuels litiges ou dédommagements auprès d'acteurs privés et associatifs actifs sur la Place Jourdan.

La Commune se charge de coordonner la temporalité des travaux d'enfouissement avec les autres évènements, ce pour garantir la sécurité de l'ensemble des parties prenantes.

Article 12 – Communication

Les communications autour de la mise en place des conteneurs enterrés doivent être faites en collaboration entre les parties.

L'objet de la communication, d'un commun accord entre les parties, est cadré dans la présente convention : « Des conteneurs enterrés à destination des ménages de la Place Jourdan ».

Pour autant que l'autre partie soit citée, chacune des parties a le droit de communiquer autour du projet dans ses canaux propres (journal communal, newsletter, site internet, etc.).

Lorsqu'il s'agit de communication via un canal externe (médias, revues spécialisées, etc.), qu'il s'agisse de l'initiative d'une partie ou d'une demande externe, la partie doit, d'une part, informer préalablement l'autre partie de son intervention et, d'autre part, citer l'autre partie et le(s) rôle(s) qu'elle a joué dans le développement du projet, les rôles non-exhaustifs étant les suivants :

- La Commune : initiateur du projet, co-maître d'ouvrage ;
- Bruxelles-Propreté : financeur de l'investissement dans le cadre de sa stratégie de déploiement d'espaces tri enterrés et hors-sol sur l'ensemble de la Région, pouvoir adjudicateur du marché public, co-maître d'ouvrage, opérateur de collecte des déchets.

En amont de la mise en fonction du dispositif d'espace tri, les parties s'engagent à informer les publics concernés par l'usage de l'espace tri sur le nouveau dispositif et sur les modalités d'accès par badge :

- La Commune se chargera d'informer spécifiquement les ménages sur base des documents fournis par Bruxelles-Propreté.

Pour soutenir la communication réalisée par la Commune vis-à-vis des ménages, Bruxelles-Propreté fournira du matériel d'information et de sensibilisation à l'utilisation de l'espace tri et au respect des règles de tri sélectif : tracts, affiches, sacs, etc.

Article 13 – Durée d'exploitation

Le site sera exploité par Bruxelles-Propreté pour une durée de 10 ans, renouvelable tacitement.

Durant cette période, la commune s'efforcera d'aider à la bonne accessibilité du site, principalement en matière de stationnement.

En cas de dysfonctionnement les parties s'accorderont sur la condamnation du site et la recherche d'une alternative.

Le démontage et la remise en état des lieux seront pris en charge par la partie qui souhaite mettre fin à l'exploitation et rendre l'infrastructure de collecte inaccessible aux usagers.

Nonobstant la durée d'exploitation prévue ci-dessus, Bruxelles-Propreté et la Commune s'engagent à rechercher, de bonne foi, toute solution permettant de remédier aux difficultés rencontrées par Bruxelles-Propreté, notamment lorsque celles-ci résultent de nécessités de service, de contraintes opérationnelles, techniques, financières ou organisationnelles, ou encore d'une modification de ses missions ou de sa stratégie d'exploitation.

À défaut de solution satisfaisante, Bruxelles-Propreté pourra mettre fin de manière anticipée à la présente convention et à l'exploitation du site, moyennant notification écrite adressée à la Commune avec un préavis de trois mois.

Cette résiliation n'ouvrira aucun droit à indemnisation dans le chef de la Commune.

Au terme de sa durée de vie, un renouvellement du site sera réalisé par Bruxelles-Propreté.

Article 14 – Protection des données personnelles

En cas de traitement conjoint des données personnelles, les parties s'engagent à signer un contrat de responsabilité conjointe.

Article 15 – Droit applicable et juridictions compétentes

La présente convention est soumise au droit belge.

Tout litige relatif à celui-ci, son interprétation ou son exécution, sera de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Les parties marquent expressément leur accord avec la présente convention et l'ensemble de ses annexes, qui en font partie intégrante.

Article 16 – Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur dès qu'est envoyé à l'une des parties un exemplaire signé par toutes les parties.

Ainsi fait à Bruxelles, le / / en 2 exemplaires.

Pour Bruxelles-Propreté,

Frédéric FONTAINE, Directeur général

Jos RAYMENANTS, Directeur général adjoint

Pour la Commune d'Etterbeek,

Vincent DE WOLF, Bourgmestre

André DU BUS, Echevin des Travaux Publics

Annick PETIT, Secrétaire communale

Sorteerruimte – Jourdanplein (Etterbeek) : Financiering, studies, werken, onderhoud, toegangsbeheer en opvolging van het ondergrondse containersysteem voor de inzameling van huishoudelijk afval door Net Brussel - Overeenkomst.

De gemeenteraad,

overwegende dat, in toepassing van artikels 6, §6 en 18 tot 21 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen verplicht kunnen zijn om sommige fracties van hun huishoudelijke afvalstoffen naar sorteerpunten te brengen;

gelet op de overeenkomst over de veging en reiniging door het ANB van de gewestwegen, de overname door het ANB, op kosten van de betroffen openbare overheden, van de reiniging van de openbare wegen en de omgeving ervan, gerealiseerd in het kader van de uitvoering van de 6e Staatshervorming – Luik "Openbare netheid", overeengekomen tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en de Gemeente Etterbeek op 18/05/2016 in toepassing van artikel 4, §1, 5° van het voornoemde besluit;

overwegende dat voornoemde overeenkomst in artikel 3 "Operationele organisatie" bepaalt: "De partijen verbinden zich ertoe zo snel mogelijk een antwoord te bieden op elke vastgestelde moeilijkheid, indien nodig door de werkplanning van hun personeelsleden aan te passen aan de terreinomstandigheden of door de middelen aan te passen om een aanhoudend probleem te verhelpen. Elke medewerker, zowel van Net Brussel als van de Gemeente, blijft onder het gezag van zijn eigen werkgever. Hij moet zijn werk uitvoeren overeenkomstig diens instructies en regels (arbeidstijd, enz.). Net Brussel en de Gemeente verbinden zich ertoe op een gecoördineerde en gezamenlijke wijze samen te werken om zo snel en doeltreffend mogelijk

tegemoet te komen aan de specifieke kenmerken en vereisten van het terrein.";

gelet op de internationale uitstraling van het Jourdanplein, zowel voor de Gemeente Etterbeek als voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder wegens de nabijheid van de Europese instellingen;

gelet op het terugkerende probleem van vervuiling veroorzaakt door het aanbieden van huishoudelijk afval voor inzameling op het Jourdanplein;

overwegende dat de technische diensten van de Gemeente Etterbeek een oplossing willen met ondergrondse containers, gemotiveerd door diverse experimentele stappen, waaronder de identificatie van de ondergrondse nutsleidingen op het Jourdanplein, de invoering van een nieuw "netheidsreglement van het Jourdanplein", goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 04.07.2025, de door het college van burgemeester en schepenen goedgekeurde vervanging van de openbare vuilnisbakken en de vele informatie-, sensibiliserings- en handhavingscampagnes die de Gemeente heeft gevoerd bij de handelaars en bewoners van het Jourdanplein;

overwegende dat het college, zoals beraadslaagd in zijn zitting van 20.12.2024, wil starten met een project voor de plaatsing van ondergrondse containers op het Jourdanplein;

gelet de nauwe band van de Gemeente Etterbeek met de handelaars, bewoners, marktkramers van de zondagsmarkt en andere organisatoren van evenementen op het Jourdanplein;

gelet op de bijzondere aard van de materialen van het Jourdanplein, waardoor bij werkzaamheden in open sleuf bijzondere aandacht vereist is voor de recuperatie van deze materialen;

gelet op de exclusieve bevoegdheid van Net Brussel voor de inzameling van huishoudelijk afval en de ontwikkeling van pilootprojecten op dit gebied;

overwegende dat het Agentschap Net Brussel op strategische locaties binnen het Brussels Gewest "sorteermunten" met ondergrondse containers wil ontwikkelen;

gelet op de gemeenschappelijke wil van Net Brussel en de Gemeente Etterbeek om een systeem voor de inzameling van huishoudelijk afval in te voeren dat aangepast is aan de specifieke kenmerken van het Jourdanplein, met respect voor de respectieve rollen en bevoegdheden van beide partijen en met als doel de netheidsproblemen te verminderen;

gelet op het strategische belang van het Jourdanplein;

BESLIST om de onderstaande overeenkomst "Sorteerpunt – Jourdanplein (Etterbeek): Financiering, studies, werken, onderhoud, toegangsbeheer en opvolging van het ondergrondse containersysteem voor de inzameling van huishoudelijk afval door Net Brussel" goed te keuren:

Tussen enerzijds:

Het Gewestelijk Agentschap voor Netheid met zetel op de Broquevillelaan 12 in 1150 Brussel, ingeschreven in het KBO onder het ondernemingsnummer 0241.347.282 en geregistreerd bij de belasting over de toegevoegde waarde onder het nummer 0241.347.282, opgericht op grond van de ordonnantie van 19 juli 1990 tot oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

Vertegenwoordigd door de heren Frédéric FONTAINE, algemeen directeur, en Jos RAYMENANTS, adjunct-algemeendirecteur,

Hierna "Net Brussel" genoemd,

en anderzijds:

De gemeente Etterbeek, waarvan de zetel is gevestigd op de Kazernelaan 31/1 in 1040 Etterbeek,

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, burgemeester en Annick PETIT, gemeentesecretaris,

Hierna "de Gemeente" genoemd,

Samen "de Partijen" genoemd.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT

Artikel 1 – Voorwerp

Deze overeenkomst heeft tot doel de modaliteiten vast te leggen voor de financiering en samenwerking tussen Net Brussel en de Gemeente voor het project voor de plaatsing van een ondergrondse sorteerpunt op het Jourdanplein voor de inzameling door Net Brussel van drie afvalfracties (restafval, voedingsafval en pmd) en in het bijzonder de regels over het bouwheerschap, dat in het kader van de uitvoering van het project wordt gedeeld tussen Net Brussel en de Gemeente, de verdeling van de onderhoudsverplichtingen, het gezamenlijk beheer van de toegangen en de verantwoordelijkheid voor de opvolging van de exploitatie van het aan het einde van voornoemd project geïnstalleerde systeem.

Het project voor de ondergrondse plaatsing van containers voor de inzameling van huishoudelijk afval op het Jourdanplein omvat drie onderdelen:

1. de levering en plaatsing van de containers door middel van openbare werken, uitgevoerd door een aannemer die werd aangesteld in het kader van een door Net Brussel georganiseerde overheidsopdracht (met inbegrip van het technisch onderhoud van de infrastructuur en het toegangssysteem via badge);

2. de administratieve opvolging, het informaticabeheer en de verdeling van de toegangsbadges voor de containerinfrastructuur door Net Brussel, met ondersteuning van de Gemeente;

3. de afvalinzameling en de schoonmaak van de omgeving van de ondergrondse containers door Net Brussel voor de afvalfracties die via het sorteerpunt worden ingezameld en door de Gemeente voor andere vormen van zwerfvuil en sluikstorten.

Artikel 2 – Verplichtingen van de partijen

Net Brussel heeft de volgende taken:

- De levering en de plaatsing van het inzamelingsmateriaal, namelijk 4 volledige systemen bestaande uit: 4 betonnen kuipen; 4 uitneembare metalen containers: 2 containers van 5 m³ voor restafval, 1 container van 5 m³ voor pmd-afval en 1 container van 5 m³ voor voedingsafval; de overeenkomstige inwerpzuilen en voetgangersplatformen; de geïntegreerde toegangscontrolesystemen;

- Het beheer van de toegangen en de verdeling van de toegangsbadges aan de professionele gebruikers die een overeenkomst hebben met het GAN en die bovendien van de gemeente Etterbeek een afwijking hebben verkregen op de verplichting voor het gebruik van containers, overeenkomstig het Netheidsreglement van het Jourdanplein (Bijlage 1);

- De inzameling van de containers van het sorteerpunt, met een maximale frequentie van 2 ledigingen per week voor het restafval, 1 lediging per week voor het pmd-afval en 1 lediging per week voor het voedingsafval.

De Gemeente staat in voor de verdeling van de toegangsbadges aan de gezinnen.

Artikel 3 – Gedeeld bouwheerschap (studies, uitvoering en opleveringen)

Net Brussel en de Gemeente delen het bouwheerschap voor de ondergrondse plaatsing van containers voor huishoudelijk afval.

De Gemeente is verantwoordelijk voor:

- Het verkrijgen van de vergunningen voor de inname van het openbaar domein, via het gewestelijke platform Osiris;

- Het identificeren van de nutsbedrijven via het platform KLIM-CICC en het bepalen van de geschikte locatie voor de ondergrondse plaatsing van de containers;

- Het zorgen voor voldoende werkruimte voor de uitvoering van de werken en, indien nodig, voor het laten verwijderen van foutief geparkeerde voertuigen.

Net Brussel ziet toe op de goede uitvoering van de werken door de aannemer met wie het daartoe een overheidsopdracht heeft gesloten.

Beide Partijen stellen een projectverantwoordelijke aan die rechtstreeks met elkaar in contact staan:

- Verantwoordelijke voor Net Brussel: Mohamed El Bouchtili / +32.490.49.49.92

- Verantwoordelijke voor de Gemeente: Nathanael LEBAILLY / +32.490.67.68.50

De Partijen sturen minstens een vertegenwoordiger naar elke werfvergadering, voor en tijdens de uitvoering ervan. Er kan geen enkele werfvergadering plaatsvinden zonder uitnodiging en akkoord van de twee Partijen. Als een van de Partijen geen vertegenwoordiger kan sturen, is het schriftelijk akkoord van de afwezige Partij nodig om de vergadering te laten plaatsvinden. De afwezige Partij heeft 48 uur de tijd (op werkdagen) om haar akkoord of weigering te versturen. Als er geen antwoord wordt verstuurd, heeft de andere Partij het recht om de vergaderingen te laten doorgaan.

De Partijen beschikken allebei over de rechtstreekse contactgegevens van de werfleider van de aangestelde aannemer.

De Partijen zijn samen verantwoordelijk voor de voorlopige en definitieve oplevering van de werken.

Net Brussel is verantwoordelijk om na te gaan of de installatie technisch overeenstemt met de voorziene inzamelingswijze.

De Gemeente bezorgt aan Net Brussel en aan de aangestelde aannemer de technische specificaties over de toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit en de materialen te bezorgen om een afwerking te garanderen die harmonieus aansluit bij de rest van het Jourdanplein.

Net Brussel neemt er akte van dat de Gemeente het situatieplan van de nutsvoorzieningen (bijlage 2) en de technische specificaties van de materialen al heeft verstuurd voor de ondertekening van deze overeenkomst en dat het hiervan kennis heeft genomen. De Partijen verbinden zich ertoe om deze specificaties te laten naleven door de aangestelde aannemer.

In geval van onuitvoerbaarheid wegens omstandigheden onafhankelijk van de wil van de Partijen (ondergrondse leidingen, wateropstijgingen, bodemverontreiniging), zal Net Brussel, met materiële hulp van de Gemeente, de site in haar oorspronkelijke staat herstellen, in het bijzonder rekening houdend met de specifieke verharding van het Jourdanplein.

Artikel 4 – Financiering

Net Brussel verbindt zich ertoe de ondergrondse plaatsing van de containers volledig te financieren via een procedure voor een overheidsopdracht.

Als zich in het kader van de ondergrondse plaatsingswerken bijkomende kosten voordoen, zijn deze volledig ten laste van Net Brussel.

Net Brussel financiert op recurrente basis de informaticakoppeling van het systeem voor toegangsbeheer via badges, met inbegrip van de levering van de badges en de opleidingen die door de leverancier worden gegeven, en dit via haar gewone begroting.

Net Brussel financiert het onderhoud en de instandhouding van het materiaal van het sorteerpunt (kuipen, containers en inwerpzuilen).

Net Brussel staat ten slotte in voor de inzameling van de verschillende afvalfracties die in de containers worden gedeponeerd: restafval, voedingsafval en pmd-afval.

Artikel 5 – Termijnen voor ingebruikname

De Partijen stellen alles in het werk om ervoor te zorgen dat de installatie uiterlijk op 30 november 2026 in gebruik kan worden genomen.

Artikel 6 – Garantie en onderhoud

6.1 – Garantie

De aangestelde aannemer is onderworpen aan een garantieperiode van 2 jaar voor de door hem uitgevoerde prestaties tot aan de definitieve oplevering.

Deze garantie houdt een verplichting in tot vervanging en/of herstelling van gebreken die niet zichtbaar waren bij de voorlopige oplevering.

Daarnaast is de aangestelde aannemer onderworpen aan de tienjarige aansprakelijkheid met betrekking tot de stabiliteit en de waterdichtheid van de installatie.

Aangezien de aannemer door Net Brussel wordt aangesteld via een procedure voor een overheidsopdracht, staat Net Brussel in voor de naleving van deze tienjarige aansprakelijkheid en voor de coördinatie van de interventies in samenwerking met de Gemeente.

6.2 – Onderhoud

Onverminderd hetgeen hierboven is bepaald over de garantie en onverminderd de tienjarige aansprakelijkheid van de aannemer, is Net Brussel verantwoordelijk voor het onderhoud van het inzamelingsmateriaal (containers, kuipen, inwerpzuilen en alle onderdelen daarvan).

6.3 – Reiniging

Elke reiniging die noodzakelijk zou blijken als gevolg van infiltraties door een ontwerpfout valt onder de tienjarige aansprakelijkheid van de aannemer.

Elke reiniging die geen verband houdt met een gebrek valt ten laste van de Partij die op dat ogenblik belast is met het onderhoud, zoals bepaald in artikel 10.2.

De Partijen verbinden zich ertoe elke vastgestelde noodzaak tot reiniging onmiddellijk aan elkaar mee te delen.

6.4 – Storingen

Wanneer de Gemeente een storing aan de containers vaststelt, brengt zij de dienst specifieke inzamelingen van Net Brussel hiervan zo snel mogelijk op de hoogte via het e-mailadres cel_buda_am@arp-gan.be, zodat Net Brussel kan zorgen voor de opvolging bij de opdrachtnemer en zo snel mogelijk een passende oplossing kan worden gevonden.

Voor het publiek dat gebruikmaakt van het sorteerpunt is Net Brussel het aanspreekpunt voor het melden van storingen via het e-mailadres info@arp-gan.be of via het gratis nummer 0800/981.81.

Artikel 7 – Toegangsbeheer

De perimeter van het gebruiksrecht van het sorteerpunt is beperkt tot de adressen gelegen op het Jourdanplein en stemt overeen met de perimeter van het Jourdanplein zoals omschreven in artikel 1 van het Netheidsreglement van het Jourdanplein (Bijlage 1), zoals vastgesteld door de Gemeente in overleg met Net Brussel.

Als de operationele voorwaarden van Net Brussel, met name de bepaling van de afmetingen en de ophalingsfrequentie, zoals bepaald in artikel 1, dit toelaten, en met het voorafgaande akkoord van Net Brussel, kan de Gemeente de perimeter van het gebruiksrecht uitbreiden door een wijziging van het gemeentelijk reglement (Netheidsreglement van het Jourdanplein).

De controle van de toegang tot de containers van het sorteerpunt via badges behoort formeel tot de bevoegdheid van Net Brussel. Daartoe wordt een toegangscontrolesysteem, met inbegrip van de bijbehorende softwarediensten en gegevensoverdracht, voorzien in het kader van de overheidsopdracht en dus door de opdrachtnemer ter beschikking gesteld van Net Brussel.

Net Brussel vertrouwt aan de Gemeente de verantwoordelijkheid toe voor de toekenning en het beheer van de toegangen voor de gezinnen die binnen de perimeter van het Jourdanplein wonen. Dit omvat onder meer de verdeling van de badges, de actualisering van de gegevens en, indien nodig, de desactivering van badges voor gezinnen die binnen deze perimeter wonen. Daartoe stelt Net Brussel aan de Gemeente een

toegangsbadge voor het computergestuurde beheerssysteem ter beschikking. Daarnaast bezorgt Net Brussel een voorraad toegangsbadges aan de Gemeente. Net Brussel zal die voorraad op eenvoudig verzoek aanvullen. Als het aantal aanvragen voor badges hoog zou zijn, zou Net Brussel genoodzaakt kunnen zijn om de levering tegen kostprijs aan de gemeente te factureren.

In geval van verlies van een toegangsbadge door een rechthebbende en wanneer een bijkomende badge wordt aangevraagd voor hetzelfde gezin, bepaalt de Gemeente, in overleg met Net Brussel, de modaliteiten voor de verdeling van nieuwe exemplaren. Deze modaliteiten worden opgenomen in het netheidsreglement van het Jourdanplein.

Net Brussel zorgt tot slot voor toegangsbadges van het type “technische badge”, zowel voor zijn eigen personeel (lediging, reiniging, enz.) als voor het personeel van de dienst Netheid van de Gemeente.

Artikel 8 – Tarief voor de inzameling en regels voor het aanbieden van afval

Tenzij de bevoegde instanties anders beslissen, is de inzameling van huishoudelijk afval afkomstig van gezinnen kosteloos.

Als dit noodzakelijk blijkt, zal Net Brussel maximale gebruiksquota per huishoudelijke gebruiker vaststellen.

Om verwarring bij de burgers te vermijden en de controle te vergemakkelijken, blijft het gebruik van de door Net Brussel voorgeschreven afvalzakken verplicht voor elke afvalinzameling via de containers van het sorteerpunt, voor alle afvalfracties.

Artikel 9 – Monitoring

Het computergestuurde beheersysteem stelt Net Brussel in staat om op geanonimiseerde wijze statistische gegevens te verzamelen en op te volgen over het gebruik van de containers van het sorteerpunt. Datzelfde systeem stelt de Gemeente in staat om statistische gegevens op te volgen over het gebruik van de containers van het sorteerpunt door de gezinnen.

Er wordt jaarlijks een opvolgingsvergadering georganiseerd tussen de Gemeente en de betrokken diensten van Net Brussel of op een kortere termijn als één van de Partijen daarom vraagt. Deze vergadering heeft tot doel na te gaan of de toegangsvoorwaarden voor de gezinnen die toegang hebben tot de installaties worden nageleefd.

Daarnaast kan een monitoring van de afvalsortering worden uitgevoerd. Als uit de analyse van de gegevens blijkt dat er sprake is van misbruik, kunnen, indien nodig, maximale gebruiksquota worden opgelegd aan specifieke gezinnen. Als uit de analyse blijkt dat een gezin voor bepaalde afvalfracties geen enkele afvalstroom genereert en er geen elementen voorhanden zijn die een dergelijke afwezigheid van dat type afval kunnen verantwoorden, verbinden Net Brussel en de Gemeente zich ertoe informatie-, sensibiliserings- en, indien nodig, handhavingsmaatregelen te nemen om ervoor te zorgen dat de gebruikers de sorteerverplichtingen van het sorteerpunt naleven. Zij zullen hiervoor de AVG naleven.

Artikel 10 – Netheid in de omgeving

De schoonmaak van de omgeving van de containers van het sorteerpunt wordt als volgt verdeeld:

- Net Brussel verwijdert alle afval dat in de containers van het sorteerpunt mag worden aangeboden.
- de Gemeente verwijdert alle afval dat niet in de containers van het sorteerpunt mag worden aangeboden, zoals grofvuil.

De Partijen verbinden zich ertoe het hierboven bedoelde afval minstens op werkdagen te verwijderen.

Net Brussel verbindt zich er ook toe om minstens een eer per kwartaal een schoonmaakbeurt met hogedrukwater uit te voeren om de site proper te houden.

Als één van de Partijen een terugkerend netheidsprobleem vaststelt, verbinden de Partijen zich ertoe de nodige preventieve, sensibiliserende en handhavingsmaatregelen te nemen om de netheid in de omgeving van de containers te verbeteren.

Artikel 11 – Overlast: terrassen, evenementen en markten

De Gemeente staat in voor de communicatie over en de opvang van eventuele hinder veroorzaakt door de werken en de langdurige inname van het openbaar domein ten aanzien van de betrokken verenigingen, handelaars, kermiskramers en ambulante handelaars.

Voor zover artikel 3 van deze overeenkomst volledig werd nageleefd, kan Net Brussel niet aansprakelijk worden gesteld voor eventuele geschillen met of schadevergoedingsvorderingen van private of verenigingsactoren die actief zijn op het Jourdanplein.

De Gemeente staat in voor de coördinatie van de planning van de ondergrondse plaatsingswerken met andere evenementen die op het Jourdanplein plaatsvinden om de veiligheid van alle betrokken partijen te waarborgen.

Artikel 12 – Communicatie

De communicatie over de plaatsing van de ondergrondse containers gebeurt in samenwerking tussen de Partijen.

Het onderwerp van de communicatie wordt, in onderling akkoord tussen de Partijen, in deze overeenkomst als volgt afgebakend: “Ondergrondse containers bestemd voor de gezinnen van het Jourdanplein.”

Op voorwaarde dat de andere Partij wordt vermeld, heeft elke Partij het recht om via haar eigen communicatiekanalen (gemeenteblad, nieuwsbrief, website, enz.) over het project te communiceren.

Wanneer de communicatie verloopt via een extern kanaal (media, vakbladen, enz.), ongeacht of dit gebeurt op initiatief van een Partij of naar aanleiding van een externe vraag, moet de betrokken Partij enerzijds de andere Partij vooraf informeren over haar tussenkomst en anderzijds de andere Partij vermelden, samen met de rol(len) die deze heeft gespeeld bij de ontwikkeling van het project. Deze rollen omvatten onder meer, maar niet uitsluitend:

- De Gemeente: initiatiefnemer van het project, medeopdrachtgever;
- Net Brussel: financier van de investering in het kader van haar strategie voor de uitrol van ondergrondse en bovengrondse sorteerpunten in het gehele Gewest, aanbestedende overheid voor de overheidsopdracht, medeopdrachtgever en afvalinzamelaar.

Voorafgaand aan de ingebruikname van het sorteerpunt verbinden de Partijen zich ertoe de doelgroepen die gebruik zullen maken van het sorteerpunt te informeren over het nieuwe systeem en over de toegangsmodaliteiten via een badge:

- De Gemeente zorgt specifiek voor de informatie voor de gezinnen op basis van de door Net Brussel aangeleverde documenten.

Ter ondersteuning van de communicatie van de Gemeente aan de gezinnen, stelt Net Brussel informatie- en sensibiliseringsmateriaal ter beschikking over het gebruik van het sorteerpunt en de naleving van de regels voor selectieve afvalsortering, waaronder folders, affiches, zakken en ander communicatiemateriaal.

Artikel 13 – Duur van de exploitatie

De site wordt door Net Brussel geëxploiteerd voor een duur van 10 jaar, stilzwijgend hernieuwbaar.

Gedurende deze periode zal de Gemeente zich inspannen om de goede toegankelijkheid van de site te ondersteunen, in het bijzonder de parkeermogelijkheden.

In geval van een storing, beslissen de Partijen in onderling overleg over de eventuele buitengebruikstelling van de site en de zoektocht naar een alternatieve oplossing.

De ontmanteling van de installatie en het herstel van de site in haar oorspronkelijke staat zijn ten laste van de Partij die de exploitatie wenst te beëindigen en de inzamelinfrastructuur ontoegankelijk wenst te maken voor de gebruikers.

Onverminderd de hierboven vermelde exploitatieduur verbinden Net Brussel en de Gemeente zich ertoe te goeder trouw elke oplossing te onderzoeken die kan bijdragen tot het verhelpen van de moeilijkheden waarmee Net Brussel wordt geconfronteerd, met name wanneer deze voortvloeien uit

dienstnoodwendigheden, operationele, technische, financiële of organisatorische beperkingen of een wijziging van haar opdrachten of exploitatiestrategie.

Bij gebrek aan een bevredigende oplossing kan Net Brussel deze overeenkomst en de exploitatie van de site voortijdig beëindigen, met een schriftelijke kennisgeving aan de Gemeente en een opzegtermijn van drie maanden.

Deze beëindiging geeft de Gemeente geen recht op enige schadevergoeding.

Op het einde van de levensduur van de installatie zorgt Net Brussel voor de vernieuwing van de site.

Artikel 14 – Bescherming van de persoonsgegevens

In geval van gezamenlijke verwerking van persoonsgegevens verbinden de partijen zich ertoe een gezamenlijk aansprakelijkheidscontract te ondertekenen.

Artikel 15 – Toepasselijk recht en bevoegde rechtbank

Deze overeenkomst is onderworpen aan het Belgische recht.

Enkel de rechtbanken van het gerechtelijke arrondissement Brussel zijn bevoegd voor geschillen over haar interpretatie of haar uitvoering.

De partijen gaan uitdrukkelijk akkoord met deze overeenkomst en alle bijlagen, die er onlosmakelijk deel van uitmaken.

Artikel 16 – Inwerkingtreding

Deze overeenkomst treedt in werking zodra een door alle partijen ondertekend exemplaar aan een van de partijen wordt verzonden.

Aldus opgemaakt in Brussel op / /

in 2 exemplaren.

Voor Net Brussel,

Frédéric FONTAINE, Algemeen directeur

Jos RAYMENANTS, Adjunct-algemeendirecteur

Voor de gemeente Etterbeek,

Vincent DE WOLF, Burgemeester

André DU BUS, Schepen van Openbare Werken

Annick PETIT, Gemeentesecretaris

3 annexes / 3 bijlagen

Règlement Propreté de la place Jourdan - 11.2026 NL.pdf, 260427_Projection_PAV_Jourdan.pdf, Règlement Propreté de la place Jourdan - 11.2026 FR.pdf

8 **Mise en concurrence en vue de l'octroi d'un droit de superficie pour le développement immobilier des terrains communaux des Jardins de la Chasse - Modification et adaptation des conditions**

Le Conseil communal,

Considérant que la Commune est propriétaire des terrains à bâtir suivants situés à Etterbeek, sur le site des Jardins de la Chasse :

Lot 2

Terrain situé rue Jacqueline Harpman, 8

ID cadastrale 21363B0496/00 A000 P0000

Superficie : 14a85ca

Lot 4

Terrain situé rue Beckers, 210-220

ID cadastrale 21363B0496/00 H000 P0000

Superficie : 24a67ca ;

Considérant la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 26 mars 2026 validant les surfaces constructibles indicatives pour chacun des lots ;

Considérant la décision du Conseil Communal du 6 juillet 2026 fixant les modalités et les conditions du marché ;

Vu le rapport d'estimation de Bruxelles Fiscalité du 17 juin 2026 et vu la décision du Conseil du 6 juillet 2026 de vendre au prix minimum de :

- 4.450.000 € pour le lot 2 ;
- 6.250.000 € pour le lot 4 ;

Considérant que la Commune entend assurer la meilleure valorisation de son patrimoine foncier tout en garantissant la réalisation effective d'un projet immobilier à vocation de logement ;

Considérant qu'il apparait, après plusieurs mois de présentation sur le projet et les questions posées par les candidats acquéreurs via l'agence immobilière désignée pour réaliser la vente, qu'une vente immédiate du terrain prive la Commune de tout levier de contrôle sur la réalisation du projet ;

Considérant qu'il apparaît opportun de maintenir la propriété foncière communale durant la phase de développement immobilier ;

Considérant que cet objectif peut être rencontré par la constitution d'un droit de superficie fondé sur une renonciation au droit d'accession conformément au Livre 3 du Code civil ;

Considérant que ce mécanisme permet :

- de maintenir la maîtrise foncière communale ;
- de lutter contre la spéculation ;
- de garantir l'exécution effective du projet immobilier ;
- de sécuriser les intérêts patrimoniaux de la Commune ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt communal d'exiger un engagement financier immédiat substantiel de l'opérateur sélectionné ;

Considérant que la mise en concurrence avec publicité constitue le mécanisme le plus approprié pour garantir l'égalité entre candidats et l'obtention de la meilleure valorisation financière ;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger la période de publicité et de préparation des offres afin de permettre aux opérateurs intéressés d'analyser adéquatement le mécanisme de droit de superficie proposé, d'effectuer les études préalables nécessaires et de remettre une offre financière pleinement éclairée ;

Considérant que la présente procédure porte sur la valorisation du patrimoine immobilier communal par

l'octroi d'un droit de superficie sur des terrains appartenant au domaine privé communal ;

Considérant qu'il ne s'agit pas d'un marché public mais d'une opération patrimoniale impliquant l'octroi d'un droit réel immobilier, laquelle doit néanmoins respecter les principes de transparence, d'égalité de traitement et de mise en concurrence compte tenu de son intérêt économique ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1

De poursuivre la mise en concurrence avec publicité en vue de l'octroi d'un droit de superficie sur les terrains communaux visés ci-dessus via l'agence immobilière désignée à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 août 2026.

Article 2

Le critère unique d'attribution est constitué par le montant du prix global proposé pour le terrain.

Article 3

Les offres ne pourront être inférieures :

- à 4.450.000 € pour le lot 2 ;
- à 6.250.000 € pour le lot 4.

Article 4

L'adjudicataire bénéficiera d'un droit de superficie lui permettant l'introduction des demandes de permis, la réalisation du projet immobilier et la commercialisation des unités construites.

Article 5

Lors de la constitution du droit de superficie, l'adjudicataire versera à la Commune un acompte correspondant à 30 % du prix offert.

Article 6

Le prix du terrain sera payé progressivement selon les modalités prévues au cahier des charges annexé.

Article 7

Le transfert progressif des quotes-parts de terrain s'effectuera au fur et à mesure de la commercialisation des unités privatives.

Article 8

Le cahier des charges annexé fixe notamment :

- les modalités du droit de superficie ;
- les modalités de paiement ;
- les conditions suspensives ;
- les garanties financières ;
- les pénalités ;
- les causes de résolution ;
- les modalités de transfert progressif du foncier.

Article 9

D'approuver le cahier des charges annexé.

Article 10

De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins :

- de poursuivre la publicité de la procédure via l'agence immobilière désignée à cet effet ;
- de préparer les actes notariés ;
- de repousser la date limite de remise des offres au **12 mars 2027 à 10h00** ;
- de procéder à l'ouverture publique des offres le **12 mars 2027 à 12h00**.

Aanbesteding met het oog op de toekenning van een opstalrecht voor de vastgoedontwikkeling van de gemeentelijke percelen van de Jachthof – Wijziging en aanpassing van de voorwaarden

VERTALING VOLGT

1 annexe / 1 bijlage

Cahier des charges.pdf

9 **SUP25.1342 - Avenant à la Convention datée du 3 décembre 2025 entre la Commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles-Capitale subsidiant les Équipements et infrastructures destinés aux usagers des modes actifs (drop-zones)**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la convention conclue le 3 décembre 2025 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek dans le cadre du dossier de subvention SUP25.1342 relatif à l'installation d'équipements destinés aux usagers des modes actifs ;

Considérant que la Commune a sollicité une prolongation de la période de couverture de la subvention en raison de l'évolution du cadre politique et juridique applicable aux engins de cyclopartage ;

Considérant que Bruxelles Mobilité a marqué son accord de principe pour la préparation d'un avenant prolongeant la période couverte par la convention du 1er décembre 2025 au 30 juin 2027 ;

Considérant que l'avenant a également pour objet de fixer au 15 novembre 2027 la date limite d'introduction du dossier complet de justificatifs ;

Considérant que le montant total de la subvention qui s'élève à 15.163,19 €, reste inchangé ;

Considérant que cet avenant doit être signé par les deux parties avant la fin de la période de couverture actuellement en vigueur, soit avant le 31 décembre 2026 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention du 3 décembre 2025 entre la commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles-Capitale :

AVENANT À LA CONVENTION DU 3/12/2025

Entre :

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Directeur général de Bruxelles Mobilité du Service public régional de Bruxelles, Monsieur Christophe Vanoerbeek,

Dénommée ci-après « *La Région* »

et

la commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »

Le présent avenant a pour objectif d'adapter les articles concernés par la modification du calendrier du projet, à savoir la période couverte par la subvention ainsi que la date limite de remise du dossier de justificatifs comptables sans en modifier le montant global.

Les autres articles de la convention du 3/12/2025 restent d'application.

Article 1 - Durée

L'article 3 de la convention du 3/12/2025 est remplacé par :

La convention porte sur la période du 1/12/2025 au 30/06/2027.

Article 2 - Modalités de liquidation

L'article 5 alinéa 4 de la convention du 3/12/2025 est remplacé par :

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit **au plus tard le 15/11/2027 selon les modalités reprises ci-dessus**. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

Article 3 – Prise d'effet

Le présent avenant produit ses effets à la date de sa notification.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le ……..

Pour la commune d'Etterbeek

Vincent De Wolf, Bourgmestre

Annick Petit, Secrétaire communale

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Directeur général de Bruxelles Mobilité, ir. Christophe Vanoerbeek

SUP25.1342 – Aanhangsel bij de overeenkomst van 3 december 2025 tussen de gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest over de subsidiëring van Voorzieningen en infrastructuur voor gebruikers van actieve vervoerswijzen (dropzones)

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

gelet op de overeenkomst gesloten op 3 december 2025 tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek in het kader van het subsidiedossier SUP25.1342 over de installatie van voorzieningen voor gebruikers van actieve vervoerswijzen;

overwegende dat de gemeente een verlening van de dekkingsperiode van de subsidie heeft aangevraagd wegens de evolutie van het politieke en juridische kader dat van toepassing is op deelfietsen;

overwegende dat Brussel Mobiliteit een principeakkoord heeft gegeven voor de voorbereiding van een aanhangsel ter verlenging van de dekkingsperiode van de overeenkomst van 1 december 2025 tot 30 juni 2027;

overwegende dat het aanhangsel ook tot doel heeft om de deadline voor het indienen van het volledige dossier met bewijsstukken vast te leggen op 15 november 2027;

overwegende dat het totaalbedrag van de subsidie, dat 15.163,19 euro bedraag, ongewijzigd blijft;

overwegende dat beide partijen dit aanhangsel moeten ondertekenen voor het einde van de huidige dekkingsperiode, namelijk voor 31 december 2026;

BESLIST om het aanhangsel bij de overeenkomst van 3 december 2025 tussen de gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren:

BIJAKTE BIJ DE OVEREENKOMST VAN 3/12/2025

Tussen:

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de directeur-generaal van Brussel Mobiliteit van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, de heer Christophe Vanoerbeek,

Hierna “het Gewest” genoemd

en

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in naam waarvan gezamenlijk optreden de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, handelend onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en het niet-vernietigen van voornoemde goedkeuringsbeslissing binnen de wettelijke termijn door de overheid die toezicht houdt op de plaatselijke besturen,

Hierna “de Begunstigde” genoemd

Deze bijakte is bedoeld om de artikelen uit de overeenkomst aan te passen die de datums voor het project betreffen, namelijk de periode die de subsidie dekt, en de uiterste datum voor het indienen van de boekhoudkundige bewijsstukken, zonder het totaalbedrag te wijzigen.

De andere artikelen van de overeenkomst van 3/12/2025 blijven van toepassing.

Artikel 1 - Duur

Artikel 3 van de overeenkomst van 3/12/2025 wordt vervangen door:

De overeenkomst dekt de periode van 1/12/2025 t.e.m. 30/06/2027.

Artikel 2 - Betalingsmodaliteiten

Artikel 5 alinea 4 van de overeenkomst van 3/12/2025 wordt vervangen door:

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet **uiterlijk op 15/11/2027 ingediend worden volgens de bovenvermelde nadere regels**. Als het dossier met verantwoordingsstukken na die datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest in dit verband vervalt dan automatisch.

Artikel 3 - Inwerkingtreding

Deze wijziging treedt in werking op de datum van kennisgeving.

Opgemaakt te Brussel in twee exemplaren, op ……..

Voor de gemeente Etterbeek

Vincent De Wolf, Burgemeester

Annick Petit, Gemeentesecretaris

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De directeur-generaal van Brussel Mobiliteit; ir. Christophe Vanoerbeek

10 **Stationnement payant - Scan car - Installation d'une caméra ANPR sur le véhicule circulant sur le territoire de la commune d'Etterbeek – Avis.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Vu l'article 7§1, qui précise que la décision d'installer une ou plusieurs caméras de surveillance mobiles dans un lieu ouvert doit être prise, par le responsable du traitement, après avis positif du conseil communal, rendu après consultation du chef de corps de la zone de police ;

Vu l'avis favorable du 10 novembre 2026 du Chef de corps quant à ladite demande, en annexe de la présente délibération ;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement ;

Vu le Règlement redevance du 16 mars 2026 relatif à la politique communale de stationnement pour les véhicules à moteur sur la voie publique ;

Considérant le souhait du Collège des Bourgmestre et Echevins de placer une caméra ANPR (Automatic Number Plate Recognition) sur le véhicule de type « scan-car » circulant sur le territoire d'Etterbeek ;

DECIDE de marquer un avis favorable sur l'installation de caméras fixes temporaires ANPR sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

Betalend parkeren – Scan car - Plaatsing van een ANPR-camera's op het voetuig dat rondrijdt op het grondgebied van de gemeente Etterbeek – Advies.

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 21 maart 2007 betreffende de installatie en het gebruik van bewakingscamera's;

gelet op artikel 7§1, waarin wordt bepaald dat het besluit om een of meer mobiele bewakingscamera's op een openbare plaats te installeren, door de verwerkingsverantwoordelijke moet worden genomen na een positief advies van de gemeenteraad, dat wordt uitgebracht na raadpleging van het hoofd van de politie van het betreffende politiedistrict;

gelet op het gunstig advies van 10 november 2026 van het korpshoofd met betrekking tot genoemde aanvraag, in bijlage van deze beslissing;

gelet op de Ordonnantie van 6 juli 2022 betreffende de organisatie van het parkeerbeleid;

gelet op het retributiereglement van 16 maart 2026 betreffende het gemeentebeleid voor het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg;

overwegend de wens van het College van burgemeester en schepenen om een ANPR-camera (Automatic Number Plate Recognition) te plaatsen op het voertuig van het type „scan-car“ dat op het grondgebied van Etterbeek rijdt;

BESLIST een gunstig advies uit te brengen over de installatie van tijdelijke vaste ANPR-camera's op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

1 annexe / 1 bijlage

Avis+Chef+de+Corps+ZP+Monty.pdf

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

11 **Personnel du département stationnement payant – Annexe 3 du Règlement de travail communal : Horaires de travail – Modifications.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Conseil communal du 22 mai 2006 adoptant le règlement de travail pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné ;

Vu l'annexe 3 – Horaires de travail et en particulier l'horaire de travail pour le personnel du département stationnement payant ;

Vu la décision du Conseil communal, en sa séance du 16 mars 2026, portant modification du Règlement redevance relatif à la politique communale de stationnement pour les véhicules à moteur sur la voie publique ;

Considérant que ce Règlement prévoit :

- que l'utilisation d'un emplacement de stationnement sur la voie publique est soumise à une redevance tous les jours de la semaine de 9 heures à 19 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux ;
- une exception pour la place Jourdan où une redevance est prévue entre 8 heures et 19 heures;
- l'activation d'une zone "événement" entre 18 heures et 00 heures lors de l'organisation d'activités ou d'événements dans cette zone;

Considérant que suite à ces modifications du Règlement redevance il s'avère que l'horaire actuel du stationnement payant ne correspond plus aux besoins du service ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de revoir l'horaire de travail du département stationnement payant ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations

syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de modifier l'annexe 3 du Règlement de travail communal – Horaires de travail comme suit :

4. HORAIRES DU DEPARTEMENT STATIONNEMENT PAYANT

Grille n° 22 : Horaire à temps plein (37h30/sem) sur un cycle de 6 semaines

SEM 1	**Arrivée**	**Pause de midi**	**Départ**	**Total heures**
Lundi	---	---	---	---
Mardi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Mercredi	9h	De 12h à 13h	18h	8h
Jeudi	8h	De 12h à 13h	17h	8h
Vendredi	9h	De 12h à 12h30	15h	5h30
Samedi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Pas de prestation lundi et dimanche				**37h30**
SEM 2	**Arrivée**	**Pause de midi**	**Départ**	**Total heures**
Lundi	9h	De 12h à 12h30	15h	5h30
Mardi	8h	De 12h à 13h	17h	8h
Mercredi	9h	De 12h à 13h	18h	8h
Jeudi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Vendredi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Pas de prestation dimanche				**37h30**
SEM 3	**Arrivée**	**Pause de midi**	**Départ**	**Total heures**
Lundi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Mardi	9h	De 12h à 12h30	15h	5h30
Mercredi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Jeudi	9h	De 12h à 13h	18h	8h
Vendredi	8h	De 12h à 13h	17h	8h
Pas de prestation dimanche				**37h30**
SEM 4	**Arrivée**	**Pause de midi**	**Départ**	**Total heures**
Lundi	8h	De 12h à 13h	17h	8h
Mardi	9h	De 12h à 13h	18h	8h
Mercredi	9h	De 12h à 12h30	15h	5h30
Jeudi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Vendredi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Pas de prestation dimanche				**37h30**
SEM 5	**Arrivée**	**Pause de midi**	**Départ**	**Total heures**
Lundi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Mardi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Mercredi	8h	De 12h à 13h	17h	8h
Jeudi	9h	De 12h à 12h30	15h	5h30
Vendredi	9h	De 12h à 13h	18h	8h
Pas de prestation samedi et dimanche				**37h30**
SEM 6	**Arrivée**	**Pause de midi**	**Départ**	**Total heures**
Lundi	9h	De 12h à 13h	18h	8h
Mardi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Mercredi	10h	De 13h à 14h	19h	8h
Jeudi	8h	De 12h à 13h	17h	8h
Vendredi	9h	De 12h à 12h30	15h	5h30
Pas de prestation dimanche				**37h30**

L'agent doit également effectuer des prestations lors de l'activation de la "zone événement". L'attribution des congés supplémentaires se fera comme suit :

- De 19h à 22h x 1,25
- De 22h à 00h x 1,50

Grille n°23 : Horaire à 4/5e temps (30h/sem) sur un cycle de 6 semaines

Prestation de 4 jours de 7h30

Grille n°24 : Horaire à 3/5 temps (22h30/sem)

Ce type d'horaire à temps partiel ne sera plus autorisé à partir du 1er janvier 2027

Grille n°25 : Horaire à mi-temps (18h45/sem) sur un cycle de 6 semaines

- La première semaine : 2 jours de 8h
- La deuxième semaine : 2 jours de 8h et 1 jour de 5h30

Personeel van de afdeling betalend parkeren – Bijlage 3 van het gemeentelijk arbeidsreglement : Uurroosters – Wijzigingen

De gemeenteraad,

gelet de beslissing van de gemeenteraad van 22 mei 2006 houdende goedkeuring van het arbeidsreglement voor het administratief en technisch personeel, het personeel van de Regie van Grondbeleid, het werklieden- en meesterschapspersoneel, het verzorgend personeel, het bijstandspersoneel en het buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs

gelet bijlage 3 – Uurroosters en in het bijzonder het uurrooster voor het personeel van de afdeling betalend parkeren;

gelet de beslissing van de Gemeenteraad, in zijn zitting van 16 maart 2026, houdende aanpassing van het retributiereglement betreffende het gemeentebeleid voor het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg;

overwegende dat dit reglement voorziet :

- dat het gebruik van een parkeerplaats gelegen op de openbare weg onderworpen is aan een retributie elke dag van de week van 9u tot 19u met uitzondering van zondagen en wettelijke feestdagen;
- dat er een uitzondering is voor het Jourdanplein waar een retributie voorzien is tussen 8u en 19u;
- dat een "evenementenzone" geactiveerd wordt tussen 18u en 00u gekoppeld aan de activiteiten en evenementen die in deze zone worden georganiseerd;

overwegende dat naar aanleiding van deze aanpassingen aan het retributiereglement het actueel uurrooster van de afdeling betalend parkeren niet meer voldoet aan de behoeften van de dienst;

overwegende dat het dus noodzakelijk is om het uurrooster van de afdeling betalend parkeren aan te passen;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakbondsorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om bijlage 3 van het gemeentelijk arbeidsreglement te wijzigen als volgt :

4. UURROOSTERS VAN DE AFDELING BETALEND PARKEREN

Rooster n° 22 : Voltijds uurrooster (37u30/week) op een cyclus van 6 weken

WEEK1	**Aankomst**	**Middagpauze**	**Vertrek**	**Totaal uren**
Maandag	---	---	---	---
Dinsdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Woensdag	9u	Van 12u tot 13u	18u	8u
Donderdag	8u	Van 12u tot 13u	17u	8u
Vrijdag	9u	Van 12u tot 12u30	15u	5u30
Zaterdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Geen prestaties op maandag en zondag				**37u30**
WEEK 2	**Aankomst**	**Middagpauze**	**Vertrek**	**Totaal uren**
Maandag	9u	Van 12u tot 12u30	15u	5u30
Dinsdag	8u	Van 12u tot 13u	17u	8u
Woensdag	9u	Van 12u tot 13u	18u	8u
Donderdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Vrijdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Geen prestaties op zondag				**37u30**
WEEK 3	**Aankomst**	**Middagpauze**	**Vertrek**	**Totaal uren**
Maandag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Dinsdag	9u	Van 12u tot 12u30	15u	5u30
Woensdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Donderdag	9u	Van 12u tot 13u	18u	8u
Vrijdag	8u	Van 12u tot 13u	17u	8u
Geen prestaties op zondag				**37u30**
WEEK 4	**Aankomst**	**Middagpauze**	**Vertrek**	**Totaal uren**
Maandag	8u	Van 12u tot 13u	17u	8u
Dinsdag	9u	Van 12u tot 13u	18u	8u
Woensdag	9u	Van 12u tot 12u30	15u	5u30
Donderdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Vrijdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Geen prestaties op zondag				**37u30**
WEEK 5	**Aankomst**	**Middagpauze**	**Vertrek**	**Totaal uren**
Maandag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Dinsdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Woensdag	8u	Van 12u tot 13h	17u	8u
Donderdag	9u	Van 12u tot 12u30	15u	5u30
Vrijdag	9u	Van 12u tot 13u	18u	8u
Geen prestaties op zondag				**37u30**
WEEK 6	**Aankomst**	**Middagpauze**	**Vertrek**	**Totaal uren**
Maandag	9u	Van 12u tot 13u	18u	8u
Dinsdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u
Woensdag	10u	Van 13u tot 14u	19u	8u

Donderdag	8u	Van 12u tot 13u	17u	8u
Vrijdag	9u	Van 12u tot 12u30	15u	5u30
Geen prestaties op zondag				**37u30**

Het personeelslid moet ook prestaties verrichten wanneer de „evenementenzone“ wordt geactiveerd.

De toekenning van extra verlof gebeurt als volgt:

- Van 19u tot 22u x 1,25
- Van 22u tot 00u x 1,50

Rooster n°23 : uurrooster 4/5de tijd (30u/week) op een cyclus van 6 weken

4 werkdagen van 7u30

Rooster n°24 : uurrooster 3/5de tijd (22u/30week) op een cyclus van 6 weken

Dit uurrooster zal vanaf 1 januari 2027 niet meer zijn toegestaan

Rooster n°25 : Halftijds uurrooster (18u45/week) op een cyclus van 6 weken

- De eerste week : 2 werkdagen van 8u
- De tweede week : 2 werkdagen van 8u en 1 werkdag van 5u30

Tutelle CPAS - OCMW toezicht

12 **105-20261019-A-0004 - Élargissement du groupement hospitalier universitaire « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » au CHU Saint-Pierre et aux Hôpitaux Iris Sud - Approbation de la convention d’association, des statuts coordonnés et du pacte entre les membres - Ratification de la délibération du Conseil communal du 12 octobre 2026**

Le Conseil communal ,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d’action sociale, notamment ses articles 26bis, 79, 108, 111, 112, 118, 122 et 135/1 à 135/8 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

Vu l’arrêté royal du 30 janvier 1989 fixant les normes complémentaires d’agrément des hôpitaux et des services hospitaliers et précisant la définition des groupements d’hôpitaux et les normes particulières qu’ils doivent respecter, notamment ses articles 8 à 13 ;

Vu le Code des sociétés et des associations ;

Vu la qualité du CPAS d’Etterbeek d’associé de l’« Association Hospitalière d’Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles – Hôpitaux Iris Sud », en abrégé « H.I.S. », association de droit public régie par le chapitre XII de la loi organique précitée ;

Vu la délibération du Conseil communal d’Etterbeek du 12 octobre 2026 relative au projet de groupement hospitalier universitaire intégré « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles », dont l’article 8 subordonne l’adoption à sa ratification par le Conseil de l’action sociale du CPAS d’Etterbeek ;

Considérant que le projet modifie le cadre dans lequel H.I.S. exercera ses activités et ses prérogatives de gestion et affecte, dès lors, les modalités d'exercice des droits de ses associés ;

Considérant que le CPAS d'Etterbeek devait se prononcer sur ce projet en sa qualité d'associé de H.I.S. ; que l'article 122 de la loi organique impose l'agrément préalable des associés à toute modification statutaire entraînant une aggravation de leurs obligations ou une diminution de leurs droits dans l'association ;

Considérant qu'en séance du 19.10.2026, le Conseil de l'action sociale a ratifié la délibération susmentionnée du Conseil communal du 12.10.2026 en approuvant les documents qui lui ont été soumis; que ce faisant, le CPAS a validé l'élargissement du groupement hospitalier universitaire « les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » au CHU Saint-Pierre et aux Hôpitaux Iris Sud, sous condition suspensive, toutefois, de l'autorisation de l'Autorité belge de la concurrence ;

Considérant que le Conseil de l'action sociale a transmis cette délibération du 19.10.2026, accompagnée de ses annexes, au Conseil communal conformément à l'article 112 de la loi organique dans le cadre de la tutelle administrative exercée par la commune ;

Considérant que le Conseil Communal est invité à se prononcer sur cette décision dans le cadre de la tutelle administrative exercée sur le CPAS ;

DECIDE DE :

1. Accuser réception de la décision du Conseil de l'action sociale du 19.10.2026 approuvant en sa qualité d'associé de H.I.S. et sous condition suspensive de l'autorisation de l'opération par l'Autorité belge de la concurrence, (i) le principe de la création du groupement hospitalier universitaire intégré « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles », réunissant l'Hôpital Universitaire de Bruxelles, le CHU Saint-Pierre et les Hôpitaux Iris Sud, (ii) la convention d'association du groupement hospitalier «Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles », (iii) les statuts coordonnés de l'ASBL « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles », (iv) le pacte entre les membres de l'ASBL «Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » et ratifiant dans la mesure des approbations prévues aux articles 2 à 5, la délibération du Conseil communal d'Etterbeek du 12 octobre 2026, conformément à son article 8; transmise conformément à l'article 112 §1er de la loi organique du CPAS du 08.07.1976 ;
2. Approuver la décision du Conseil de l'Action Sociale susmentionnée ;
3. Notifier, dans les plus brefs délais, sa décision au Conseil de l'Action Sociale .

105-20261019-A-0004 - Uitbreiding van de universitaire ziekenhuisgroepering « De Universitaire Ziekenhuizen van Brussel » met het UMC Sint-Pieter en de Iris Ziekenhuizen Zuid - Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst, de gecoördineerde statuten en de overeenkomst tussen de leden - Bekrachtiging van het besluit van de Gemeenteraad van 12 oktober 2026

VERTALING VOLGT

32 annexes / 32 bijlagen

20261019-A-0004-AN-028.pdf, 20261019-A-0004-DE-NL.pdf, 20261019-A-0004-AN-015.pdf, 20261019-A-0004-AN-023.pdf, 20261019-A-0004-AN-010.pdf, 20261019-A-0004-AN-001.pdf, 20261019-A-0004-AN-029.pdf, 20261019-A-0004-AN-007.pdf, 20261019-A-0004-AN-027.pdf, 20261019-A-0004-AN-014.pdf, 20261019-A-0004-AN-011.pdf, 20261019-A-0004-AN-024.pdf, 20261019-A-0004-AN-006.pdf, 20261019-A-0004-AN-002.pdf, 20261019-A-0004-AN-019.pdf, 20261019-A-0004-AN-021.pdf, 20261019-A-0004-AN-009.pdf, 20261019-A-0004-AN-026.pdf, 20261019-A-0004-DE-FR.pdf, 20261019-A-0004-AN-018.pdf, 20261019-A-0004-AN-012.pdf, 20261019-A-0004-AN-020.pdf, 20261019-A-0004-AN-005.pdf, 20261019-A-0004-AN-003.pdf, 20261019-A-0004-AN-022.pdf, 20261019-A-0004-AN-016.pdf, 20261019-A-0004-AN-008.pdf, 20261019-A-0004-AN-025.pdf, 20261019-A-0004-AN-013.pdf, 20261019-A-0004-AN-017.pdf, 20261019-A-0004-AN-004.pdf, 20261019-A-0004-AN-030.pdf

13 **105-20261019-A-0005 - Association Hospitalière d'Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles – Hôpitaux Iris Sud (H.I.S.) - Adaptation des statuts à la participation au groupement hospitalier « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » - Approbation de la version modifiée et coordonnée des statuts**

Le Conseil communal ,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, notamment ses articles 26bis, 79, 108, 111, 112, 118, 122 et 135/1 à 135/8 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins ;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 1989 fixant les normes complémentaires d'agrément des hôpitaux et des services hospitaliers et précisant la définition des groupements d'hôpitaux et les normes particulières qu'ils doivent respecter, notamment ses articles 8 à 13 ;

Vu la qualité du CPAS d'Etterbeek d'associé de l'« Association Hospitalière d'Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles – Hôpitaux Iris Sud », en abrégé « H.I.S. », association de droit public régie par le chapitre XII de la loi organique précitée ;

Vu les statuts de H.I.S., notamment leurs articles 24 et 25 relatifs à la modification des statuts ;

Vu le projet d'élargissement du groupement hospitalier universitaire « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » au CHU Saint-Pierre et aux Hôpitaux Iris Sud ;

Vu le projet de version modifiée et coordonnée des statuts de H.I.S., joint en annexe à la présente délibération ;

Considérant que la participation de H.I.S. au groupement hospitalier « Les Hôpitaux Universitaires de Bruxelles » nécessite une adaptation de ses statuts afin d'articuler son fonctionnement avec la stratégie globale, les politiques générales et les modalités de gouvernance du groupement ;

Considérant que les modifications proposées portent notamment sur l'exercice des missions de service public et des missions sociales de l'association, l'élaboration des plans d'établissement et financiers, les compétences et délégations du Conseil d'administration, la direction générale, le fonctionnement du Comité de direction ainsi que la coordination des activités médicales et infirmières ;

Considérant que le projet prévoit également le transfert du siège de l'association à Anderlecht, rue du Docteur Huet 79 ;

Considérant que ces adaptations maintiennent la personnalité juridique de H.I.S. et sa qualité d'association de droit public régie par le chapitre XII de la loi organique ;

Considérant que les modifications proposées affectent les modalités d'exercice des compétences des organes de H.I.S. et, par conséquent, les modalités d'exercice des droits de ses associés ;

Considérant que l'article 122 de la loi organique impose l'agrément préalable des associés à toute modification statutaire entraînant une aggravation de leurs obligations ou une diminution de leurs droits dans l'association ;

Considérant qu'il appartient dès lors au Conseil de l'action sociale de se prononcer sur les modifications proposées en sa qualité d'organe compétent du CPAS d'Etterbeek, associé de H.I.S. ;

Considérant qu'en séance du 19.10.2026, le Conseil de l'action sociale a approuvé, en sa qualité d'associé de H.I.S., la version modifiée et coordonnée des statuts de l'«
Association Hospitalière d'Anderlecht, Saint-Gilles, Etterbeek et Ixelles – Hôpitaux Iris Sud », en abrégé «H.I.S. », telle que jointe en annexe de sa délibération ; que cette approbation vaut agrément préalable du CPAS d'Etterbeek aux modifications statutaires proposées ;

Considérant que l'article 112 de la loi organique prévoit la transmission simultanée au Conseil communal et au Collège réuni des décisions du Conseil de l'action sociale concernant les statuts et les modifications des statuts d'une association du chapitre XII, dans les vingt jours de leur adoption ;

Considérant que le Conseil de l'action sociale a transmis cette délibération du 19.10.2026, accompagnée de ses annexes, au Conseil communal conformément à l'article 112 de la loi organique dans le cadre de la tutelle administrative exercée par la commune ;

Considérant que le Conseil Communal est invité à se prononcer sur cette décision dans le cadre de la tutelle administrative exercée sur le CPAS ;

DECIDE DE :

1. Accuser réception de la décision du Conseil de l'action sociale du 19.10.2026 relative aux modification des statuts d'HIS transmise conformément à l'article 112 §1er de la loi organique du CPAS du 08.07.1976 ;
2. Approuver la décision du Conseil de l'Action Sociale susmentionnée ;
3. Notifier, dans les plus brefs délais, sa décision au Conseil de l'Action Sociale.

105-20261019-A-0005 - Ziekenhuisvereniging van Anderlecht, Sint-Gillis, Etterbeek en Elsene – Iris Ziekenhuizen Zuid (I.Z.Z.) - Aanpassing van de statuten aan de deelname aan de ziekenhuisgroepering « De Universitaire Ziekenhuizen van Brussel » - Goedkeuring van de gewijzigde en gecoördineerde versie van de statuten

VERTALING VOLGT

3 annexes / 3 bijlagen

20261019-A-0005-AN-001.pdf, 20261019-A-0005-DE-NL.pdf, 20261019-A-0005-DE-FR.pdf

Service de prévention - Preventiedienst

14 **Convention entre la société LOG'IRIS et la commune d'Etterbeek relative à la mise à disposition gratuite d'un local sis rue Joseph Buedts 6 pour l'organisation d'une école des devoirs – Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu que la société LOG'IRIS, société civile à forme commerciale, met à disposition de la commune d'Etterbeek un local sis rue Joseph Buedts n°6 à 1040 Etterbeek ;

Considérant que cette mise à disposition permet au Service de Prévention de la commune d'organiser une école des devoirs à destination des enfants du quartier, dans un cadre de proximité et de cohésion sociale ;

Considérant que l'occupation se fait à titre gratuit, selon des modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur de LOG'IRIS, auquel la commune s'engage à se conformer ;

Considérant que cette mise à disposition est encadrée par une convention précisant les droits et obligations des deux parties, notamment en matière d'assurance, d'entretien des locaux et de respect des horaires définis ;

Considérant que la convention est conclue pour une durée déterminée allant du 03 novembre 2026 au 02 juillet 2027 ;

DECIDE d'approuver la conclusion de la convention ci-dessous entre LOG'IRIS et la commune d'Etterbeek pour l'occupation de l'espace communautaire sis 6, rue Joseph Buedts à Etterbeek, du 03 novembre 2026 au 02 juillet 2027.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION D'OCCUPATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part, LOG'IRIS, Société civile à forme commerciale, représentée par M. Arnaud VAN PRAET, Président, et Mme Zoubida HADJ M'HEND, Directrice générale, dont le siège est sis 1, promenade Hyppolite Rolin à 1040 Etterbeek ;

ET

D'autre part, la commune d'Etterbeek, représentée par son collège des bourgmestre et échevins au nom duquel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale, dont l'administration est sise avenue des Casernes, 31 à 1040 Bruxelles, ci-après dénommée « la commune »;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT:

Préambule

La présente convention est conclue dans le cadre de la mise à disposition d'un local pour l'organisation des activités de la commune.

Art. 1er – Objet de la convention

LOG'IRIS met à disposition de la commune l'espace communautaire sis 6, rue Joseph Buedts, à 1040 Etterbeek.

Cette mise à disposition est faite aux fins, pour la commune, d'organiser une école des devoirs.

LOG'IRIS conserve la pleine jouissance des espaces communautaires susvisés.

Art. 2 – Périodes d'occupation

Les périodes d'occupation sont définies de commun accord entre les parties.

Art. 3 – Modalités d'occupation

Les modalités d'occupation sont définies dans le Règlement d'Ordre Intérieur d'occupation des espaces communautaires de LOG'IRIS.

Une copie de celui-ci est remise à la commune lors de la signature de la présente convention. Le cas échéant, toute modification ultérieure lui sera notifiée par écrit.

En toute occurrence, la commune s'engage à occuper les lieux en bon père de famille.

La commune se chargera également de procéder au nettoyage de la salle 1 fois par semaine.

Art. 4 – Indemnité et charges locatives

La mise à disposition est faite à titre gratuit.

Art. 5 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée suivante : du 03 novembre 2026 au 02 juillet 2027.

Il peut toujours être mis fin à celle-ci, en tout ou partie, moyennant un préavis de 30 jours.

Si la commune manque gravement à ses obligations, il peut y être mis fin sans préavis.

Art. 6 – Interdiction de sous-occupation

La commune ne peut permettre l'occupation des espaces communautaires susvisés à des tiers sans l'accord écrit et préalable de LOG'IRIS.

Art. 7 – Assurances

La commune souscrit, sous sa responsabilité, aux assurances couvrant sa responsabilité civile et celles de toutes les personnes à qui elle permet l'accès aux lieux.

Fait en double exemplaire à Etterbeek, le…… 2026 dont chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

LOG'IRIS,

Zoubida HADJ M'HEND, Arnaud VAN PRAET,

Directrice générale, Président,

La commune,

Annick PETIT, Vincent DE WOLF,

Secrétaire Communale, Bourgmestre.

Overeenkomst tussen de vennootschap LOG'IRIS en de gemeente Etterbeek betreffende de kosteloze terbeschikkingstelling van een lokaal gelegen Joseph Buedtsstraat 6 voor de organisatie van een huiswerkklas – Goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op het feit dat de vennootschap LOG'IRIS, een burgerlijke vennootschap met commerciële vorm, een lokaal ter beschikking stelt van de gemeente Etterbeek, gelegen in de Joseph Buedtsstraat nr. 6 te 1040 Etterbeek;

Overwegende dat deze terbeschikkingstelling het Preventiedienst van de gemeente in staat stelt een huiswerkklas te organiseren voor kinderen uit de buurt, in een nabijheids- en samenlevingsgerichte context;

Overwegende dat het gebruik gratis is en onder de voorwaarden gebeurt zoals opgenomen in het huishoudelijk reglement van LOG'IRIS, dat de gemeente zich ertoe verbindt na te leven;

Overwegende dat dit gebruik wordt geregeld in een overeenkomst die de rechten en verplichtingen van beide partijen vastlegt, met inbegrip van verzekeringen, onderhoud van de lokalen en het respecteren van de afgesproken uren;

Overwegende dat de overeenkomst wordt afgesloten voor een vaste duur, namelijk van 03 november 2026 tot 02 juli 2027;

BESLUIT de goedkeuring te verlenen aan de onderstaande overeenkomst tussen LOG'IRIS en de gemeente Etterbeek voor het gebruik van de gemeenschapsruimte gelegen Joseph Buedtsstraat 6 te Etterbeek, van 03 november 2026 tot 02 juli 2027.

Deze beraadslaging zal worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig de

wettelijke bepalingen.

Gebruiksovereenkomst

TUSSEN DE ONDERGETEKENDEN:

Enerzijds, LOG'IRIS, burgerlijke vennootschap met handelsvorm, vertegenwoordigd door de heer Arnaud VAN PRAET, voorzitter, en mevrouw Zoubida HADJ M'HEND, algemeen directrice, waarvan de zetel is gevestigd aan de Hippolyte Rolinpromenade 1 in 1040 Etterbeek,

EN

Anderzijds, de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en mevrouw Annick PETIT, waarnemend gemeentesecretaris, waarvan het bestuur is gelegen aan de Kazernenlaan 31 in 1040 Etterbeek, hierna “de gemeente” genoemd,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Preambule

Deze overeenkomst wordt gesloten in het kader van de terbeschikkingstelling van een lokaal voor de organisatie van activiteiten van de gemeente.

Art. 1 – Voorwerp van de overeenkomst

LOG'IRIS stelt de gemeente de gemeenschappelijke ruimte gelegen aan de Joseph Buedtsstraat 6 ter beschikking.

Het lokaal wordt ter beschikking gesteld zodat de gemeente er een huiswerkschool kan organiseren. LOG'IRIS behoudt het volle genot van de bovenstaande gemeenschappelijke ruimten.

Art. 2 – Gebruiksperiodes

De gebruiksperiodes worden in onderling overleg bepaald tussen de partijen (zie bijlage).

Art. 3 – Voorwaarden voor het gebruik

De voorwaarden voor het gebruik zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement voor het gebruik van gemeenschappelijke ruimten van LOG'IRIS.

Een kopie daarvan wordt aan de gemeente bezorgd bij de ondertekening van deze overeenkomst. In voorkomend geval wordt de gemeente schriftelijk op de hoogte gebracht van latere wijzigingen.

De gemeente verbindt zich ertoe de lokalen als een redelijk en voorzichtig persoon te gebruiken.

De gemeente zal de zaal ook 1 keer per week schoonmaken.

Art. 4 – Vergoeding en huurkosten

De lokalen worden gratis ter beschikking gesteld.

Art. 5 – Duur van de overeenkomst

Deze overeenkomst wordt gesloten voor de volgende periode: van 03 november 2026 tot 02 juli 2027. De overeenkomst kan volledig of gedeeltelijk worden stopgezet op voorwaarde van een opzeggingstermijn van 30 dagen. Als de gemeente ernstig tekortkomt in haar verplichtingen, kan de overeenkomst zonder opzeggingstermijn worden stopgezet.

Art. 6 – Verbod op ondergebruik

De gemeente mag geen toestemming geven aan derden om de gemeenschappelijke ruimten te gebruiken zonder voorafgaande en schriftelijke toestemming van LOG'IRIS.

Art. 7 – Verzekeringen

De gemeente sluit op haar verantwoordelijkheid een verzekering af die haar burgerlijke aansprakelijkheid dekt alsook die van alle personen die zij toegang verleent tot de lokalen.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op…….. 2026, waarvan elke partij verklaart een exemplaar te hebben ontvangen.

LOG'IRIS

Zoubida HADJ M'HEND, Arnaud VAN PRAET,

Algemeen directrice, Voorzitter,

De gemeente,

Annick PETIT, Vincent DE WOLF,

Gemeentesecretaris, Burgemeester.

Propreté (sauf personnel) - Netheid (behalve personeel)

15 **Place Jourdan : modification relative à l'installation de conteneurs enterrés - Règlement Propreté.**

Le Conseil communal,

Vu le Règlement Propreté de laplace Jourdan, approuvé par le conseil communal en sa séance du 17.09.2018 ;

Vu les modifications apportées successivement par le conseil communal en ses séances du 21.10.2024, puis du 20.01.2025, et enfin du 04.07.2025 ;

Notant que la finalité de ce règlement, combiné à la mise en place d'espaces spécifiques de mise à la collecte par le service propreté, vise, outre la propreté de la place, à réduire autant que possible la présence et la visibilité des sacs-poubelle pour les usagers de la place, sans contrevenir aux méthodes de collecte, essentiellement assurée par Bruxelles-Propreté ;

Considérant la décision du collège (BOS 81275) relative au projet de financement par l'Agence régionale pour la Propreté (ARP) de conteneurs enterrés sur la place Jourdan (fourniture et pose des conteneurs, ainsi que du système informatique de gestion des badges d'accès, et enfin entretien et maintenance du site),

mais aussi à la co-maîtrise d'ouvrage entre la commune d'Etterbeek et l'ARP ;

Considérant qu'une convention « Espace-tri – Place Jourdan (Etterbeek) : financement, études, travaux, entretien, gestion des accès et suivi d'un dispositif de conteneurs enterrés destiné à la collecte, par Bruxelles-Propreté, des déchets ménagers » (voir Annexe 1) a été produite conjointement avec les gestionnaires de projet de l'ARP et qu'elle est en cours d'approbation par chacune des instances ;

Considérant que de nouvelles modifications doivent dès lors être apportées à ce Règlement Propreté de la place Jourdan, de manière à l'adapter à la nouvelle infrastructure de collecte, à savoir un ensemble de conteneurs enterrés, prévu pour les fractions 'PMC', 'alimentaires' et 'résiduels', constituant ainsi désormais l'essentiel du point d'apport volontaire, désormais nommé « espace tri », conçue en étroite collaboration avec l'ARP, et pour laquelle le chantier d'installation a été prévu entre le 5 et le 10 octobre 2026 ;

Considérant que la notion de « déchet ménager » au même titre que ce que recouvrent les différentes fractions de déchets associés sont définies à l'article 4 §2 de l' Arrêté du 09.02.2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Considérant que le terme « alimentaire » est tenu de remplacer le terme « organique » pour qualifier la fraction de déchets associée, afin de respecter la nomenclature utilisée dans ce même règlement, dans la mesure où le terme « déchets alimentaires » est généralement privilégié pour désigner spécifiquement le contenu du sac orange (restes de repas, épluchures, produits périmés, etc.), tandis que le terme « déchets organiques » est plutôt associé aux déchets de jardin et parfois utilisé pour le sac vert ;

Considérant l'inutilité, dans ce règlement, de devoir encore définir, à l'article 1, ce en quoi consiste un « établissement HORECA », vu qu'il n'y est plus fait de distinction entre les différents types de professionnels ;

Considérant la pertinence à adopter dès à présent la terminologie toute récente des « espaces-tri » instaurée par l'ARP dans le cadre de son appel à candidatures présenté le 11.09.2026 en Conseil de coopération pour la propreté publique, en lieu et place des « points d'apport volontaire » pour désigner des sites de collecte regroupant plusieurs fractions de déchets ménagers ou non ménagers, généralement sous forme de conteneurs, qu'ils soient enterrés ou aériens ;

Considérant par contre la pertinence à clarifier dans ce même article 1 ce qu'il faut entendre par « clôture d'événement », tel qu'utilisé à l'article 7, à savoir le moment au-delà duquel toutes les installations ont été démontées, rangées et/ou retirées du lieu de l'événement ;

Considérant le caractère désormais également obsolète du doublage des sacs de déchets résiduels des commerces (ayant obtenu une dérogation), et donc la suppression pure et simple du contenu précédant de l'article 6 ;

Considérant par contre la nécessité de définir de nouvelles modalités liées à la mise à disposition et à l'usage de badges d'accès aux conteneurs enterrés de l'espace-tri, tant pour les résidents que pour les professionnels, modalités reprises dès lors à l'article 6 du présent règlement ;

Considérant que ce nouveau dispositif, en définitive financé entièrement par l'Agence régionale pour la propreté, avec une collecte demeurant à sa charge par ailleurs, ne justifie plus de contrepartie financière à l'égard de la commune d'Etterbeek de la part des usagers professionnels, et qu'il y aurait lieu dès lors de supprimer la redevance de 20,00 € par mois et par fraction de déchets « *pour dérogation d'usage de conteneurs et l'utilisation des points d'apport volontaire mis à la disposition par la commune sur la place Jourdan* », reprise à l'article 26 du Règlement-redevance pour services administratifs ;

Considérant par contre la proposition d'introduire une nouvelle redevance, « *pour l'obtention de badges d'accès supplémentaires ou le remplacement, au-delà d'un remplacement annuel gratuit, de badges d'accès dégradé, perdus ou volés permettant l'usage des conteneurs enterrés destinés aux déchets ménagers »* à raison de *« 10,00 € par badge d'accès, et ce par unité de logement »* et donc la proposition de remplacer l'article 26 du Règlement-redevance pour services administratifs en conséquence ;

Considérant la proposition de préciser dans l'article 5 du présent règlement la consigne à respecter en cas d'absence ou de dysfonctionnement des espaces-tri, que ce soit en cas d'événements (foire en mai, etc.), de problème technique ou d'avis de tempête, à savoir la consigne consistant à mettre les sacs à la collecte au niveau des endroits autorisés ;

Considérant qu'il est désormais inutile, du fait du changement de dispositif se passant désormais de barrières Heras, de maintenir à cet article 5 l'obligation, pour les commerçants, de refermer les enclos grillagés après y avoir déposé leurs sacs de déchets professionnels ;

Considérant le règlement régissant l'occupation de l'espace public, entré en vigueur le 20 janvier 2026 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (SAC) ;

Vu l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 janvier 2020 adoptant le Règlement Général de Police (RGP) de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que conformément à l'article 2 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (SAC), le conseil communal peut établir des sanctions administratives contre les infractions à ses règlements ou ordonnances ;

Considérant que le risque de sanction encouru en lien avec ce règlement dépasse largement l'article 5, et que dès lors cette question mérite l'ajout d'un article à part entière dédié, afin de couvrir à la fois la possibilité de poursuivre le non-respect des obligations suivantes : conteneurisation pour les établissements professionnels, ainsi que placement des conteneurs à proximité directe, à savoir moins de cinq (5) mètres des limites de l'établissement, et marquage avec nom et adresse de l'établissement (article 3) ; obtention d'une dérogation à la conteneurisation (article 4) ; utilisation de l'espace-tri pour les résidents et recours, pour les commerçants ayant obtenu une dérogation, à un autre système de collecte qui n'implique pas le dépôt de sacs sur la voie publique (article 5), ainsi respect des signalétiques de fraction de tri, etc. ; obtention d'un badge d'accès pour utiliser les conteneurs (sauf si en libre accès) (article 6) ; prise en charge, pour tout organisateur d'évènement, sauf dérogation du collège, au sein de la place Jourdan, de la totalité des déchets produits dans le cadre de l'évènement au plus tard une heure après la clôture de l'évènement, et quotidiennement si l'événement se tient sur plus d'une journée consécutive (article 7) ;

DÉCIDE d'adopter, et d'amender ce faisant, le règlement Propreté de la place Jourdan, ci-après :

Article 1. Définitions.

Périmètre de la place Jourdan : ensemble des immeubles situés place Jourdan 1 à 70, rue Froissart 1 à 3, rue Général Leman 1 à 4, rue Gray 1, 3 et 5, chaussée Saint-Pierre 1 à 5, ainsi que chaussée de Wavre 357, 390 et 398.

Fractions de déchets : déchets résiduels, alimentaires, PMC et papiers-cartons.

Espace-tri : dispositif mis à disposition par la commune et/ou Bruxelles-Propreté pour mutualiser la mise à la collecte des déchets, disposant d'une signalétique permettant d'identifier les emplacements des différentes fractions de déchets et de tri à respecter par les usagers.

Clôture d'événement : moment au-delà duquel toutes les installations ont été démontées, rangées et/ou retirées du lieu de l'événement.

Article 2. Champ d'application.

Le présent règlement s'applique aux résidents de la place Jourdan et aux professionnels dont l'activité se situe dans le périmètre de la place Jourdan. Il s'applique également à toute personne, physique ou morale, occupant l'espace public au sein du périmètre énoncé à l'article 1, que ce soit de manière périodique ou exceptionnelle.

Article 3. Collecte commerciale – conteneurs

L'ensemble des déchets des professionnels dont l'activité se situe au sein du périmètre de la Place Jourdan, au sens de l'article 1er du présent règlement, faisant l'objet de collectes organisées via des contrats commerciaux, doit obligatoirement être trié et disposé dans des conteneurs. Les conteneurs doivent être placés à proximité directe, à savoir moins de cinq (5) mètres des limites de l'établissement, et être marqués du nom et de l'adresse de l'établissement.

Article 4. Collecte commerciale – dérogation

Si un établissement professionnel ne dispose pas de l'espace nécessaire pour stocker ses conteneurs, il doit introduire une demande motivée accompagnée de documents le prouvant (plan, photos, etc.) au service propreté de la commune d'Etterbeek. Une visite des locaux peut ensuite être organisée. Si l'agent communal conclut sur ces bases que l'espace ne permet en effet pas d'entreposer des conteneurs, l'établissement obtient une dérogation à l'article 3, délivrée par le collège des bourgmestre et échevins.

Seuls les établissements ayant reçu une dérogation sont exemptés de cette obligation. La dérogation emporte, pour l'établissement concerné, l'obligation d'avoir recours à un autre système de collecte qui n'implique pas le dépôt de sacs sur la voie publique.

La dérogation est attribuée par fraction de déchets, mettant en priorité la conteneurisation des déchets résiduels et alimentaires dans le cas d'un manque de place pour une conteneurisation de l'ensemble des fractions de déchets.

La dérogation est revue lorsque l'une de ces conditions est remplie : rénovation soumise à permis d'urbanisme, changement d'activité du lieu ou encore changement de gérance. Tant qu'aucune de ces conditions n'intervient, la dérogation reste d'application.

Pour l'application du présent article, un établissement est réputé ne pas disposer de l'espace nécessaire à l'entreposage d'un ou plusieurs conteneurs lorsque leur implantation ou leur utilisation ne peut être réalisée sans contrevenir aux dispositions légales ou réglementaires applicables ou sans porter atteinte à la sécurité, à la salubrité, à l'hygiène ou au bien-être des travailleurs.

Cette appréciation est notamment effectuée au regard :

- des exigences en matière d'hygiène des denrées alimentaires découlant du règlement (CE) n° 852/2004 et de l'arrêté royal du 13 juillet 2014 relatifs à l'hygiène des denrées alimentaires ;

- des obligations prévues par le Code du bien-être au travail, en particulier celles relatives à la prévention des risques liés à la manutention manuelle de charges et à l'organisation sécurisée des postes de travail ;

- des prescriptions applicables en matière de sécurité incendie, d'évacuation des occupants, d'accessibilité et de maintien des cheminements obligatoires ;

- ainsi que des caractéristiques physiques du bâtiment et de ses accès.

Le fait qu'un emplacement soit matériellement disponible ne suffit pas à exclure l'octroi d'une dérogation lorsqu'il est démontré que l'entreposage d'un conteneur à cet endroit serait incompatible avec l'une des exigences précitées. L'administration communale apprécie ces éléments au cas par cas sur la base des documents produits par le demandeur et, le cas échéant, d'une visite des lieux.

Article 5. Espace-tri

Les résidents du périmètre de la place Jourdan, au sens del'article 1 du présent règlement, sont obligés d'utiliser les espaces-tri pour l'ensemble de leurs fractions de déchets.

Les professionnels du périmètre de la place Jourdan, qui choisissent de contracter avec Bruxelles-Propreté, sont autorisés à utiliser les espaces-tri pour les fractions de déchets non ménagers pour lesquelles ils ont obtenu une dérogation, telle que spécifiée à l'article 4, à condition de disposer d'un contrat de collecte en sacs. Cet usage doit demeurer conforme aux quantités hebdomadaires telles que prévues dans leur contrat de collecte pour chacune des fractions de déchets.

Les fractions de déchets non ménagers qui ne sont pas concernées par la dérogation doivent quant à elles être maintenues dans des conteneurs. Les conteneurs des commerçants ne sont toutefois en aucun cas admis aux abords des espaces-tri.

Les espaces-tri disposent d'une signalétique de tri qui doit être respectée. Cela implique également le respect des prescriptions de Bruxelles-Propreté (horaire, lieu, type de contenant, etc.), incluant le respect du tri sélectif.

Sauf contre-indication communiquée explicitement par la commune, l'usage de sacs réglementaires de Bruxelles-Propreté demeure obligatoire au sein des espaces-tri, y compris dans les conteneurs, qu'ils soient enterrés ou aériens. Cette obligation concerne l'ensemble des fractions de déchets, et notamment les sacs fuchsias qu'impose Bruxelles-Propreté pour les déchets professionnels résiduels dans le cas où Bruxelles-Propreté autorise ses contractants à utiliser ces conteneurs.

En cas d'événements (foire, sommet européen, etc.) perturbant véritablement l'organisation et l'usage normal des espaces-tri, ainsi qu'en cas de dysfonctionnement notable, et communiqué par les usagers à la commune, empêchant l'accès aux espaces-tri, les usagers sont tenus de déposer leurs déchets aux endroits temporairement prévus à cet effet et de respecter les dispositions provisoires alors communiquées pour la mise à la collecte de leurs sacs-poubelle.

Article 6. Accès aux conteneurs

Toute personne de référence d'un ménage qui réside au sein du périmètre de la place Jourdan est dans l'obligation de se procurer un badge d'accès aux conteneurs. Pour ce faire, elle contactera le service propreté de la commune d'Etterbeek qui lui distribuera gratuitement deux (2) badges d'accès, sous la condition de pouvoir fournir une preuve de résidence dans un immeuble situé au sein du périmètre de la place Jourdan ou de pouvoir présenter sa carte d'identité électronique afin que ce puisse être vérifié par un agent communal désigné à cet effet. En cas de perte ou de vol de carte d'identité, l'obtention des badges exigera obligatoirement une attestation officielle délivrée par la police. Si la personne de référence du ménage se trouve dans l'incapacité de se déplacer pour venir récupérer ses badges d'accès, elle peut mandater une personne tierce à cet effet, à condition pour cette personne de pouvoir présenter à la fois sa carte d'identité et celle de la personne de référence du ménage à laquelle le badge est destiné. Une même personne ne peut toutefois pas représenter plusieurs usagers simultanément.

Tout professionnel, ayant un siège d'exploitation ou établissement commercial au sein du périmètre de la place Jourdan, ayant recours aux espaces-tri , pour au moins une fraction de déchets, est dans l'obligation de se procurer son ou ses badge(s) d'accès aux conteneurs de fractions de tri pour lesquelles il dispose d'un contrat de collecte, à moins que le(s) conteneur(s) visé(s) par la dérogation obtenue soient en accès libre. Pour ce faire, il contactera le service PRO de Bruxelles-Propreté qui lui distribuera des badges d'accès, sous la condition de pouvoir présenter la dérogation délivrée par la Commune, et un contrat de collecte en bonne et due forme avec Bruxelles-Propreté dont il respecte les conditions.

La responsabilité quant à l'usage de tout badge d'accès incombe à la personne de référence du ménage ou de l'entreprise qui occupe respectivement l'unité de logement ou l'établissement commercial. Toute personne de référence d'un ménage ayant reçu un badge d'accès est tenue d'informer sans délai l'administration de tout changement de situation susceptible de modifier le ou les détenteurs du ou des badges concernés, notamment en cas de changement de domicile.

Toute perte ou toute dégradation d'un badge associé à un ménage, qui empêche l'utilisation des conteneurs, doit être communiquée dans les plus brefs délais au service propreté de la commune d'Etterbeek, soit par courrier électronique à proprete@etterbeek.brussels, soit par téléphone au 0800/25.755, soit par courrier au n°31/1 avenue des Casernes à 1040 Etterbeek, afin de pouvoir le remplacer dans les meilleurs délais.

Toute perte ou toute dégradation d'un badge associé à un professionnel, qui empêche l'utilisation des conteneurs, doit être communiquée dans les plus brefs délais au service PRO de Bruxelles-Propreté, soit par courrier électronique à pro@arp-gan.be, soit par téléphone au 0800/988.77, soit par courrier au n°12 Avenue de Broqueville, 1150 Bruxelles, afin de pouvoir le remplacer dans les meilleurs délais.

Un badge d'accès de remplacement peut être obtenu gratuitement à raison d'une fois par an par un ménage auprès du service propreté de la commune d'Etterbeek pour cause de dégradation, de perte ou de vol du badge mis à disposition initialement, sous condition de pouvoir remettre le badge dysfonctionnel ou de

présenter une déclaration de perte/vol auprès de la police, afin de pouvoir procéder à sa désactivation.

Au-delà du remplacement annuel gratuit, un badge d'accès de remplacement pourra toujours être demandé, de même qu'un ou plusieurs badges d'accès supplémentaires à ceux mis à disposition gratuitement, mais uniquement moyennant le paiement d'une redevance dont le montant est défini par le Règlement-redevance pour services administratifs, et toujours sous condition pour les habitants d'une preuve de résidence dans un immeuble situé au sein du périmètre de la place Jourdan.

Bruxelles-Propreté demeure autonome dans sa gestion des badges visant les professionnels.

Article 7. Événements ponctuels et récurrents

Le présent article concerne tous les événements, qu'il s'agisse d'un événement ponctuel ou récurrent. On entend par événement toute occupation programmée de la place Jourdan, qu'elle soit à des fins publiques, privées, ou associatives.

Tout organisateur d'événement, sauf dérogation du collège, au sein de la place Jourdan doit prendre en charge la totalité des déchets produits dans le cadre de l'événement au plus tard une heure après la clôture de l'événement, et quotidiennement si l'événement se tient sur plus d'une journée consécutive.

Un organisateur d'événement peut se voir octroyer le droit d'utiliser les espaces-tri et donc se voir temporairement attribuer un badge d'accès par Bruxelles-Propreté, à condition d'avoir souscrit un contrat avec eux pour ses déchets non ménagers, et de respecter les obligations associées à l'usage des conteneurs qui s'appliquent aux professionnels tels qu'indiqués à l'article 5 du présent règlement, à l'exception de l'obligation d'avoir obtenu une dérogation par le collège des bourgmestre et échevins. Cette décision ne relève toutefois pas de la responsabilité de la commune d'Etterbeek, mais uniquement de Bruxelles-Propreté.

Article 8. Autres réglementations.

Les dispositions du présent règlement s'inscrivent dans le respect de la hiérarchie des normes et s'appliquent sans préjudice des autres règlements en vigueur, et notamment le Règlement Général de Police (RGP), le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public et le règlement-taxe sur le nettoyage du domaine public.

Article 9. Sanctions.

Toute personne, physique ou morale, qui contrevient aux dispositions du présent règlement fera l'objet d'une sanction administrative conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives, indépendamment des frais occasionnés par le nettoiement ou la remise en état qui peuvent, le cas échéant, être mis à charge du contrevenant conformément aux dispositions communales en vigueur à Etterbeek.

Article 10.

La commune d'Etterbeek est responsable du traitement des données personnelles.

Ces données sont traitées dans le cadre des démarches visant à :

- Vérifier l'identité des personnes auxquelles un badge d'accès peut être distribué et le respect des conditions reprises dans le présent règlement ;
- Procéder à un monitoring de l'utilisation des conteneurs pour comptabiliser les passages et détecter les abus ;
- Protéger les biens et les personnes (via un système de vidéosurveillance) ;
- Identifier les auteurs en cas de problèmes (agressions, vols, …).

Ces données sont traitées par :

- Les agents du service Coordination du Plan Propreté et du service Propreté publique ;
- Les sous-traitants éventuels ;
- Les services de Police.

Ces données sont conservées pendant toute la durée de la domiciliation à l'adresse rattachée au badge d'accès.

Conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD), toute personne recevant un badge d'accès dans le cadre du présent règlement dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation ou d'opposition au traitement de ses données personnelles.

Pour toute question relative aux données personnelles, le citoyen peut contacter directement le Délégué à la Protection des données personnelles de la commune à l'adresse suivante : dpo@etterbeek.brussels.

Jourdanplein: wijziging over de plaatsing van ondergrondse containers - Reglement Netheid.

De gemeenteraad,

gelet op het reglement over de netheid op het Jourdanplein, goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 17.09.2018;

gelet op de wijzigingen die door de gemeenteraad werden aangebracht aan het reglement in zijn zittingen van 21.10.2024, 20.01.2025 en 04.07.2025;

overwegende dat het doel van dit reglement, in combinatie met de inrichting van specifieke inzamelruimtes door de dienst Netheid, niet alleen de netheid van het plein is, maar ook om zoveel mogelijk de aanwezigheid en zichtbaarheid van vuilniszakken voor de gebruikers van het plein te verminderen, zonder in te gaan tegen de inzamelmethoden, die voornamelijk door Net Brussel worden uitgevoerd;

gelet op de beslissing van het college (BOS 81275) over het project tot financiering door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (GAN) van ondergrondse containers op het Jourdanplein (levering en plaatsing van de containers en het informaticasysteem voor het beheer van de toegangsbadges en het onderhoud van de site), maar ook over het gezamenlijk bouwheerschap van de gemeente Etterbeek en het GAN;

overwegende dat een overeenkomst "Sorteerpunt – Jourdanplein (Etterbeek): Financiering, studies, werken, onderhoud, toegangsbeheer en opvolging van het ondergrondse containersysteem voor de inzameling van huishoudelijk afval door Net Brussel" (zie bijlage 1) werd opgesteld samen met de projectbeheerders van het GAN en dat deze overeenkomst momenteel wordt goedgekeurd door elk van de instanties;

overwegende dat bijgevolg verdere wijzigingen aan dit netheidsreglement van het Jourdanplein moeten worden aangebracht om het aan te passen aan de nieuwe inzamelinfrastructuur, namelijk een geheel van ondergrondse containers bestemd voor de afvalfracties 'pmd', 'voedingsafval' en 'restafval', die voortaan het belangrijkste onderdeel vormen van het vrijwillig inzamelpunt, voortaan aangeduid als 'sorteerpunt', ontworpen 0in nauwe samenwerking met het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (GAN) en waarvan de installatie van de infrastructuur werd gepland tussen 5 en 10 oktober 2026;

overwegende dat het begrip "huishoudelijk afval", evenals de verschillende bijbehorende afvalfracties, wordt gedefinieerd in artikel 4, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 09.02.2023 betreffende de ophaalmodaliteiten van toepassing op de producenten of houders van huishoudelijke afvalstoffen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering;

overwegende dat de term 'voedingsafval' de term 'organisch afval' dient te vervangen ter aanduiding van de betrokken afvalfractie om aan te sluiten bij de terminologie die in datzelfde reglement wordt gebruikt, aangezien de term 'voedingsafval' doorgaans specifiek verwijst naar de inhoud van de oranje zak (maaltijdresten, schillen, vervallen voedingsmiddelen enz.), terwijl de term 'organisch afval' eerder wordt geassocieerd met tuinafval en soms wordt gebruikt voor de groene zak;

overwegende dat het niet langer noodzakelijk is om in artikel 1 van dit reglement nog een definitie op te nemen van een 'horecazaak', aangezien binnen dit reglement geen onderscheid meer wordt gemaakt tussen de verschillende categorieën van professionele gebruikers;

overwegende dat het aangewezen is de recente terminologie van 'sorteerpunten' aan te nemen, zoals ingevoerd door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid in het kader van zijn oproep tot kandidaatstelling, voorgesteld op 11 september 2026 binnen de Samenwerkingsraad voor Openbare Netheid, ter vervanging

van de term ‘vrijwillige inzamelpunten’, ter aanduiding van inzamellocaties waarin verschillende fracties van huishoudelijk of niet-huishoudelijk afval worden verzameld, doorgaans door middel van containers, ongeacht of deze zich ondergronds of bovengronds bevinden;

overwegende dat het daarentegen aangewezen is om in hetzelfde artikel 1 te verduidelijken wat onder de term “afsluiting van een evenement”, zoals gebruikt in artikel 7, dienst te worden verstaan, namelijk het moment waarop alle installaties zijn gedemonteerd, opgeborgen en/of verwijderd van de evenementenlocatie;

overwegende dat voortaan de verplichting tot het gebruik van dubbele zakken voor resttafval van handelszaken (die een afwijking hebben verkregen) inmiddels achterhaald is waardoor de vroegere inhoud van artikel 6 volledig wordt geschrapt;

gelet daarentegen op de noodzaak om nieuwe regels voor de terbeschikkingstelling en het gebruik van toegangsbadges voor de ondergrondse containers van het sorteerpunt, zowel voor bewoners als voor professionele gebruikers, vast te leggen; overwegende dat deze regels voortaan worden opgenomen in artikel 6 van dit reglement;

overwegende dat deze nieuwe voorziening, die uiteindelijk volledig wordt gefinancierd door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, terwijl ook de inzameling ten laste van dat agentschap blijft, niet langer rechtvaardigt dat professionele gebruikers enige financiële bijdrage verschuldigd zijn aan de gemeente Etterbeek en dat het bijgevolg is aangewezen om de retributie van 20,00 euro per maand en per afvalfractie te schrappen “*voor de afwijking op het gebruik van containers en het gebruik van de door de gemeente op het Jourdanplein ter beschikking gestelde vrijwillige inzamelpunten*”, uit artikel 26 van het retributiereglement voor administratieve diensten;

gelet daarentegen op het voorstel om een nieuwe retributie in te voeren *“voor het verkrijgen van bijkomende toegangsbadges of voor de vervanging, boven op een gratis jaarlijkse vervanging, van beschadigde, verloren of gestolen toegangsbadges die het gebruik mogelijk maken van de ondergrondse containers voor huishoudelijk en professioneel afvalstof*”, ten bedrage van “*10,00 euro per toegangsbadge en per wooneenheid*”, en bijgevolg het voorstel om artikel 26 van het retributiereglement voor administratieve diensten te vervangen;

gelet op het voorstel om in artikel 5 van dit reglement te bepalen welke instructies moeten worden gevolgd in geval van tijdelijke onbeschikbaarheid of een storing van de sorteerpunten, ongeacht of dit het gevolg is van evenementen (zoals de meikermis), een technisch defect of een stormwaarschuwing, met name de verplichting om de afvalzakken aan te bieden voor ophaling op de daartoe toegelaten locaties;

overwegende dat het ten gevolge van de gewijzigde infrastructuur, waarbij geen gebruik meer wordt gemaakt van Heras-hekken, niet langer noodzakelijk is om in artikel 5 de verplichting voor handelaars te behouden om de omheinde afvalzones na het deponeren van hun professionele afvalzakken opnieuw te sluiten;

gelet op het reglement over de bezetting van de openbare ruimte, dat in werking is getreden op 20 januari 2026;

gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (GAS);

gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijke administratieve sanctie;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20 januari 2020 tot goedkeuring van het Algemeen Politiereglement (ARP) van de gemeente Etterbeek;

overwegende dat, overeenkomstig artikel 2 van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, de gemeenteraad administratieve sancties kan voorzien voor inbreuken op zijn reglementen of verordeningen;

Overwegende dat het risico op sancties in het kader van dit reglement aanzienlijk ruimer is dan artikel 5 en dat deze kwestie bijgevolg een afzonderlijk artikel rechtvaardigt om onder meer het niet-naleven van de volgende verplichtingen te kunnen bestraffen: gebruik van containers voor professionele zaken en de

plaatsing van de containers in de onmiddellijke nabijheid, namelijk op minder dan vijf (5) meter van de grenzen ervan en de vermelding van de naam en het adres van de zaak op de containers (artikel 3); het bekomen van een afwijking voor het gebruik van containers (artikel 4); het gebruik van het vrijwillig inzamelpunt door bewoners en, voor handelaars die een afwijking hebben verkregen, gebruik van een ander inzamelsysteem waarbij geen zakken op de openbare weg moeten worden gezet (artikel 5) en de naleving van de signalisatie van de afvalfracties, enz.; het verkrijgen van een toegangsbadge voor het gebruik van de containers (behalve voor containers die vrij toegankelijk zijn) (artikel 6); voor elke organisator van een evenement op het Jourdanplein, behoudens afwijking verleend door het college, de verplichting om alle afval dat in het kader van het evenement wordt geproduceerd ten laatste één uur na de afsluiting van het evenement te verwijderen en dit dagelijks als het evenement over meerdere opeenvolgende dagen is gespreid (artikel 7);

BESLIST om het hierna volgende netheidsreglement van het Jourdanplein goed te keuren en daarbij te wijzigen als volgt:

Artikel 1. Definities.

Perimeter van het Jourdanplein: alle gebouwen op het Jourdanplein 1 tot 70, Froissartstraat 1 tot 3, Generaal Lemanstraat 1 tot 4, Graystraat 1, 3 en 5, Sint-Pietersssteenweg 1 tot 5 en Waversesteenweg 357, 390 en 398.

Afvalfracties: restafval, voedingsafval, pmd en papier-karton.

Sorteerpunt: voorziening van de gemeente en/of Net Brussel om de inzameling van afval gezamenlijk te organiseren. Deze voorziening voorzien van signalisatie over de locatie van de verschillende afvalfracties en de sorteerregels die de gebruikers moeten naleven.

Afsluiting van een evenement: het moment waarop alle installaties zijn gedemonteerd, opgeborgen en/of verwijderd van de evenementenlocatie.

Artikel 2. Toepassingsgebied.

Dit reglement is enkel van toepassing op de bewoners van het Jourdanplein en op de professionals die hun activiteiten uitoefenen binnen de perimeter van het Jourdanplein. Het geldt ook voor alle personen, zowel natuurlijke personen als rechtspersonen, die de openbare ruimte binnen de perimeter uit artikel 1 gebruiken, hetzij op regelmatige basis hetzij op uitzonderlijke basis.

Artikel 3. Commerciële ophaling – containers

Al het afval van professionals die hun activiteit in de perimeter van het Jourdanplein hebben, in de betekenis van artikel 1 van dit reglement, en waarvan de ophaling wordt geregeld via commerciële contracten, moet worden gesorteerd en in containers worden aangeboden. De containers moeten in de onmiddellijke omgeving van de handelszaak worden gezet, dat wil zeggen op minder dan vijf (5) meter van de grenzen van de zaak. De naam en het adres van de handelszaak moeten op de container staan.

Artikel 4. Commerciële ophaling – afwijking

Als een beroepsmatige zaak niet over de nodige plaats beschikt om haar containers te stockeren, moet zij een aanvraag indienen met bewijzen (plan, foto's, enz.) bij de dienst Netheid van de gemeente Etterbeek. Er kan daarna een bezoek ter plaatse worden georganiseerd. Als de medewerker van de gemeente op basis daarvan besluit dat er inderdaad geen plaats is om de containers te stockeren, krijgt de zaak een afwijking van artikel 3 van het college van burgemeester en schepenen.

Enkel de zaken die een expliciete afwijking hebben gekregen zijn vrijgesteld van deze verplichting. Deze afwijking verplicht de betrokken zaak om gebruik te maken van een ander inzamelsysteem waarbij geen zakken op de openbare weg worden gezet.

De afwijking wordt toegekend per afvalfractie, waarbij prioriteit wordt gegeven aan de containers voor restafval en voedingsafval in het geval van plaatsgebrek voor containers voor alle afvalfracties.

De afwijking wordt herzien wanneer aan een van deze voorwaarden is voldaan: renovatie waarvoor een stedenbouwkundige vergunning verplicht is, wijziging van activiteit of wijziging van zaakvoerder. Zolang aan geen enkele van deze voorwaarden is voldaan, blijft de afwijking van toepassing.

Voor de toepassing van dit artikel wordt een zaak geacht niet over de nodige ruimte te beschikken voor de opslag van een of meerdere containers wanneer de plaatsing of het gebruik ervan niet kan plaatsvinden zonder de toepasselijke wettelijke of reglementaire bepalingen te schenden of afbreuk te doen aan de veiligheid, de gezondheid, de hygiëne of het welzijn van de werknemers.

Deze beoordeling gebeurt onder meer op basis van:

- de hygiënevereisten voor levensmiddelen die voortvloeien uit Verordening (EG) nr. 852/2004 en uit het koninklijk besluit van 13 juli 2014 betreffende de levensmiddelenhygiëne;

- de verplichtingen opgenomen in de Codex over het welzijn op het werk, in het bijzonder die over de preventie van risico's verbonden aan het manueel hanteren van lasten en de veilige inrichting van werkplaatsen;

- de voorschriften inzake brandveiligheid, evacuatie van aanwezigen, toegankelijkheid en het vrijhouden van verplichte doorgangen;

- en de fysieke kenmerken van het gebouw en zijn toegangen.

Het feit dat er fysiek een plaats beschikbaar is volstaat niet om de toekenning van een afwijking uit te sluiten wanneer wordt aangetoond dat de opslag van een container op die plaats onverenigbaar zou zijn met een van de bovenstaande vereisten. Het gemeentebestuur beoordeelt deze elementen geval per geval op basis van de door de aanvrager verstrekte documenten en, indien nodig, na een plaatsbezoek.

Artikel 5. Sorteerpunt

Bewoners van de perimeter van het Jourdanplein, in de zin van artikel 1 van dit reglement, zijn verplicht om gebruik te maken van de sorteerpunten voor al hun afvalfracties.

Professionele gebruikers van de perimeter van het Jourdanplein, die ervoor kiezen om een overeenkomst aan te gaan met Net Brussel, mogen gebruikmaken van de sorteerpunten voor de niet-huishoudelijke afvalfracties waarvoor zij een afwijking hebben verkregen, zoals bepaald in artikel 4, op voorwaarde dat zij beschikken over een overeenkomst voor de inzameling van afval in zakken. Dit gebruik moet in overeenstemming blijven met de wekelijkse hoeveelheden die voor elke afvalfractie zijn vastgelegd in hun inzamelingsovereenkomst.

De niet-huishoudelijke afvalfracties waarvoor geen afwijking werd verleend moeten daarentegen in containers worden bewaard. Containers van handelaars zijn echter in geen geval toegelaten in de onmiddellijke omgeving van de sorteerpunten.

De sorteerpunten zijn voorzien van een sorteersignalisatie die moet worden nageleefd. Dit houdt ook de naleving in van de voorschriften van Net Brussel (tijdstip, plaats, type recipiënt enz.), met inbegrip van de verplichting tot selectieve afvalsortering.

Tenzij de gemeente dit uitdrukkelijk anders heeft gecommuniceerd, blijft het gebruik van de reglementaire afvalzakken van Net Brussel verplicht binnen de sorteerpunten, ook in de containers, ongeacht of deze ondergronds of bovengronds zijn geplaatst. Deze verplichting geldt voor alle afvalfracties, met inbegrip van de fuchsiakleurige zakken die Net Brussel oplegt voor professioneel restafval wanneer Net Brussel zijn contractanten toestaat gebruik te maken van deze containers.

Wanneer er evenementen plaatsvinden (kermis, Europese top, enzovoort) die de organisatie en het normale gebruik van de sorteerpunten daadwerkelijk verstoren en in geval van een aanzienlijk effect dat de gebruikers aan de gemeente hebben gemeld en dat de toegang tot de sorteerpunten verhindert, moeten de gebruikers hun afval deponeren op de daartoe tijdelijk aangewezen plaatsen en de voorlopige instructies voor het aanbieden van hun afvalzakken ter inzameling naleven.

Artikel 6. Toegang tot de containers

Elke referentiepersoon van een gezin dat binnen de perimeter van het Jourdanplein woont is verplicht zich een toegangsbadge voor de containers aan te schaffen. Daarvoor neemt die persoon contact op met de

dienst Netheid van de gemeente Etterbeek, die hem kosteloos twee (2) toegangsbadges bezorgt, op voorwaarde dat een bewijs van verblijf in een gebouw gelegen binnen de perimeter van het Jourdanplein kan worden voorgelegd of dat de elektronische identiteitskaart kan worden getoond, zodat dit een daartoe aangewezen gemeentelijke medewerker dit kan controleren. In geval van verlies of diefstal van de identiteitskaart worden de badges enkel uitgereikt op vertoon van een officieel attest van de politie. Als de referentiepersoon van het gezin zich niet kan verplaatsen om de toegangsbadges persoonlijk af te halen, kan hij daartoe een derde persoon machtigen, op voorwaarde dat deze persoon zowel zijn eigen identiteitskaart als die van de referentiepersoon voor wie de badge bestemd is kan voorleggen. Eenzelfde persoon mag echter niet gelijktijdig meerdere gebruikers vertegenwoordigen.

Elke professionele gebruiker die een exploitatiezetel of handelszaak heeft binnen de perimeter van het Jourdanplein en die gebruikmaakt van de sorteerpunten voor minstens één afvalfractie is verplicht zich de toegangsbadge(s) te verschaffen voor de containers van de afvalfracties waarvoor hij beschikt over een inzamelingsovereenkomst, tenzij de container(s) waarop de verleende afwijking betrekking heeft vrij toegankelijk zijn. Daartoe neemt hij contact op met de dienst PRO van Net Brussel, die hem toegangsbadges verstrekt op voorwaarde dat hij de door de gemeente afgeleverde afwijking kan voorleggen en een geldige inzamelingsovereenkomst met Net Brussel waarvan de voorwaarden worden nageleefd.

De verantwoordelijkheid voor het gebruik van elke toegangsbadge ligt bij de referentiepersoon van het gezin of de onderneming die respectievelijk de wooneenheid of de handelszaak gebruikt. Elke referentiepersoon van een gezin die een toegangsbadge heeft ontvangen is verplicht het gemeentebestuur onmiddellijk te informeren over elke wijziging van zijn situatie die van invloed kan zijn op de houder(s) van de betrokken badge(s), met name in geval van wijziging van woonplaats.

Elk verlies of beschadiging van een badge die aan een gezin is gekoppeld en die het gebruik van de containers onmogelijk maakt moet zo snel mogelijk worden gemeld aan de dienst Netheid van de gemeente Etterbeek, hetzij via e-mail naar netheid@etterbeek.brussels, hetzij telefonisch op het nummer 0800/25.755, hetzij per brief naar Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek, zodat de badge zo snel mogelijk kan worden vervangen.

Elk verlies of beschadiging van een badge die aan een professionele gebruiker is gekoppeld en die het gebruik van de containers onmogelijk maakt moet zo snel mogelijk worden gemeld aan de dienst PRO van Net Brussel, hetzij via e-mail naar pro@arp-gan.be, hetzij telefonisch op het nummer 0800/988.77, hetzij per brief naar De Broquevillelaan 12, 1150 Brussel, zodat de badge zo snel mogelijk kan worden vervangen.

Een gezin kan één keer per jaar gratis een vervangende toegangsbadge krijgen bij de dienst Netheid van de gemeente Etterbeek wegens beschadiging, verlies of diefstal van de oorspronkelijk ter beschikking gestelde badge. Hiervoor moet de defecte badge worden ingeleverd of een aangifte van verlies of diefstal bij de politie worden voorgelegd, zodat de badge kan worden gedeactiveerd.

Na de gratis jaarlijkse vervanging kan nog steeds een vervangende toegangsbadge worden aangevraagd. Ook kunnen één of meerdere extra toegangsbadges worden verkregen boven op de badges die gratis ter beschikking worden gesteld. Deze badges worden echter enkel uitgereikt tegen betaling van een retributie, waarvan het bedrag is vastgesteld in het retributiereglement voor administratieve diensten. Voor inwoners geldt bovendien de voorwaarde dat zij een bewijs moeten voorleggen dat zij wonen in een gebouw binnen de perimeter van het Jourdanplein.

Voor professionele gebruikers worden de badges autonoom beheerd door Net Brussel.

Artikel 7. Eenmalige en terugkerende evenementen

Dit artikel geldt voor alle evenementen, ongeacht of ze eenmalig of terugkerend zijn. Onder evenement wordt verstaan de geplande bezetting van het Jourdanplein, ongeacht het een openbaar, privé of verenigingsdoel heeft.

Elke organisator van een evenement op het Jourdanplein moet, behalve met een afwijking van het college, de volledige hoeveelheid afval die tijdens het evenement wordt geproduceerd ten laatste één uur na de afsluiting van het evenement verwijderen. Als het evenement over meerdere opeenvolgende dagen is gespreid, moet deze verplichting dagelijks worden nageleefd.

Aan een organisator van een evenement kan het recht worden toegekend om gebruik te maken van de sorteerpunten en kan bijgevolg tijdelijk een toegangsbadge worden verstrekt door Net Brussel, op

voorwaarde dat hij voor zijn niet-huishoudelijk afval een overeenkomst met Net Brussel heeft afgesloten en de verplichtingen voor het gebruik van de containers naleeft overeenkomstig artikel 5 van dit reglement, met uitzondering van de verplichting om een afwijking te hebben verkregen van het college van burgemeester en schepenen. Deze beslissing valt echter niet onder de bevoegdheid van de gemeente, maar enkel onder de bevoegdheid van Net Brussel.

Artikel 8. Andere bepalingen.

De bepalingen van dit reglement gelden onverminderd de toepassing van andere reglementen die van kracht zijn en met inachtneming van de hiërarchie van de normen en in het bijzonder het algemeen politiereglement (ARP), het reglement betreffende de ambulante activiteiten op markten en op het openbaar domein en het belastingreglement op het reinigen van het openbaar domein.

Artikel 9. Sancties.

Elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die de bepalingen van dit reglement overtreedt wordt onderworpen aan een administratieve sanctie overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, onverminderd de kosten voor de reiniging of het herstel in de oorspronkelijke staat die, in voorkomend geval, overeenkomstig de in Etterbeek geldende gemeentelijke bepalingen ten laste van de overtreder kunnen worden gelegd.

Artikel 10.

De gemeente is verwerkingsverantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens.

Deze gegevens worden verwerkt in het kader van de procedures om:

- de identiteit te verifiëren van de personen aan wie een toegangsbadge kan worden gegeven en na te gaan of zij voldoen aan de voorwaarden uit dit reglement;
- toezicht te houden op het gebruik van de containers om het aantal toegangen te registreren en misbruiken op te sporen;
- goederen en personen te beschermen, onder meer via een camerabewakingssysteem;
- de daders te identificeren in geval van problemen (agressie, diefstal enz.).

Deze gegevens worden verwerkt door:

- de personeelsleden van de dienst Coördinatie van het Netheidsplan en van de dienst Openbare Netheid;
- eventuele verwerkers;
- de politiediensten.

Deze gegevens worden bewaard gedurende de volledige periode waarin betrokkene gedomicilieerd is op het adres waaraan de toegangsbadge is gekoppeld.

Overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) beschikt iedere persoon aan wie in het kader van dit reglement een toegangsbadge wordt verstrekt over een recht op inzage, rectificatie, beperking van de verwerking en bezwaar tegen de verwerking van zijn persoonsgegevens.

Voor alle vragen over persoonsgegevens kan de burger rechtstreeks contact opnemen met de functionaris voor gegevensbescherming van de gemeente via het volgende e-mailadres: dpo@ etterbeek.brussels.

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

16 **Introduction d'une demande de prêt auprès du Service régional des logements inoccupés en vue de financer la rénovation de l'immeuble soumis au droit de gestion publique situé chaussée Saint-Pierre 88, 1040 Etterbeek**

Le Conseil communal

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement et plus particulièrement ses articles 15 et suivants ;

Vu la décision du Conseil communal du 21 octobre 2024 de notifier la prise en gestion publique de l'immeuble situé chaussée Saint-Pierre 88 à 1040 Etterbeek aux titulaires d'un droit réel sur le bien au terme de la procédure décrite aux articles 15 et suivants du Code bruxellois du Logement et de faire transcrire la gestion publique au bureau de sécurité juridique compétent ;

Vu la transcription le 10 avril 2025 de l'acte de prise en gestion publique de l'immeuble susvisé par le bureau de sécurité juridique compétent ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mars 2026 de recourir à l'accord-cadre attribué par le Service publique régional de Bruxelles pour l'exécution des travaux relatifs aux logements soumis au droit de gestion publique ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 novembre 2025 et du 7 mai 2026 approuvant le dossier de demande de permis d'urbanisme et ses modifications ultérieures en vue de transformer le bien situé chaussée Saint-Pierre 88, 1040 Etterbeek en trois logements (deux logements de deux chambres et un studio), réaliser des modifications au niveau du volume du rez-de-chaussée et de la toiture ;

Vu l'octroi du permis d'urbanisme pour le bien susvisé en date du 28 juillet 2026 ;

Considérant que l'article 2, 14° de l'Ordonnance du 12 décembre 1991 créant des fonds budgétaires prévoit la création d'un fonds droit de gestion publique ;

Considérant que l'article 12, §§1 et 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2022 portant exécution des articles 15 à 19 du Code bruxellois du Logement stipule que : « Les demandes de prêts visées à l'article 2, 14° de l'ordonnance sont introduites auprès du Service régional des logements inoccupés par toute modalité conférant date certaine à l'envoi de la demande.
Sous peine d'irrecevabilité, les demandes doivent être accompagnées des documents suivants :
1° la proposition de gestion publique, visée à l'article 16 § 2 du Code ;
2° un descriptif du logement faisant l'objet de la proposition de gestion publique ;
3° un descriptif des actes et travaux ainsi que l'estimation des frais tels que décrits à l'article 1er 7° du présent arrêté ;
4° un plan prévisionnel de remboursement du prêt.
[…]
Le montant du prêt accordé ne sera toutefois libéré qu'après la réception du contrat de gestion publique signé par le titulaire d'un droit réel sur le logement ou de la notification de la prise en gestion et la preuve que le bien a été proposé préalablement à la Direction de l'Inspection régionale selon l'article 12 du Code.»

Considérant qu'il y a lieu d'introduire un demande de prêt en vue de financer les travaux et les frais d'études qui seront engagés dans le cadre de la réhabilitation de l'immeuble situé chaussée Saint-Pierre 88, 1040 Etterbeek ;

Considérant que le montant du prêt est estimé à 478.442,84 € htva, correspondant aux mètres carrés bruts à rénover (349,05 m2) multipliés par 1.370,70 € (montant indexé tel que prescrit à l'article 13, §3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2022 portant exécution des articles 15 à 19 du Code bruxellois du Logement), soit 507.149,41 € tvac ;

Considérant que le montant de l'offre la plus intéressante de l'accord-cadre pour l'exécution des travaux, sur base du métré transmis par l'administration communale au Service régional des logements inoccupés, est de 436.906,50 € htva, soit 463.120,89 € tvac ;

Considérant que les frais d'études sont estimés à 10.813,77 htva ; Que conformément à l'article 13, §1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2022 portant exécution des articles 15 à 19 du Code bruxellois du Logement, les montants de la taxe sur la valeur ajoutée sont pris en charge, à concurrence du taux en vigueur pour les travaux, quel que soit le taux applicable sur les frais d'études ; Que compte tenu de ce qui précède, les frais d'études sont estimés à 11.462,60 € tvac ;

Considérant que le différentiel de 32.565,92 € entre le montant du prêt et le montant des travaux et des frais d'études pouvant faire l'objet d'un financement par le Fonds sera susceptible d'être mobilisé notamment pour couvrir les révisions des prix appliquées à chaque état d'avancement tel que prévu au point III.3.7 du cahier des charges « Délais et modalités de paiement » ; Qu'en outre, il y a également lieu de constater que certains postes de travaux spécifiques requis pour la réhabilitation du bien pris en gestion publique n'étant pas repris dans le métré de l'accord-cadre, ils n'ont pas pu être budgétisés ; Que par conséquent, le coût définitif des travaux pourra évoluer en fonction des révisions de prix et des travaux complémentaires qui s'avéreraient nécessaires ;

Considérant que compte tenu de ce qui précède il y a lieu de solliciter le montant maximal du prêt estimé à 507.630,40 € tvac ;

Considérant qu'afin d'obtenir la libération du montant du prêt, il y a lieu de satisfaire à la formalité prévue à l'article 12, §3 de l'arrêté du 10 novembre 2022 portant exécution des articles 15 à 19 du Code bruxellois du Logement ; Qu'à cet effet, la Commune doit informer le Service d'inspection régionale de la prise en gestion publique de l'immeuble situé chaussée Saint-Pierre 88, 1040 Etterbeek ; Que cette notification précisera également qu'après leur réhabilitation et dès qu'ils seront disponibles, ces logements seront prioritairement proposés aux locataires visés à l'article 12 du Code bruxellois du logement ;

DECIDE :

1. D'introduire la demande de prêt telle qu'annexée à la présente délibération auprès du Service régional des logements inoccupés ;
2. De proposer préalablement à la Direction de l'Inspection régionale le bien situé chaussée Saint-Pierre 88, 1040 Etterbeek conformément à l'article 12, §3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2022 portant exécution des articles 15 à 19 du Code bruxellois du Logement.

Indiening van een leningaanvraag bij de regionale dienst voor Leegstaande Woningen ter financiering van de renovatie van het gebouw dat onder het recht van openbaar beheer valt, gelegen aan de Sint-Pietersteenweg 88, 1040 Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode en in het bijzonder artikels 15 en volgende;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 21 oktober 2024 om de overname in openbaar beheer van het gebouw gelegen aan de Sint-Pietersteenweg 88 in 1040 Etterbeek ter kennis te brengen van de houders van een zakelijk recht op het goed, overeenkomstig de procedure beschreven in de artikels 15 en volgende van de Brusselse Huisvestingscode en om het openbaar beheer te laten overschrijven bij het bevoegde kantoor Rechtszekerheid;

gelet op de overschrijving op 10 april 2025 van de akte voor de overname in openbaar beheer van het bovengenoemde gebouw door het bevoegde kantoor Rechtszekerheid;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 maart 2026 om een beroep te doen op de raamovereenkomst toegekend door de gewestelijke overheidsdienst van Brussel voor de uitvoering van werken aan woningen waarop het openbaar beheersrecht van toepassing is;

gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen van 12 november 2025 en 7 mei 2026 houdende goedkeuring van het dossier van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag en latere wijzigingen om het gebouw op de Sint-Pietersteenweg 88, 1040 Etterbeek te verbouwen tot drie woningen (twee tweeslaapkamerwoningen en een studio), wijzigingen aan te brengen aan het volume van het gelijkvloers en van het dak;

gelet op de toekenning van de stedenbouwkundige vergunning voor het bovengenoemde gebouw op 28 juli 2026;

overwegende dat artikel 2, 14° van de ordonnantie van 12 december 1991 houdende oprichting van begrotingsfondsen de oprichting van een fond openbaar beheersrecht voorziet;

overwegende dat artikel 12, §§ 1 en 3 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 10

november 2022 tot uitvoering van artikelen 15 en 19 van de Brusselse Huisvestingscode het volgende bepaalt: “De aanvragen van de in artikel 2, 14° van de Ordonnantie bedoelde leningen worden bij de Gewestelijke dienst voor leegstaande woningen ingediend op enige wijze die een bewijs van verzending oplevert.
Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de aanvraag de volgende documenten bevatten:
1° het in artikel 16 § 2 van de Code bedoelde voorstel tot overname in openbaar beheer;
2° een beschrijving van de woning waarop het voorstel tot overname in openbaar beheername betrekking heeft;
3° een beschrijving van de handelingen en werken alsook de geraamde kosten als beschreven in artikel 1, 7°;
4° een voorgelegd afbetalingsplan voor de lening.
[…]
Het toegekende leenbedrag wordt echter niet vrijgegeven zolang de door de houder van een zakelijk recht op de woning ondertekende beheersovereenkomst inzake openbaar beheer niet is ontvangen, of zolang de betekening uitblijft van de overname in openbaar beheer en het bewijs dat het goed overeenkomstig artikel 12 van de Code eerst aan de directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie is aangeboden.”

overwegende dat het aangewezen is een aanvraag voor een lening in te dienen voor de financiering van de werken en de studiekosten die zullen worden gemaakt in het kader van de renovatie van het gebouw gelegen aan de Sint-Pietersteenweg 88, 1040 Etterbeek;

overwegende dat het bedrag van de lening wordt geschat op 478.442,84 euro exclusief btw, wat overeenkomst met de te renoveren bruto vierkante meters (349,05 m2) vermenigvuldigd met 1.370,70 euro (geïndexeerd bedrag zoals voorgeschreven in artikel 13, § 3 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2022 tot uitvoering van artikelen 15 en 19 van de Brusselse Huisvestingscode), ofwel 507.149,41 euro inclusief btw;

overwegende dat het bedrag van de meest interessante offerte van de raamovereenkomst voor de uitvoering van de werken, op basis van de opmetingsstaat doorgestuurd door het gemeentebestuur aan de gewestelijke dienst voor leegstaande woningen, 436.906,50 euro exclusief btw of 463.120,89 euro inclusief btw bedraagt;

overwegende dat de studiekosten worden geschat op 10.813,77 euro exclusief btw; dat overeenkomstig artikel 13, §1 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke regering van 10 november 2022 houdende uitvoering van artikel 15 en 19 van de Brusselse Huisvestingscode, de bedragen van de belasting over de toegevoegde waarde ten laste worden genomen ten belope van de geldende tarieven voor de werken, om het even welk tarief geldt voor studiekosten; dat rekening houdend met het voorgaande, de studiekosten worden geschat op 11.462,60 euro inclusief btw;

overwegende dat het verschil van 32.565,92 euro tussen het bedrag van de lening en het bedrag van de werken en studiekosten die door het Fonds kunnen worden gefinancierd kan onder meer worden aangewend om de prijsherzieningen te dekken die worden toegepast op elke vorderingsstaat, zoals bepaald in punt III.3.7 van het bestek “Termijnen en betalingsmodaliteiten”; dat daarnaast ook dient te worden vastgesteld dat bepaalde specifieke werken die noodzakelijk zijn voor de renovatie van het gebouw dat onder openbaar beheer werd geplaatst niet zijn opgenomen in de opmetingsstaat van de raamovereenkomst en bijgevolg niet konden worden geraamd; dat de definitieve kostprijs van de werken daarom kan evolueren afhankelijk van de prijsherzieningen en de eventuele bijkomende werken die noodzakelijk blijken;

overwegende dat rekening gehouden met wat voorafgaat, het aangewezen is om het maximale bedrag van de lening geschat op 507.630,40 euro inclusief btw te vragen;

overwegende dat, om de vrijmaking van het bedrag van de lening te verkrijgen, moet worden voldaan aan de formaliteit voorzien in artikel 12, §3 van het besluit van 10 november 2022 tot uitvoering van artikelen

15 en 19 van de Brusselse Huisvestingscode; dat de gemeente daartoe de Gewestelijke Huisvestingsinspectie moet informeren over de overname in openbaar beheer van het gebouw gelegen op de Sint-Pietersteenweg 88, 1040 Etterbeek; dat deze kennisgeving ook zal vermelden dat deze woningen, na hun renovatie en zodra ze beschikbaar zijn, met voorrang zullen worden aangeboden aan de huurders bedoeld in artikel 12 van de Brusselse Huisvestingscode;

BESLIST

1. om de aanvraag voor een lening zoals bijgevoegd bij deze beraadslaging in te dienen bij de gewestelijke dienst voor leegstaande woningen;
2. om het goed gelegen op de Sint-Pietersteenweg 88, 1040 Etterbeek eerst aan de directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie aan te bieden, overeenkomstig artikel 12, §3 van het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2022 tot uitvoering van artikelen 15 en 19 van de Brusselse Huisvestingscode.

12 annexes / 12 bijlagen

01_00_PRET_SPIER88_Formulaire_FR.pdf, 01_00_PRET_SPIER88_Formulaire_NL.pdf, 01_01_PRET_ANNEXE 2B_SPIER88_Plans définitifs du projet.pdf, 01_01_PRET_ANNEXE 3_SPIER88_Plan prévisionnel de remboursement du prêt_NL.pdf, 01_01_PRET_ANNEXE 2C_SPIER88_Estimation des frais de prise en gestion publique.pdf, Notification DIRL_Formalité prévue à l'article 12, §3 de l'arrêté du 10 novembre 2022.pdf, 01_01_PRET_ANNEXE 1_SPIER88_Proposition de prise en gestion publique et nature des travaux à effectuer.pdf, 01_01_PRET_ANNEXE 2A_SPIER88_Notification de la prise en gestion publique.pdf, 01_01_PRET_ANNEXE 2C_SPIER88_Estimation des frais de prise en gestion publique_NL.pdf, Notification DIRL_Formalité prévue à l'article 12, §3 de l'arrêté du 10 novembre 2022_NL.pdf, 01_01_PRET_ANNEXE 2D_SPIER88_Offre de mission PEB.pdf, 01_01_PRET_ANNEXE 3_SPIER88_Plan prévisionnel de remboursement du prêt.pdf

17 Passation de la commande de travaux pour l'immeuble soumis au droit de gestion publique situé chaussée Saint-Pierre 88, 1040 Etterbeek

Le Conseil communal

Vu la nouvelle loi communale et plus particulièrement l'article 234, §1 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant l'article 2, 6°, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant à une centrale d'achat de réaliser des activités d'achat centralisées et éventuellement des activités d'achat auxiliaires destinées à des pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires telles que visées à l'article 2, 7°, de la loi relative aux marchés publics ;

Considérant que, parmi les activités d'achat centralisées d'une centrale d'achat, l'article 2, 7°, b), de la loi du 17 juin 2016 énonce les activités qui prennent notamment la forme de passation d'accords-cadres de travaux destinés à des adjudicateurs ;

Considérant l'article 47, § 2, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 mars 2026 relative à l'adhésion de la Commune d'Etterbeek à l'accord-cadre de travaux « Droit de gestion publique » ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 novembre 2025 et du 7 mai 2026 approuvant le dossier de demande de permis d'urbanisme et ses modifications ultérieures en vue de transformer le bien situé chaussée Saint-Pierre 88, 1040 Etterbeek en trois logements (deux logements de deux chambres et un studio), réaliser des modifications au niveau du volume du rez-de-chaussée et de la toiture ;

Vu l'octroi du permis d'urbanisme pour le bien susvisé en date du 28 juillet 2026 ;

Considérant que le cahier des charges dudit accord-cadre prévoit que les commandes sont passées par les pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires (PAB) ; Qu'elles le sont soit en application directe des prix du métré de l'accord-cadre (commande directe), soit à l'issue d'une nouvelle mise en concurrence (III.3.2 Passation des Commandes) ;

Considérant que le métré de l'accord-cadre comprend un maximum de postes couvrant des travaux de réhabilitation à exécuter dans les trois types de bien identifiés ci-après : une maison unifamiliale, un appartement, un petit immeuble de rapport ;

Considérant que les prix remis par les deux adjudicataires dans le cadre de l'accord-cadre, tiennent compte de cette identification et ceux-ci ont fait l'objet de nombreux échanges et négociations ; Que les prix remis sont des prix conformes au marché ;

Considérant que le bien concerné est un petit immeuble de rapport d'environ 350 m² bruts ; Que les travaux de rénovation envisagés prévoient l'aménagement de trois appartements (un studio et deux appartements de deux chambres), ce qui correspond bien à un des scénarii envisagés lors de la conception des documents techniques de l'accord-cadre et de la remise des prix ;

Considérant que le montant de l'offre la plus intéressante correspond à un montant total HTVA de 436.906,50 €, soit 1.251,40 € htva/m² bruts ; Qu'il s'agit d'un prix intéressant, difficilement abaissable vu le contexte actuel de hausse des prix des matériaux et de l'énergie ; Qu'en effet, les prix de l'accord-cadre ne peuvent être revus qu'à la baisse ;

Considérant que la remise en concurrence des deux adjudicateurs ne ferait que retarder la conclusion et l'exécution du marché sans garantie d'une baisse significative des montants ;

DECIDE de passer commande en application directe des prix du métré de l'accord-cadre de travaux « droit de gestion publique » dès que la cellule réhabilitation du Service régional des logements inoccupés aura émis un avis favorable sur la demande de prêt introduite par la Commune.

Plaatsing van de bestelling voor de werkzaamheden aan het gebouw dat onder het openbaar beheersrecht valt, gelegen aan de Sint-Pietersteenweg 88, 1040 Etterbeek

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikels 234, §1 over de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

gelet op artikel 2, 6°, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, dat een aankoopcentrale toelaat gecentraliseerde aankoopactiviteiten en eventueel aanvullende aankoopactiviteiten als bedoeld in artikel 2, 7° van de wet te verrichten die bestemd zijn voor begunstigde aanbestedende overheden;

overwegende dat artikel 2, 7°, b) van de wet van 17 juni 2016 de activiteiten vermeldt die met name de vorm aannemen van de plaatsing van raamovereenkomsten voor werken die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

gelet op artikel 47, § 2 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, dat erin voorziet dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale ervan vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 maart 2026 over de aansluiting van de gemeente Etterbeek tot de raamovereenkomst voor werken "Openbaar beheersrecht"

gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen van 12 november 2025 en 7 mei

2026 houdende goedkeuring van het dossier van de stedenbouwkundige vergunningsaanvraag en latere wijzigingen om het gebouw op de Sint-Pieterssteenweg 88, 1040 Etterbeek te verbouwen tot drie woningen (twee tweeslaapkamerwoningen en een studio), wijzigingen aan te brengen aan het volume van het gelijkvloers en van het dak;

gelet op de toekenning van de stedenbouwkundige vergunning voor het bovengenoemde gebouw op 28 juli 2026;

overwegende dat het bestek van deze raamovereenkomst bepaalt dat de opdrachten worden geplaatst door de begunstigde aanbestedende overheden (BAO); dat deze opdrachten worden geplaatst hetzij door rechtstreekse toepassing van de eenheidsprijzen uit de opmetingsstaat van de raamovereenkomst (rechtstreekse bestelling), hetzij na een nieuwe mededinging (III.3.2 Plaatsing van de opdrachten);

overwegende dat de opmetingsstaat van de raamovereenkomst een maximaal aantal posten omvat voor renovatiewerken die kunnen worden uitgevoerd in de drie hierna vermelde types van gebouwen: een eengezinswoning, een appartement en een klein opbrengstgebouw;

overwegende dat de prijzen die door de twee opdrachtnemers in het kader van de raamovereenkomst werden ingediend rekening houden met deze indeling en het voorwerp zijn geweest van talrijke besprekingen en onderhandelingen; dat de ingediende prijzen marktconform zijn;

overwegende dat het betrokken gebouw een klein opbrengstgebouw betreft van ongeveer 350 m² bruto oppervlakte; dat de geplande renovatiewerken voorzien in de inrichting van drie appartementen (één studio en twee tweeslaapkamerappartementen), wat volledig overeenstemt met een van de scenario's die bij de opmaak van de technische documenten van de raamovereenkomst en bij de prijsindiening werden voorzien;

overwegende dat het bedrag van de meest voordelige offerte overeenkomt met een totaalbedrag van € 436.906,50 exclusief btw, zijnde € 1.251,40 exclusief btw per m² bruto oppervlakte; dat dit een interessante prijs betreft die, gelet op de huidige stijging van de materiaal- en energiekosten, moeilijk nog verder kan worden verlaagd; dat de prijzen van de raamovereenkomst immers enkel neerwaarts kunnen worden herzien;

overwegende dat een nieuwe mededinging tussen de twee opdrachtnemers enkel zou leiden tot een vertraging van de sluiting en uitvoering van de opdracht, zonder garantie op een aanzienlijke daling van de bedragen;

BESLIST om een bestelling te plaatsen op basis van de rechtstreekse toepassing van de prijzen uit de opmetingsstaat van de raamovereenkomst voor werken inzake het "openbaar beheersrecht", zodra de cel Renovatie van de gewestelijke dienst Leegstaande Woningen een gunstig advies heeft uitgebracht over de door de gemeente ingediende leningsaanvraag.

18 **Patrimoine Régie – Cité Jouët-Rey – Transfert de la gestion du patrimoine vers l'ASBL A.I.S.-Etterbeek – Approbation des conventions corrigées.**

Le Conseil communal,

Vu la décision du Conseil communal du 12 octobre 2026 « *d'approuver les termes des contrats de bail annexés à la présente délibération* » ;

Considérant les erreurs matérielles relevées dans les deux baux par l'Organe d'administration de l'A.I.S.-Etterbeek lors de sa séance du 20 octobre 2026 ;

Considérant qu'il convient notamment d'ajuster les articles 1.1 – « *Description des biens loués* » et 2.2 – « *Durée du bail* » des baux afin qu'ils correspondent à la réalité ;

Considérant que l'article 3, relatif aux loyers, reprenait correctement le nombre de logements, leur typologie ainsi que les montants et qu'il ne doit, par conséquent, pas être modifié ;

Considérant que le montant des provisions doit faire l'objet d'une analyse par les services et que les provisions seront fixées dans un second temps ;

Décide d'approuver les termes des contrats de bail corrigés annexés à la présente délibération.

Patrimonium Regie – Tuinwijk Jouët-Rey – Overdracht van het patrimoniumbeheer aan de vzw A.I.S.-Etterbeek – Goedkeuring van de gecorrigeerde overeenkomsten.

De gemeenteraad,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 12 oktober 2026 *"om de voorwaarden van de huurovereenkomst in bijlage bij deze overeenkomst goed te keuren*";

Gelet op de niet-inhoudelijke fouten in de twee huurovereenkomsten door het bestuursorgaan van het SVK-Etterbeek tijdens zijn zitting van 20 oktober 2026;

Overwegende dat het aangewezen is om artikels 1.1 – *"Beschrijving van de gehuurde lokalen"* en 2.2 – *"Duur van de huurovereenkomst"* van de huurovereenkomsten aan te passen zodat ze overeenkomen met de werkelijkheid;

Overwegende dat in artikel 3 over de huurprijzen het aantal woningen, hun typologie en de bedragen juist werden vermeld en het bijgevolg niet moet worden gewijzigd;

Overwegende dat het bedrag van die provisies geanalyseerd moet worden door de diensten en dat de provisies in tweede instantie zullen worden vastgelegd;

BESLIST om de voorwaarden van de gecorrigeerde huurovereenkomst in bijlage bij deze overeenkomst goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Version corrigée - Bail - Cité Jouët-Rey (Jardins du Béguinage).doc, Version corrigée - Bail - Cité Jouët-Rey (3 Pommiers).doc

Gestion du stationnement payant - Beheer van betalend parkeren

19 **Convention Etterbeek – Parking Brussels afin d'échanger de manière électronique les données relatives aux cartes de stationnement régionales (mise en place de la scan-car).**

Le Conseil Communal,

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles- Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique de stationnement ;

Considérant que, dans le cadre de sa mission de contrôle du stationnement sur son territoire, la commune ne dispose pas de la liste des véhicules bénéficiant d'un droit de stationnement accordé directement par Parking.brussels, dans le cadre des compétences régionales de cet organisme ;

Considérant que les données concernées portent plus particulièrement sur les catégories de cartes de dérogation régionales suivantes, délivrées par Parking.brussels :

- La carte pour les soins médicaux urgents, destinée aux médecins, pédiatres et sages-femmes ;
- La carte pour les soins médicaux non urgents, destinée aux infirmiers et aides-soignants ;
- La carte professionnelle, destinée à certains professionnels qui doivent intervenir dans le cadre de leur activité, tels que les photographes, les agents immobiliers et les livreurs ;

Considérant que ces cartes de dérogation étaient auparavant apposées de manière visible derrière le pare-brise des véhicules, permettant aux agents chargés du contrôle du stationnement de vérifier visuellement que ceux-ci bénéficiaient bien d'un droit de stationnement ;

Considérant que le recours au système de contrôle automatisé par scan-car implique désormais une vérification sur la base des plaques d'immatriculation, sans contrôle visuel des documents présents à bord du véhicule ;

Considérant que pour permettre au système de contrôle de reconnaître les véhicules bénéficiant de ces dérogations régionales et d'éviter l'émission injustifiée de redevances de stationnement, il est indispensable que les données relatives à ces cartes soient mises à la disposition de la commune et que chaque droit de stationnement puisse être associé à la plaque d'immatriculation du véhicule concerné.

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et Parking.Brussels :

Protocole de collaboration

Entre d'une part,

L'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, société anonyme de droit public, ayant son siège social Rue de l'Hôpital 31 à 1000 Bruxelles, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro BE 0833.260.781 ; représentée par Monsieur Ahmed Medhoune, et Monsieur Sebastiaan Vanderlinden, président et vice-président du conseil d'administration en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés en suivant l'extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 15/04/2020.

Ci-après, « Parking.brussels »

Et d'autre part,

La Commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Échevins, au nom duquel agissent, Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Annick Petit, Secrétaire communal.

Ci-après dénommée « la Commune » ;

Ensemble, « les Parties »

PREAMBULE

Vu l'ordonnance du 6 juillet 2022 Ordonnance portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que Parking.brussels a pour mission d'exécuter la politique du stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement ;

Considérant que la Commune n'a pas délégué à Parking.brussels les missions de contrôle du stationnement et de perception des redevances sur les voiries communales et régionales de son territoire, visées à l'article 15 de l'ordonnance du 6 juillet 2022, ainsi qu'aux articles 7 et 8 de l'arrêté ;

Considérant que les détenteurs d'une carte européenne de stationnement pour personnes handicapées ne sont pas soumis à l'obligation d'utiliser un disque de stationnement ou de s'acquitter du paiement d'une redevance et ce, à condition que ladite carte en cours de validité soit apposée visiblement, au milieu et contre la face interne du pare-brise ;

Que cependant, chaque détenteur d'une carte de stationnement pour personne handicapée peut enregistrer sa plaque et disposer dès lors d'un droit digital ;

Que la Commune, dans le cadre de sa mission de contrôle du stationnement sur son territoire ne dispose pas de la liste des véhicules disposant d'un droit de stationnement octroyé directement par Parking.brussels dans le cadre de ses compétentes régionales ;

Qu'il y a lieu que la Commune dispose des plaques concernées par un droit de stationnement afin d'exécuter sa mission et d'éviter d'établir à tort des redevances.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er

La présente convention a pour objet la transmission par Parkings.brussels , responsable de traitement, à la Commune, tiers, des données des plaques d'immatriculation disposant d'un droit de stationnement sous forme de carte de dérogation délivrée par Parking.brussels ou de droit digital suite à l'enregistrement d'une plaque sur présentation d'une carte de stationnement pour personne handicapée. (cfr. Annexe I)

La Commune, tiers, souhaite intégrer les données précitées dans son système de traitement automatisé de gestion du stationnement par l'intermédiaire de son sous-traitant ultérieur (cfr. Annexe I) aux fins de respecter le droit des personnes à mobilité réduite à bénéficier d'une dérogation automatisée (Annexe II).

Parking.brussels met à disposition un fichier Excel sécurisé à la Commune. Cette transmission est réalisée par voie électronique. La Commune peut accéder au fichier à tout moment. Les données sont mises à jour régulièrement par Parking.brussels.

Article 2

Le présent protocole est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3

Les parties acceptent et reconnaissent que les données sont transmises pour les finalités strictement libellées à l'article 1er de la présente Convention.

Les données transmises par Parking.brussels sont transmises uniquement aux membres du personnel autorisés au sein de la Commune ainsi qu'à son sous-traitant pouvant traiter les données de manière informatique, (cfr. Annexe I).

La commune tient une liste actualisée des personnes qui traitent l'information communiquée par l'Agence.

La Commune s'engage respecter la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 vis à vis de son sous-traitant.

Elle s'engage également à prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées requises pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé de données à caractère personnel. (cfr. Annexe III).

Ces mesures assurent un niveau de protection adéquat, compte tenu, d'une part, de l'état de la technique en la matière et des frais qu'entraîne l'application de ces mesures et, d'autre part, de la nature des données à caractère personnel à protéger et des risques potentiels.

La Commune et son (ses) sous-traitant(s) s'engagent à apporter assistance à Parkings.brussels en cas de violation de données en rapport avec les données traitées conformément à l'article 33 du règlement (UE) 2016/679.

Le fichier est enregistré sur un réseau accessible aux personnes visées à l'article 3 alinéa 2. Il n'est fait aucune copie de ces données. Les données sont supprimées dès que Parking.brussels transmet une mise à jour. Cette mise à jour reprend l'historique des droits actifs.

Fait à Bruxelles en deux (2) exemplaires, le ……, chacune des Parties déclarant en avoir reçu un exemplaire,

Pour le responsable de traitement

Nom : TACK

Prénom : Floris

Fonction : Directeur général

Signature

Nom : LIEVENS

Prénom : Denis

Fonction : Directeur général-adjoint

Signature

Pour la commune

Nom :

Prénom :

Fonction :

Signature

Nom :

Prénom :

Fonction :

Signature

ANNEXE I

Liste des parties

Responsable(s) du traitement

Nom : L'agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale

Adresse : 31 rue de l'Hôpital 31 - 1000 Bruxelles

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact :

Date d'adhésion :

Signature

Tiers

Nom :

Adresse

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact :

Date d'adhésion :

Signature

Sous-traitant(s) ultérieur(s)

Nom :

Adresse :

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact :

Date d'adhésion :

Signature

ANNEXE II

Description du traitement

Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées

Personnes handicapées détenteurs d'une carte européenne de stationnement

Catégories de données à caractère personnel traitées

Données d'immatriculation

Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.

Non applicable

Nature du traitement

Appliquer le règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique du 16/03/2026 (Règlement Communal) et d'en assurer le bon fonctionnement.

Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement

Faire respecter le droit des personnes à mobilité réduite à bénéficier d'une dérogation automatisée

Durée du traitement

Au terme de la convention les données sont effacées

Pour le traitement effectué par le tiers et, le cas échéant par son (ses) sous-traitant(s) ultérieur(s), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement.

Nature du traitement

Appliquer le règlement-redevance sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique du 16/03/2026 (Règlement Communal) et d'en assurer le bon fonctionnement.

Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement

Faire respecter le droit des personnes à mobilité réduite à bénéficier d'une dérogation automatisée

Durée du traitement

Au terme de la convention, les données sont effacées

ANNEXE III

Mesures techniques et organisationnelles, y compris mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données

NOTE EXPLICATIVE :

Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

L'ensemble des mesures techniques et organisationnelles est documenté via notre politique de sécurité des systèmes d'information. Ce document est à caractère confidentiel et est consultable sur demande et sous conditions.

Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement.

Echange de données via serveur SFTP

Une Analyse d'Impact relative à la Protection des données a été produite et nos sous-traitants répondent aux garanties demandées en termes de sécurité et de gouvernance. Ce document est à caractère confidentiel et est consultable sur demande et sous conditions.

Overeenkomst tussen Etterbeek en Parking Brussels met het oog op de elektronische uitwisseling van gegevens over regionale parkeerkaarten (invoering van de 'scan-car').

De gemeenteraad,

Gelet op de Ordonnantie van 6 juli 2022 betreffende de organisatie van het parkeerbeleid en tot herdefiniëring van de taken en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2013 betreffende het regelgevende luik van het regionaal parkeerbeleidsplan;

Overwegende dat de gemeente, in het kader van haar opdracht om toezicht te houden op het parkeren op haar grondgebied, niet beschikt over de lijst van voertuigen die genieten van een parkeerrecht dat

rechtstreeks door Parking.brussels wordt toegekend in het kader van de gewestelijke bevoegdheden van deze instelling;

Overwegende dat de betrokken gegevens meer bepaald betrekking hebben op de volgende categorieën van gewestelijke vrijstellingskaarten, uitgereikt door Parking.brussels:

- De kaart voor dringende medische zorg, bestemd voor artsen, kinderartsen en vroedvrouwen;
- De kaart voor niet-dringende medische zorg, bestemd voor verpleegkundigen en zorgkundigen;
- De professionele kaart, bestemd voor bepaalde beroepsgroepen die zich in het kader van hun beroepsactiviteiten moeten verplaatsen, zoals fotografen, vastgoedmakelaars en koeriers;

Overwegende dat deze vrijstellingskaarten vroeger op een zichtbare manier achter de voorruit van de voertuigen werden aangebracht, zodat de personeelsleden die belast zijn met de parkeercontrole visueel konden nagaan of het voertuig over een geldig parkeerrecht beschikte;

Overwegende dat de invoering van een geautomatiseerd controlesysteem met scan-cars voortaan een controle op basis van de nummerplaten vereist, zonder dat de documenten die zich in het voertuig bevinden visueel kunnen worden gecontroleerd;

Overwegende dat het, om ervoor te zorgen dat het controlesysteem de voertuigen met deze gewestelijke vrijstellingen kan herkennen en onterechte parkeerretributies te vermijden, noodzakelijk is dat de gegevens met betrekking tot deze kaarten ter beschikking worden gesteld van de gemeente en dat elk parkeerrecht kan worden gekoppeld aan de nummerplaat van het betrokken voertuig;

BESLUIT

De bepalingen goed te keuren van de hierna opgenomen overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Parking.brussels:

Samenwerkingsprotocol

Tussen enerzijds,

Het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, naamloze vennootschap van publiek recht, met maatschappelijke zetel in de Hospitaalstraat 31 te 1000 Brussel, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer BE 0833.260.781; vertegenwoordigd door de heer Ahmed Medhoune en de heer Sebastiaan Vanderlinden, respectievelijk voorzitter en ondervoorzitter van de raad van bestuur, krachtens de bevoegdheden die hen zijn verleend volgens het uittreksel uit de notulen van de vergadering van de raad van bestuur van 15/04/2020.

Hierna "Parking.brussels" genoemd

En anderzijds,

De Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, namens hetwelk optreden Vincent De Wolf, Burgemeester, en Annick Petit, Gemeentesecretaris.

Hierna "de Gemeente" genoemd;

Samen "de Partijen"

INLEIDING

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en tot herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat Parking.brussels als opdracht heeft het parkeerbeleid van het Gewest uit te voeren en de

goede werking ervan te waarborgen;

Overwegende dat de Gemeente de opdrachten inzake parkeercontrole en inning van de retributies op de gemeentelijke en gewestelijke wegen op haar grondgebied, bedoeld in artikel 15 van de ordonnantie van 6 juli 2022 en in de artikelen 7 en 8 van het besluit, niet heeft gedelegeerd aan Parking.brussels;

Overwegende dat de houders van een Europese parkeerkaart voor personen met een handicap niet verplicht zijn een parkeerschijf te gebruiken of een retributie te betalen, op voorwaarde dat de geldige kaart zichtbaar, in het midden en tegen de binnenkant van de voorruit is aangebracht;

Dat elke houder van een parkeerkaart voor personen met een handicap echter zijn nummerplaat kan registreren en bijgevolg over een digitaal recht kan beschikken;

Dat de Gemeente, in het kader van haar opdracht van parkeercontrole op haar grondgebied, niet beschikt over de lijst van voertuigen die een parkeerrecht hebben dat rechtstreeks door Parking.brussels wordt toegekend in het kader van haar gewestelijke bevoegdheden;

Dat de Gemeente moet beschikken over de nummerplaten waarvoor een parkeerrecht geldt om haar opdracht uit te voeren en te vermijden dat ten onrechte retributies worden opgelegd.

Er wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1

Deze overeenkomst heeft tot doel de mededeling door Parkings.brussels, verwerkingsverantwoordelijke, aan de Gemeente, derde, van de gegevens van de nummerplaten die over een parkeerrecht beschikken in de vorm van een afwijkingskaart afgeleverd door Parking.brussels of van een digitaal recht naar aanleiding van de registratie van een nummerplaat na voorlegging van een parkeerkaart voor personen met een handicap. (cfr. Bijlage I)

De Gemeente, derde, wenst voornoemde gegevens op te nemen in haar geautomatiseerd verwerkingssysteem voor parkeerbeheer via haar verdere verwerker (cfr. Bijlage I), teneinde het recht van personen met beperkte mobiliteit op een geautomatiseerde afwijking te eerbiedigen (Bijlage II).

Parking.brussels stelt een beveiligd Excel-bestand ter beschikking van de Gemeente. Deze mededeling gebeurt langs elektronische weg. De Gemeente kan het bestand op elk ogenblik raadplegen. De gegevens worden regelmatig bijgewerkt door Parking.brussels.

Artikel 2

Dit protocol wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Artikel 3

De partijen aanvaarden en erkennen dat de gegevens worden doorgegeven voor de doeleinden die strikt zijn omschreven in artikel 1 van deze Overeenkomst.

De door Parking.brussels doorgegeven gegevens worden uitsluitend meegedeeld aan de gemachtigde personeelsleden binnen de Gemeente en aan haar verwerker die de gegevens op informatische wijze kan verwerken, (cfr. Bijlage I).

De gemeente houdt een bijgewerkte lijst bij van de personen die de door het Agentschap meegedeelde informatie verwerken.

De Gemeente verbindt zich ertoe de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens en Verordening (EU) 2016/679 jegens haar verwerker na te leven.

Zij verbindt zich er eveneens toe de passende technische en organisatorische maatregelen te nemen die vereist zijn om de persoonsgegevens te beschermen tegen onopzettelijke of ongeoorloofde vernietiging, tegen onopzettelijk verlies, alsook tegen wijziging, toegang en elke andere ongeoorloofde verwerking van persoonsgegevens. (cfr. Bijlage III).

Deze maatregelen waarborgen een passend beveiligingsniveau, rekening houdend met enerzijds de stand van de techniek terzake en de kosten voor de toepassing van deze maatregelen, en anderzijds de aard van de te beschermen persoonsgegevens en de potentiële risico's.

De Gemeente en haar verwerker(s) verbinden zich ertoe Parkings.brussels bijstand te verlenen in geval van een inbreuk in verband met de verwerkte gegevens overeenkomstig artikel 33 van Verordening (EU) 2016/679.

Het bestand wordt opgeslagen op een netwerk dat toegankelijk is voor de in artikel 3, tweede lid, bedoelde personen. Van deze gegevens wordt geen enkele kopie gemaakt. De gegevens worden verwijderd zodra Parking.brussels een update doorgeeft. Deze update bevat de historiek van de actieve rechten.

Opgemaakt te Brussel in twee (2) exemplaren, op ……, waarbij elk van de Partijen verklaart een exemplaar te hebben ontvangen,

Voor de verwerkingsverantwoordelijk

Naam : TACK

Voornaam : Floris

Functie : Directeur-generaal

Handtekening

Naam : LIEVENS

Voornaam : Denis

Functie : Adjunct-directeur-generaal

Handtekening

Voor de gemeente

Naam :

Voornaam :

Functie :

Handtekening

Naam :

Voornaam :

Functie :

Handtekening

BIJLAGE I

Lijst van de partijen

Verwerkingsverantwoordelijke(n)

Naam : Het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Adres : Hospitaalstraat 31 - 1000 Brussel

Naam, functie en contactgegevens van de contactpersoon :

Datum van toetreding :

Handtekening

Derde

Naam :

Adres

Naam, functie en contactgegevens van de contactpersoon :

Datum van toetreding :

Handtekening

Verdere verwerker(s)

Naam :

Adres :

Naam, functie en contactgegevens van de contactpersoon :

Datum van toetreding :

Handtekening

BIJLAGE II

Beschrijving van de verwerking

Categorieën van betrokkenen van wie persoonsgegevens worden verwerkt

Personen met een handicap die houder zijn van een Europese parkeerkaart

Categorieën van verwerkte persoonsgegevens

Inschrijvingsgegevens

Verwerkte gevoelige gegevens (indien van toepassing) en toegepaste beperkingen of waarborgen die ten volle rekening houden met de aard van de gegevens en de risico's, zoals bijvoorbeeld strikte doelbinding, toegangsbeperkingen (waaronder toegang uitsluitend voor personeel dat een gespecialiseerde opleiding heeft gevolgd), het bijhouden van een register van de toegang tot de gegevens, beperkingen voor verdere doorgiften of bijkomende beveiligingsmaatregelen.

Niet van toepassing

Aard van de verwerking

Het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg van 16/03/2026 (Gemeentelijk Reglement) toepassen en de goede werking ervan waarborgen.

Doeleinde(n) waarvoor de persoonsgegevens namens de verwerkingsverantwoordelijke worden verwerkt

Het recht van personen met beperkte mobiliteit op een geautomatiseerde afwijking doen eerbiedigen

Duur van de verwerking

Bij het einde van de overeenkomst worden de gegevens gewist

Voor de verwerking door de derde en, in voorkomend geval, door zijn verdere verwerker(s), moeten ook het voorwerp, de aard en de duur van de verwerking worden gepreciseerd.

Aard van de verwerking

Het retributiereglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg van 16/03/2026 (Gemeentelijk Reglement) toepassen en de goede werking ervan waarborgen.

Doeleinde(n) waarvoor de persoonsgegevens namens de verwerkingsverantwoordelijke worden verwerkt

Het recht van personen met beperkte mobiliteit op een geautomatiseerde afwijking doen eerbiedigen

Duur van de verwerking

Bij het einde van de overeenkomst, worden de gegevens gewist

BIJLAGE III

Technische en organisatorische maatregelen, met inbegrip van technische en organisatorische maatregelen om de beveiliging van de gegevens te waarborgen

TOELICHTING:

De technische en organisatorische maatregelen moeten concreet worden beschreven en niet in algemene bewoordingen.

Het geheel van de technische en organisatorische maatregelen is gedocumenteerd in ons informatiebeveiligingsbeleid. Dit document is vertrouwelijk en kan op verzoek en onder voorwaarden worden ingekeken.

Voor doorgiften aan (verdere) verwerkers moeten ook de specifieke technische en organisatorische maatregelen worden beschreven die de (verdere) verwerker moet nemen om de verwerkingsverantwoordelijke bijstand te kunnen verlenen.

Gegevensuitwisseling via SFTP-server

Er werd een gegevensbeschermingseffectbeoordeling opgesteld en onze verwerkers beantwoorden aan de gevraagde waarborgen op het vlak van beveiliging en governance. Dit document is vertrouwelijk en kan op verzoek en onder voorwaarden worden ingekeken.

1 annexe / 1 bijlage

Projet Convention.pdf

Finances - Financiën

20 **Convention de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes une subvention spéciale relative aux hôpitaux 2026, en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement de la**

Région de Bruxelles-Capitale

Le conseil Communal,

Attendu que la présente convention règle les modalités de la mise à disposition de la commune d'Etterbeek, d'une subvention spéciale de la Région d'un montant de 1.124.771,00 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 juillet 2026 attribuant pour l'année 2026, à la Ville de Bruxelles et aux communes d'Anderlecht, Etterbeek, Ixelles et St-Gilles, une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

DECIDE d'approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

Overeenkomst van Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeenten betreffende de ziekenhuizen 2026, in toepassing van de ordonnantie van van 13 februari 2003 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering

De gemeenteraad,

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 1.124.771,00 euro ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 juli 2026 tot toekenning van een vijzondere subsidie aan de Stad Brussel en aan de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en St Gillis voor het jaar 2026, in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003;

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

BESLIST de tekst van de overeenkomst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

3 annexes / 3 bijlagen

LOC000005579701575791017266510171 5.pdf, arretenouvellerepartitionpt+09+CM+02-07-2026.pdf19448917898784157 71.pdf, Document_notif42_octroi_subs_TB_ISP8498804776640511172.pdf

21 **Règlement-redevances pour services administratifs - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 16 mars 2026 relative au même objet ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Attendu que, par des instructions antérieures, le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale invite les communes à fixer le montant de leurs redevances en fonction du coût réel des services rendus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 1999 modifiant l'arrêté royal du 10 février 1983 portant des mesures d'encouragement à l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

Vu la décision du 7 février 2001 de M. le Ministre en charge de l'Environnement en Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant la définition de la redevance selon laquelle elle est le paiement fait par un particulier suite à un service rendu par la commune et presté à son bénéfice personnel ;

Considérant le principe selon lequel le montant de la redevance doit correspondre au coût, pour la commune, du service rendu ;

Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges ;

Vu la circulaire du 11 juillet 2018 relative à la loi du 18 juin précitée, en ce qu'elle transfère la compétence en matière de changement de prénoms aux officiers de l'état civil et en règle les conditions et la procédure ;

Vu la loi du 7 janvier 2024 modifiant l'ancien Code civil et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assouplir la procédure de changement de nom ;

Vu le principe absolu de la liberté de choix individuel et de libre arbitre de chaque individu ainsi que le principe d'égalité de traitement entre les personnes ;

Vu l'Ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, et ses modifications ;

Vu l'Ordonnance du 22 avril 1999 fixant la liste des installations de classe 1A ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe 1B, 1D, 2, 1C et 3 (soumises à permis d'environnement) ;

Considérant que les installations de classe 1A, 1B, 1D et 1C concernent des permis régionaux, que les installations de classe 2 et 3 concernent des permis communaux ;

Considérant que les installations de classe 3 concernent des installations de faible puissance ou capacité, telles que certaines installations de chauffage, de refroidissement, petits dépôts ; mais qu'elles concernent également les chantiers repris en rubrique 28-1 de la liste des installations classées ;

Vu la rubrique 28-1 de cette liste des installations classées :

Chantier de :

construction, transformation ou démolition de bâtiments hors voirie ou d'ouvrages d'art mettant en œuvre des installations ayant une force motrice totale de plus de 50 kW ;

transformation ou démolition d'une surface brute de plus de 500 m² d'un bâtiment, d'un ouvrage d'art ou d'une conduite, dont le permis d'urbanisme autorisant la construction a été délivré avant le 1er octobre 1998 ; y compris les installations reprises à d'autres rubriques à l'exception de :

l'élimination de déchets in-situ,
dépôt d'explosif,
chantiers d'assainissement
forages et captages d'eau souterraine' ;

Considérant que cette rubrique 28-1 porte donc sur les 'gros' chantiers, à savoir ceux qui disposent au minimum d'une grue, ou ceux qui portent sur des bâtiments d'une surface de plus de 500m² et donc susceptibles de contenir de l'amiante ;

Considérant que ces chantiers nécessitent un suivi important, des contrôles sur place, engendrent très souvent des dossiers de plainte, et sont dès lors assez chronophages, contrairement aux autres installations de classe 3, et même à la plupart des installations de classe 2 ;

Vu l'article 1, 20° du règlement redevances pour services administratifs : 'Instructions de dossiers en matière d'environnement :

a) permis d'environnement de classe 2 ; € 150,00
b) déclaration préalable d'environnement (classe 3) : € 30,00
c) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1B et 1A : € 225,00' ;

Considérant que le montant de € 30,00 relatif aux déclarations de classe 3 pour les chantiers est dérisoire par rapport à la charge de travail que ces dossiers impliquent pour l'administration communale, de même que par rapport aux budgets des entrepreneurs mis en œuvre dans le cadre des chantiers ;

Considérant qu'il conviendrait par conséquent, au vu de ces éléments, d'augmenter la redevance relative aux installations de classe 3 concernées par la rubrique 28-1 (chantiers), et de la porter à € 200,00 ;

Considérant que de nombreux chantiers démarrent sans avoir introduit la déclaration préalable de classe 3 relative à leurs travaux ; qu'il convient de les dissuader de cette pratique ;

Considérant qu'à cet effet, la redevance devrait être triplée en cas de régularisation de classe 3 relative aux chantiers (rubrique 28-1) ;

Considérant par ailleurs que la redevance relative aux demandes de permis d'environnement régionaux de classe 1B (€ 225,00) et 1A (€ 225,00) ne correspond pas à la charge de travail que ces dossiers impliquent, notamment en raison des enquêtes publiques, commissions de concertation et, dans le cas des dossiers 1A, des nombreux comités d'accompagnement auxquels la commune participe dans le cadre des études d'incidences ;

Considérant en outre que la redevance demandée à Etterbeek pour les demandes de permis d'environnement est inférieure à la moyenne des redevances respectives des autres communes (moyenne calculée sur base de 9 communes bruxelloises dont les redevances sont consultables sur leurs sites web : WSL, WSP, Forest, Jette, Koekelberg, Molenbeek, St-Gilles, Schaerbeek et Uccle) ;

Considérant que cette moyenne (qui ne tient pas compte des redevances doublées dans certaines communes en cas de régularisation) est la suivante :

Classe 3 : 74€
Classe 2 : 176€
Classe 1B : 324€
Classe 1A : 1107€

Considérant qu'il serait dès lors nécessaire d'adapter la redevance relative aux déclarations de classe 3 et aux demandes de permis de classe 1B et 1A ;

Considérant de plus qu'aucune redevance n'était jusqu'ici due pour les demandes de modification et de prolongation de permis d'environnement ; qu'il est nécessaire d'imposer une redevance proportionnelle à la charge de travail que ces demandes impliquent ;

Considérant qu'il conviendrait dès lors de modifier l'article 1, 19° du règlement redevances pour services administratifs, comme suit :

Instructions de dossiers en matière d'environnement :

a) déclaration préalable d'environnement (classe 3)- autres que la rubrique 28-1 : € 50,00
b) déclaration préalable d'environnement (classe 3)- rubrique 28-1 (chantiers) : € 200,00 (€ 600,00 en cas de régularisation)
c) demande de permis d'environnement de classe 2 et demande de prolongation de permis d'environnement de classe 2: € 175,00
d) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1B : € 350,00' ;
e) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1A : € 1500,00' ;
f) demande de modification de déclaration de classe 3 ou de permis d'environnement de classe 2: € 50,00.

Considérant qu'il conviendrait que cette modification entre en vigueur pour les déclaration et demandes de permis d'environnement introduites à partir du 1er janvier 2025, simultanément à la modification relative aux enquêtes publiques en urbanisme ;

Considérant que, dans un souci d'équité fiscale et de justice sociale, la commune entend réduire la charge fiscale liée à la délivrance de documents administratifs pour les bénéficiaires du statut BIM ; Que le bénéfice du statut BIM découle de critères objectifs définis par ou en vertu de la loi ; Que cette mesure poursuit un objectif d'intérêt général, consistant promouvoir l'équité fiscale et à faciliter l'accès aux documents administratifs pour les personnes les plus vulnérables, sans compromettre l'équilibre budgétaire ; Qu'en conséquence, cette minoration de la taxe apparaît conforme au principe d'égalité et de non-discrimination ;

Considérant que, dans le cadre de ses missions, le Département Démographie rend une série de services administratifs aux citoyens, dont notamment le traitement des demandes de changement d'adresse ;

Considérant que ces services entrainent des coûts et charges pour la commune et qu'il est équitable d'en faire supporter les frais par les bénéficiaires par le biais de redevances, reprises dans le « Règlement-redevances pour services administratifs » approuvé par le Conseil communal ;

Considérant par ailleurs que, dans le cadre de ses missions, le service des Travaux Publics rend une série de services administratifs aux citoyens, notamment dans le cadre des occupations de la voie publique, des sécurisations de l'espace public et des dégradations des bâtiments publics;

Considérant que ces services entrainent également des coûts et charges pour la commune et qu'il est équitable d'en faire supporter les frais par les bénéficiaires par le biais de redevances, reprises dans le « Règlement-redevances pour services administratifs » approuvé par le Conseil communal ;

Considérant la modification du règlement de la Place Jourdan et l'obligation pour les professionnels d'utiliser des conteneurs pour leurs déchets ;

Considérant la dérogation permettant aux commerçants n'ayant pas la place dans leurs locaux pour entreposer leurs conteneurs d'utiliser les points d'apports volontaires mis à disposition par la Commune ;

Considérant le travail supplémentaire administratif pour la bonne installation de ces points d'apports volontaires (production des dérogations, visite des locaux, coordination avec l'Agence Bruxelles-Propreté, etc) ;

Considérant le travail supplémentaire technique pour le bon maintien de ces points d'apport volontaire (retrait tous les dimanche pour les marchés, nettoyage deux à trois fois par semaine, remplacement des barrières cassées par la mauvaise manutention des usagers, etc) ;

Considérant que ces points d'apport volontaires représentent une occupation de l'espace public au bénéfice des commerçants n'ayant pas de conteneurs ;

Considérant les 4 fractions de déchets concernées (tout-venant, organique, PMC, Papier et Cartons)

DECIDE d'un montant de dérogation de20,00 € par fraction de déchets par mois

Considérant la volonté de la commune de modifier et d'actualiser les tarifs de location du matériel communal afin d'assurer une gestion adaptée aux réalités actuelles ;

Considérant que les tarifs actuellement en vigueur n'ont pas été révisés depuis 2001, ce qui ne reflète plus l'évolution du coût réel du matériel, de son entretien, de son renouvellement ni des charges supportées par la commune ;

Considérant le nombre de demandes de mise à disposition des infrastructures sportives de la commune émanant de clubs ou de particuliers ;

Considérant que la multiplication de ces mises à disposition induit une augmentation des frais à la charge de la commune en terme d'entretien et de dégradation de ces infrastructures ;

Considérant l'amendement du Règlement Propreté de la place Jourdan par le conseil communal du 23.11.2026 ;

Considérant qu'un nouveau dispositif de type « espace-tri » composé de conteneurs enterrés, en définitive financé entièrement par l'Agence régionale pour la propreté, avec une collecte demeurant à sa charge par ailleurs, ne justifie plus de contrepartie financière à l'égard de la commune d'Etterbeek de la part des usagers professionnels, et qu'il y aurait lieu dès lors de supprimer la redevance de 20,00 € par mois et par fraction de déchets « pour dérogation d'usage de conteneurs et l'utilisation des points d'apport volontaire mis à la disposition par la commune sur la place Jourdan », reprise précédemment à l'article 26 du présent règlement ;

Considérant par contre la proposition d'introduire une nouvelle redevance, « pour l'obtention de badges d'accès supplémentaires ou le remplacement, au-delà d'un remplacement annuel gratuit, de badges d'accès dégradé, perdus ou volés permettant l'usage des conteneurs enterrés destinés aux déchets ménagers » à raison de « 10,00 € par badge d'accès, et ce par unité de logement » et donc la proposition de remplacer l'article 26 du Règlement-redevance pour services administratifs en conséquence ;

Règlement-redevances pour services administratifs

Réduction pour les bénéficiaires du statut BIM

Les bénéficiaires du statut BIM, défini par l'intervention majorée de l'assurance santé, peuvent bénéficier des montants réduits, sous réserve de présentation d'une attestation valide de ce statut délivrée par un organisme de mutuelle. L'éligibilité au statut BIM sera vérifiée par l'Administration communale avant application de la réduction.

Article 1 :

Les services rendus aux particuliers dans le cadre du présent règlement donnent lieu au paiement à la commune des redevances relevées ci-après :

1° Légalisation de signature : € 12,00 (BIM € 11,00)

Toutefois, la légalisation de signature dans le cadre d'une autorisation parentale est gratuite.

2° Duplicata de permis d'urbanisme, d'autorisation délivrée par la commune en matière de permis d'environnement : € 12,00

3° Duplicata d'autorisation délivrée par l'autorité supérieure notamment en matière de permis d'environnement : € 12,00

4° Certification conforme de copies de documents : € 12,00 (BIM 11,00)

5° Plans :
a) Plans de la commune (échelle 1/5000e) : € 6,00
En noir et blanc (échelle 1/2500e) : € 12,00

b) Copies de plans de bâtiments, de cartes réglementaires, etc. par numériseur-traceur :

Copie noir/blanc

- Format A0 : € 12,00
- Format A1 : € 8,50
- Format A2 : € 6,00
- Format A3 : € 1,70
- Format A4 : € 0,85

Copie couleur

- Format A0 : € 26,00
- Format A1 : € 17,50
- Format A2 : € 12,00
- Format A3 : € 4,30
- Format A4 : € 2,90

c) Copies de plans sur disque amovible ou clé USB non fournis ou envoi par email/irisbox; par plan : € 1,70

d) Copies de fichiers autres que des plans sur disque amovible ou clé USB non fournis ou envoi par email/irisbox ; par fichier : € 0,60

e) points c) et d) avec un minimum de € 6,00

6° Ouverture de dossiers :

a) Pour l'obtention d'un certificat d'urbanisme, d'un permis d'urbanisme ou d'un permis de lotir :
Les plans introduits et le formulaire de demande sont déterminants pour le montant de la redevance à payer pour l'examen de dossier.

L'administration se réserve le droit d'ajuster ce montant en fonction des surfaces réellement constatées lors de la vérification des plans constitutifs du dossier en cas de divergences entre ces plans et les superficies mentionnées dans le formulaire de demande.

Le montant de cette redevance doit être payé avant la délivrance du permis d'urbanisme, du certificat d'urbanisme ou du permis de lotir.

La superficie de plancher à prendre en compte étant la superficie de plancher déterminée ci-dessus :

-dossiers ne nécessitant ni l'avis du Fonctionnaire délégué ni l'avis de la Commission de concertation
et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 150 m², une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher : 52,00 €

et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 150 m²: 52,00 € + 0,85 €/m²

-dossiers nécessitant l'avis du Fonctionnaire délégué et/ou l'avis de la Commission de concertation
et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 150 m², une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher : 105,00 €

et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 150 m²: 105,00 € + 0,85 €/m²

-dossiers nécessitant l'avis du Fonctionnaire délégué, les mesures particulières de publicité et l'avis de la Commission de concertation

et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination et/ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est inférieure ou égale à 150 m², une démolition, un abattage d'arbre, et la construction, l'installation ou la modification de tout élément constructif non mesurable en superficie plancher : 155,00 €

et dont l'objet de la demande porte sur un aménagement de terrain faisant l'objet d'une demande isolée de toute autre, une construction, une transformation avec ou sans modification du volume, un changement d'affectation, d'utilisation ou de destination ou toute autre modification dont la superficie plancher faisant l'objet de la demande est supérieure à 150 m²: 155,00 € + 0,85 €/m²

-dossiers déposés auprès du Fonctionnaire délégué et nécessitant les mesures particulières de publicité et/ou l'avis de la Commission de concertation : 260,00 €

-dossiers modificatifs (art 126 ou art 191) nécessitant les mesures particulières de publicité et/ou l'avis de la Commission de concertation : 105,00 €

Les affiches sont gratuites.

La délivrance de copies des procès-verbaux et avis de la Commission de concertation n'entraîne pas de frais de recherche.

b) Pour le placement d'appareils automatiques, de pompes à essence: € 43,00

c) Pour l'occupation temporaire de la voie publique (formule simplifiée pour élévateur, container, échafaudages, ou tout autre occupation de la voie publique n'ayant pas d'impact sur la circulation piétonne et/ou automobile et n'entravant pas la sécurité publique) : € 43,00

Ces redevances sont triplées en cas de régularisation d'un placement, d'une occupation, d'une construction ou d'un lotissement effectués sans l'autorisation requise.

7° Recherche d'archives et renseignements urbanistiques :

1) recherches d'archives € 46,00/heure
avec un minimum de : € 46,00

2) renseignements urbanistiques conformes à l'article 275 du code bruxellois de l'aménagement du territoire : € 86,00 (indexés) par adresse

En cas d'urgence, la redevance peut être doublée : € 175,00 par adresse

Toutefois l'exonération de la redevance est appliquée pour les services rendus à des fins scientifiques ou culturelles et dénuées de tout esprit de lucre.

8° Délivrance de photocopies

Format A4 : € 0,30/pièce
Format A3 : € 0,60/pièce

9° Cahiers des charges ou autres documents d'adjudications, de marchés de travaux, de fournitures et services

prix coûtant avec un minimum de : € 35,00

10° Recherches généalogiques ou autres : € 50,00/heure (BIM € 45,00)
-
Montant minimum dû : € 50,00 (BIM € 45,00)

11° Listes périodiques des demandes de permis d'urbanisme, etc…: € 86,00/an

Le Collège des Bourgmestre et Echevins apprécie, compte tenu de l'importance de la liste demandée et de la charge devant en résulter pour la commune, l'opportunité d'octroyer l'abonnement.

Il détermine également la périodicité de la délivrance des listes précitées.

12° Listes électorales : € 0,00

13°Attestation de conformité Horeca

a) Constitution de dossiers administratifs pour l'ouverture, la réouverture, la reprise d'un établissement Horeca au sens du règlement communal du 27 mai 2024 : € 115,00
b) Avis pour le débit de boissons fermentées et/ou autorisation de patente pour le débit de boissons spiritueuses : € 52,00

Ces redevances sont doublées dans le cas d'une régularisation d'une ouverture, réouverture ou reprise sans avoir obtenu les autorisations requises.

14° Constitution d'un dossier de demande de nationalité belge : € 55,00 (BIM € 50,00)

15° Constitution d'un dossier de demande d'enregistrement de cohabitation légale : € 45,00 (BIM € 40,00)

16 ° Enregistrement d'une demande de cessation de cohabitation légale de commun accord : € 35,00 (BIM € 31,00)

17° Enregistrement d'une demande de cessation unilatérale de cohabitation légale : € 380,00 (BIM € 340,00)

18° Changement ou adjonction de prénom(s) pour les citoyens belges, refugiés ou apatrides reconnus :

a) Dossiers ordinaires : € 70,00 (BIM € 63,00) (première demande) et € 700,00 (BIM € 550,00) (toute demande ultérieure) ;

b) Dossiers pour lesquels la gratuité doit exceptionnellement être accordée : € 0,00

Lorsque la personne étrangère est dénuée de prénom lors de l'introduction de sa demande de nationalité ;

Lorsque la personne a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement.

19° Changement de nom pour les citoyens belges, réfugiés ou apatrides reconnus : € 70,00 (BIM € 63,00)

20° Instructions de dossiers en matière d'environnement :

a) déclaration préalable d'environnement (classe 3)- autres que la rubrique 28-1 : € 50,00
b) déclaration préalable d'environnement (classe 3)- rubrique 28-1 (chantiers) : € 200,00 (€ 600,00 en cas de régularisation)
c) demande de permis d'environnement de classe 2 et demande de prolongation de permis d'environnement de classe 2: € 175,00
d) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1B : € 350,00 ;
e) demande de certificats et de permis d'environnement de classes 1A : € 1500,00 ;
f) demande de modification de déclaration de classe 3 ou de permis d'environnement de classe 2: € 50,00.

21° Pour le placement, pour une durée de 5 ans, d'une plaquette commémorative, selon les modalités prévues par le règlement communal relatif au placement de plaquettes commémoratives sur les bancs publics etterbeekois : € 345,00 (BIM € 330,00)

22° Déclaration de changement d'adresse : € 10,00 (BIM : € 9,00)

23° Mise en place de barrières de protection ou de clôtures pour des raisons de sécurité ou de salubrité publiques :

a)pour le chargement, le transport, le placement aux endroits exigés du matériel de signalisation et de protection ad hoc et son enlèvement après usage : € 92,00
b)pour le traitement administratif et techniques des actions prises en urgence : € 200,00 et prise en charge des enlèvements administratifs des véhicules dépannés par le propriétaire du bien responsable de l'incident
c)pour le placement de panneaux en bois sur porte et châssis : € 200,00 en sus du coût réel des matériaux mis en œuvre

24° Occupation de la voie publique :

a)pour l'aide directe aux particuliers ne pouvant remplir eux-mêmes une demande Osiris : € 50,00
b)pour les barrières posées lorsque l'occupation nécessite une fermeture de rue : € 200,00
c)pour les barrières posées lorsque l'occupation ne peut se faire que sur un trottoir, une oreille de trottoir, un quai de bus, … : € 100,00
d)pour l'adaptation éventuelle de la signalisation en cas d'occupation de la voie publique telle que le placement d'un emplacement PMR temporaire, le déplacement d'une zone de livraison, … : € 200,00
e)pour le placement d'une signalisation fixe pour les chantiers d'une durée supérieure à 3 mois : € 200,00
f)pour le traitement et le suivi des chantiers occupant l'espace public (état des lieux avant travaux, récolement et suivi de la réfection) : € 100,00

25° Dégradation de bâtiments publics :

a)pour la recherche des images caméras à charge de l'auteur des faits ou de son responsable légal : € 50,00
b)pour le suivi technique et administratif de la remise en état à charge de l'auteur des faits ou de son responsable légal : € 150,00
c)pour les matériaux mis en œuvre à charge de l'auteur des faits ou de son responsable légal : selon le coût réel des matériau mis en œuvre

26° Pour l'obtention de badges d'accès supplémentaires ou le remplacement de badges d'accès dégradé, perdus ou volés permettant l'usage des conteneurs destinés aux déchets ménagers : 10,00 € par badge et par unité de logement.

27° Constitution d'un dossier pour la demande de séjour d'un ressortissant étranger, comprenant la délivrance de l'annexe correspondante : € 70,00 (BIM € 63,00)

Toutefois, la demande de séjour en vue de l'obtention du statut de réfugié reconnu est gratuite

28° Constitution d'un dossier pour la demande de changement de statut d'un ressortissant étranger, comprenant la délivrance de l'annexe correspondante : € 30,00 (BIM € 27,00)

29° Constitution d'un dossier pour la demande de séjour permanent d'un ressortissant étranger, comprenant la délivrance de l'annexe correspondante : € 30,00 (BIM € 27,00)

30° Pour la constitution d'un nouveau dossier au Registre national à la suite d'une modification de la date de naissance ou du sexe : € 50,00 (BIM € 45,00)

31° Le tournage de films sur le territoire d'Etterbeek donne lieu au paiement d'une redevance

Catégories	Par jour, de 8h00 à 19h00	Par jour, après 19h, le week-end et de jours fériés	Services supplémentaires*
1.Travaux étudiants ou assimilés,	Gratuit	Gratuit	Taux en vigueur
2.Film d'utilité publique ou de prévention	Gratuit	Gratuit	Gratuit
3.Documentaire, court et moyen métrage	500,00 €	700,00 €	Taux en vigueur
4.Film de fiction long métrage	750,00 €	1.000,00 €	Taux en vigueur

5.Film publicitaire et/ou commercial - Film d'entreprise	1.400,00 €	1.800,00 €	Taux en vigueur

*Lorsque le tournage chevauche les plages jour (8h00 - 19h00) et nuit (après 19h00), on applique d'abord le forfait de la plage la plus longue. Les heures effectuées au-delà de cette plage sont ensuite comptées au tarif horaire de l'autre plage.

Les taux horaires sont calculés proportionnellement au montant applicable à la plage horaire concernée, selon la formule suivante :

Taux de jour divisé par 11 heures (durée d'une plage horaire complète de 8h à 19h).

Les taux horaires sont les suivants :

- Catégorie 3 : 500€ / 11 = 45,45€/h
- Catégorie 4 : 750€ / 11 = 68,20€/h
- Catégorie 5 : 1.400€ / 11 = 127,25€/h

Taux de nuit divisé par 13 heures (durée d'une plage horaire complète après 19h).

Les taux horaires sont les suivants :

- Catégorie 3 : 700€ / 13 = 53,85€/h
- Catégorie 4 : 1.000€ / 13 = 76,90€/h
- Catégorie 5 : 1.800€ / 13 = 138,45€/h

Services supplémentaires : le **paiement de la redevance** liée à l'autorisation de tournage **ne dispense pas le bénéficiaire** du paiement de **services supplémentaires** (au taux en vigueur, prévus dans les règlements-taxe ou redevance en application) éventuellement sollicités auprès de la Commune pour la réalisation du tournage (par exemple : fermeture de rue, placement de barrières Nadar ou de panneaux de stationnement, inscription OSIRIS, etc.).

32° Redevances pour la mise à disposition de salles communales, d'espaces publics et de matériel

a) Jardins de la Chasse

Salle	taux/h	Caution	Lun–Jeu (max 2h)	Vendredi (max 3h)	Samedi (max 9h)	Dimanche (max 10h)
Hall d'accueil	30 €/h	300 €	60 €	90 €	270 €	300 €
Salle de l'Europe	20 €/h	200 €	40 €	60 €	180 €	200 €
Réfectoire (sans cuisine)	25 €/h	200 €	50 €	75 €	225 €	250 €
Réfectoire (avec cuisine)	30 €/h	200 €	60 €	90 €	270 €	300 €
Salle Christian Debaty :						
à but lucratif	200 €/h	300 €	400 €	600 €	1800 €	2000
sans but lucratif	30 €/h	300 €	60 €	90 €	270 €	300 €

Dépassement horaire : 300 € pour la première heure et 600,00 € pour les suivantes.

b) Jardins de Fontenay

Salle	Taux/utilisation	Caution
Grande salle	300 €	400 €
Grande salle avec cuisine	400 €	400 €
Petite salle	150 €	400 €

Dépassement horaire : 300 € pour la première heure et 600,00 € pour les suivantes.

c) Réfectoire – La Colombe de la Paix

Bénéficiaires autorisés	Autorisation	Caution	Prix
1. Services communaux, CPAS, Mission locale	Autorisé gratuitement	-	Gratuit
2. Écoles communales situées sur le territoire communal et subsidiées par les communautés	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant	-	300
3. Partis politiques représentés au Conseil (réunion de travail)	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant	-	300
4. Partis politiques représentés au Conseil (conférence, drink, etc.)	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant	-	300
5. ASBL communales (créées, gérées ou financées par la commune)	Autorisé 1x/an gratuitement et puis payant	-	300
6. ASBL avec soutien communal (convention ou subvention régulière)	Autorisé 1x/an payant sous condition (soumis au Collège)	400	300
7. ASBL externes sans ancrage local	Payant	400	750
8. Personnes morales ou physiques etterbeekoises	Payant	400	300
9. Personnes morales ou physiques non etterbeekoises	Payant	400	500
10. Personnel communal, CPAS, Mission Locale	Autorisé 1x/an	-	100

Dépassement horaire : 300 € pour la première heure et 600,00 € pour les suivantes.

d) Mise à disposition des classes

- Occupation occasionnelle : 60 € / classe / jour
- Occupation régulière : 1 000 €/an par créneau hebdomadaire

(un “créneau” = une classe prise un jour par semaine).

Si le demandeur occupe plusieurs classes et/ou plusieurs jours par semaine, le montant est multiplié par le nombre total de créneaux.
Formule : 1 000 € × (nombre de classes par jour) × (nombre de jours par semaine)

Les montants sont calculés pour l’année scolaire ou l’année civile selon la nature de l’occupation.

e) Espace public – Occupation

-

Type d'événement	Taux de base	Taux par jour supplémentaire
Petit événement	200 €	100 €/jour
Moyen événement	500 €	150 €/jour
Grand événement	700 €	200 €/jour

f) Espace public -Interdictions de stationnement

Le demandeur d'une autorisation d'occuper un espace public peut solliciter l'occupation de la voirie pour la pose de panneaux d'interdiction de stationner, uniquement dans le cadre d'évènements organisés sur la voie publique.

Places demandées	Coût par mètre courant / jour	Frais fixes	Total indicatif par jour
1 à 5 places	2,50 €/m/j	100,00 €	2,50 €/m/j + 100,00 €
6 à 10 places	2,50 €/m/j	150,00 €	2,50 €/m/j + 150,00 €
11 à 20 places	2,50 €/m/j	250,00 €	2,50 €/m/j + 250,00 €
Dès 21 places	2,50 €/m/j	350,00 €	2,50 €/m/j + 350,00 €

g) En cas de nécessité, si le personnel communal doit intervenir après une occupation pour le nettoyage et/ou l'évacuation de déchets d'un local ou d'un espace mentionné ci-plus-haut, les taux prévus dans les règlements taxe sur le nettoyage du domaine public et taxe sur les prestations du personnel ouvrier effectuées en matière de santé publique ou en vue du maintien ou du rétablissement de l'ordre public et de la sécurité seront appliqués à la charge du demandeur.

h) Pour la location de matériel :

Table 1,20m (par 15)	3,00 €	Assiette plate (max 120)	0,50 €
Chaise (par 50)	0,50 €	Assiette creuse (max 120)	0,50 €
Portemanteau pour 50 pers.	10,00€	Assiette à dessert (max 120)	0,50 €
Praticable (2x1,20x0,60m)	5,00 €	Couteau (max 120)	0,30 €
Tente (3x3m)	25,00 €	Fourchette (max 120)	0,30 €
Tente (3x6m)	50,00 €	Cuillère (max 120)	0,30 €
Nadar (2,50m)	1,50 €	Cuillère à café (max 120)	0,30 €
Porte-poubelles	1,50 €	Tasse (max 120)	0,30 €
		Sous-tasse (max 120)	0,30 €
		Frigos bahuts	30,00 €
		Verre à vin (max 120) (par 24)	0,30 €
		Verre à bière (max 120) (par 24)	0,30 €
		Verre à champagne (max 120) (par 40)	0,30 €
		Long drinks (max 120) (par 40)	0,30 €
		Gobelets en plastique réutilisable (max 100)	0,10 €

		Assiettes en plastique réutilisable (max 100)	0,10 €

33 °Redevances pour la mise à disposition des salles de gym des écoles communales, préaux et terrain de football Guy Thijs :

Salle de gymnastique ou préau :

Clubs reconnus	7,5€/l'heure
Non reconnus	20€/heure

Stade de football :

Clubs reconnus	6€/l'heure
Non reconnus	50€/heure

En cas d'occupation pour une journée entière ou stage sportif :

	Club Reconnu	Club non reconnu
Pour une salle de gymnastique, un préau	100€/jour	150€/jour
Pour l'occupation du terrain de football communal une journée entière avec infrastructures	200€/jour	250€/jour

Article 2 :

La redevance est payable entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Chaque fois que la chose sera possible, la redevance sera perçue par l'apposition d'une vignette sur le document délivré à consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance sera exigée préalablement à la prestation de service demandée.

Article 3 :

Lorsque les documents, sollicités par des particuliers et des établissements privés, sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition s'ajoutent à la redevance et sont à consigner au moment de la demande, même dans le cas où le service administratif est gratuit.

Article 4 :

A défaut de règlement à l'amiable, le recouvrement de la redevance sera opéré suivant la voie civile légale.

Article 5 :

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2026 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031, sous réserve de modification par une nouvelle délibération du Conseil communal. Le règlement est révisé en fonction des évolutions légales ou des besoins budgétaires de la commune.

Article 6 : Indexation des taux des redevances

Le taux de la redevance est adapté annuellement, pour une période de 6 ans (2026-2031), à l'indice des prix à la consommation du Royaume (base 2013) selon la formule suivante :

taux de base x nouvel indice
indice de base

Le taux de base est le taux spécifié dans le présent règlement.
L'indice de base est l'indice de novembre 2025. Le nouvel indice est l'indice de novembre de l'année précédant l'exercice d'imposition. Après application du coefficient d'indexation, le taux sera arrondi à la deuxième décimale supérieure.

Reglement-retributies voor administratieve diensten – Wijzigingen

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 16 maart 2026 over hetzelfde onderwerp;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarin het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

overwegende dat het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, via eerdere instructies, de gemeenten uitnodigt om het bedrag van hun retributies vast te leggen in functie van de reële kostprijs van de geleverde diensten;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 3 juni 1999 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 1983 houdende aanmoedigingsmaatregelen voor het rationeel energieverbruik;

gelet op de beslissing van 7 februari 2001 van de minister van Leefmilieu van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

gelet op de definitie van een retributie als zijnde de betaling door een particulier voor een door de gemeente verleende dienst die hem persoonlijk ten goede komt;

gelet op het principe dat het bedrag van de retributie moet overeenstemmen met de kostprijs van de verleende dienst voor de gemeente;

gelet op de wet van 18 juni 2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing;

gelet op de omzendbrief van 11 juli 2018 betreffende de bovengenoemde wet van 18 juni waarbij de bevoegdheid voor voornaamswijzigingen wordt overgedragen aan de ambtenaren van de burgerlijke stand en de voorwaarden en de procedure ervan vastlegt;

gelet op het absolute beginsel van keuzevrijheid en vrije wil van elk individu en het beginsel van gelijke behandeling van personen;

gelet op de wet van 7 januari 2024 tot wijziging van het oude Burgerlijk Wetboek en het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten om de procedure voor het wijzigen van een naam te versoepelen,

gelet op het besluit van 5 juni 1997 inzake milieuvergunningen, zoals gewijzigd ;

gelet op de ordonnantie van 22 april 1999 tot vaststelling van de lijst van klasse 1A-installaties;

gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 maart 1999 tot vaststelling van de lijst van installaties van de klassen 1B, 1D, 2, 1C en 3 (waarvoor een milieuvergunning is aangevraagd);

overwegende dat installaties van de klassen 1A, 1B, 1D en 1C onderworpen zijn aan regionale vergunningen en dat installaties van de klassen 2 en 3 onderworpen zijn aan gemeentelijke vergunningen;

overwegende dat het bij klasse 3-installaties gaat om installaties met een gering vermogen of een geringe capaciteit, zoals bepaalde verwarmings- en koelinstallaties en kleine opslagplaatsen, maar ook om werkplaatsen die onder post 28-1 van de lijst van ingedeelde installaties vallen;

gelet op post 28-1 van deze lijst van ingedeelde installaties:

Bouwterrein voor :

de bouw, verbouwing of afbraak van gebouwen, met uitzondering van wegen en kunstwerken, met gebruikmaking van installaties met een totale aandrijfkracht van meer dan 50 kW ;

verbouwing of afbraak van een gebouw, bouwwerk of pijpleiding met een bruto-oppervlakte van meer dan 500 m² waarvoor vóór 1 oktober 1998 bouwvergunning is verleend; met inbegrip van installaties die onder andere posten vallen, met uitzondering van :

in-situ afvalverwijdering,
afzetting van explosieven
saneringslocaties
boren en grondwateropvang";

overwegende dat deze post 28-1 dus betrekking heeft op "grote" locaties, d.w.z. locaties met ten minste één kraan of locaties waar zich gebouwen bevinden met een oppervlakte van meer dan 500 m² en die dus waarschijnlijk asbest bevatten;

overwegende dat deze locaties een uitgebreide controle en inspecties ter plaatse vereisen, zeer vaak aanleiding geven tot klachten en dus vrij tijdrovend zijn, in tegenstelling tot andere installaties van klasse 3 en zelfs de meeste installaties van klasse 2;

gelet op artikel 1, 20° van het reglement betreffende de vergoedingen voor administratieve diensten: "Behandeling van milieudossiers :

a) milieuvergunning klasse 2; € 150,00
b) voorafgaande milieuverklaring (klasse 3): € 30,00
c) aanvraag van milieuattesten en -vergunningen klasse 1B en 1A: € 225,00";

overwegende dat het bedrag van € 30,00 voor klasse 3 verklaringen voor bouwplaatsen bespottelijk is in verhouding tot de werklast die deze dossiers met zich meebrengen voor het gemeentebestuur, alsook in

verhouding tot de budgetten van de aannemers die betrokken zijn bij de bouwplaatsen;

overwegende dat, gezien deze factoren, het passend zou zijn om de retributie voor klasse 3-installaties vallende onder post 28-1 (bouwplaatsen) te verhogen tot € 200,00;

overwegende dat veel bouwplaatsen van start gaan zonder vooraf een aangifte van klasse 3 voor hun werkzaamheden te hebben ingediend; dat zij van deze praktijk moeten worden weerhouden;

overwegende dat daartoe de retributie voor de regularisatie van klasse 3 met betrekking tot bouwplaatsen (rubriek 28-1) moet worden verdrievoudigd;

overwegende voorts dat de retributie voor aanvragen voor regionale milieuvergunningen van klasse 1B (225,00 €) en 1A (225,00 €) niet in overeenstemming is met de werklast die deze aanvragen met zich meebrengen, met name vanwege de openbare onderzoeken, de overlegcomités en, in het geval van 1A-aanvragen, de talrijke begeleidingscomités waaraan de gemeente deelneemt in het kader van de effectstudies;

overwegende bovendien dat de leges die aan Etterbeek worden aangerekend voor milieuvergunningsaanvragen lager zijn dan het gemiddelde van de respectieve leges die door de andere gemeenten worden aangerekend (gemiddelde berekend op basis van 9 Brusselse gemeenten waarvan de leges op hun website kunnen worden geraadpleegd: WSL, WSP, Vorst, Jette, Koekelberg, Molenbeek, St-Gilles, Schaarbeek en Ukkel);

rekening houdend met het feit dat dit gemiddelde (dat geen rekening houdt met de retributies die in bepaalde gemeenten verdubbeld worden in geval van regularisatie) als volgt is

Klasse 3: €74
Klasse 2: 176
Klasse 1B: 324 euro
Klasse 1A: 1107 euro;

overwegende dat het dus nodig zou zijn om de leges voor klasse 3 aangiften en klasse 1B en 1A vergunningsaanvragen aan te passen;

overwegende dat bovendien tot op heden geen vergoeding verschuldigd was voor aanvragen tot wijziging en uitbreiding van milieuvergunningen; dat het noodzakelijk is een vergoeding te heffen die in verhouding staat tot de werklast die dergelijke aanvragen met zich meebrengen;

overwegende dat artikel 1, 19°, van de verordening betreffende de vergoedingen voor administratieve diensten derhalve als volgt moet worden gewijzigd:

aanwijzingen voor milieudossiers :

a) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) - andere dan rubriek 28-1: € 50,00
b) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) - rubriek 28-1 (bouwplaatsen): € 200,00 (€ 600,00 in geval van regularisatie)
c) aanvraag milieuvergunning klasse 2 en aanvraag tot uitbreiding van een milieuvergunning klasse 2: € 175,00
d) aanvraag van milieuattesten en vergunningen klasse 1B: € 350,00 ;
e) aanvraag voor milieucertificaten en vergunningen klasse 1A: € 1.500,00 ;
f) aanvraag tot wijziging van een klasse 3 verklaring of klasse 2 milieuvergunning: € 50,00.

overwegende dat deze wijziging in werking zou moeten treden voor verklaringen en aanvragen van milieuvergunningen ingediend op of na 1 januari 2025, gelijktijdig met de wijziging met betrekking tot

openbare onderzoeken in stedenbouwkundige planning ;

Overwegende dat, gelet op de fiscale gelijkheid en sociale rechtvaardigheid, de gemeente van plan is om voor personen die recht hebben op het RVT-statuut de kost verbonden aan de afgifte van administratieve documenten te verminderen. Dat het recht op het RVT-statuut voortvloeit uit objectieve criteria vastgelegd door of krachtens de wet; Dat deze maatregel een doel van algemeen belang nastreeft, dat het erin bestaat om de fiscale gelijkheid aan te moedigen en de toegang tot administratieve documenten mogelijk te maken voor de zwaksten, zonder het begrotingsevenwicht in gevaar te brengen; Dat bijgevolg deze te lage belasting in overeenstemming met het principe van gelijkheid en non-democratie is;

Gelet op het feit dat de Dienst Demografie, in het kader van haar opdrachten, een reeks administratieve diensten verleent aan de burgers, waaronder met name de behandeling van aanvragen voor adreswijziging;

Gelet op het feit dat deze diensten kosten en lasten voor de gemeente met zich meebrengen en dat het billijk is om deze kosten ten laste te leggen van de begunstigden via retributies, opgenomen in het "Reglement-retributies voor administratieve diensten", goedgekeurd door de Gemeenteraad op 15 december 2025;

Gelet op het feit dat de dienst Openbare Werken in het kader van zijn taken een reeks administratieve diensten verleent aan burgers, met name met betrekking tot de bezetting van de openbare weg, de beveiliging van de openbare ruimte en schade aan openbare gebouwen;

Gelet op het feit dat deze diensten kosten en lasten voor de gemeente met zich meebrengen en dat het billijk is om deze kosten door te berekenen aan de begunstigden door middel van retributies, die zijn vastgelegd in het reglement “Retributies voor administratieve diensten” dat op 15 december 2025 door de gemeenteraad is goedgekeurd;

Overwegende de wijziging van het reglement voor het Jourdanplein en de verplichting voor professionelen om containers voor hun afval te gebruiken;

Gezien de afwijking waardoor handelaars die op hun terrein geen ruimte hebben om hun containers op te slaan, gebruik kunnen maken van de vrijwillige afgiftepunten die de gemeente ter beschikking stelt;

Overwegende het extra administratieve werk dat nodig is voor de correcte installatie van deze vrijwillige afgiftepunten (opstellen van afwijkingen, bezoeken ter plaatse, coördinatie met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, enz;)

Overwegende de bijkomende technische werkzaamheden die nodig zijn voor het onderhoud van deze vrijwillige afgiftepunten (elke zondag wegbrengen voor de markten, twee- of driemaal per week schoonmaken, vervangen van de barrières die kapot zijn gegaan door een slechte behandeling door de gebruikers, enz.

Overwegende het feit dat deze vrijwillige afgiftepunten een beslag leggen op de openbare ruimte ten voordele van de handelaars die niet over containers beschikken;

Overwegende de 4 betrokken afvalfracties (alle afval, organisch afval, PMD, papier en karton)

BESLUIT tot een vrijstellingsbedrag van 20,00 € per afvalfractie per maand

Overwegende de wens van de gemeente om de huurprijzen van gemeentelijk materieel te wijzigen en aan te passen om een beheer te garanderen dat is afgestemd op de huidige realiteit;

Overwegende dat de huidige tarieven sinds 2001 niet meer zijn herzien, waardoor ze niet langer een weerspiegeling zijn van de werkelijke kosten van het materieel, het onderhoud en de vervanging ervan,

noch van de lasten die de gemeente draagt;

Overwegende het aantal aanvragen van clubs en particulieren om gebruik te mogen maken van de sportinfrastructuur van de gemeente;

Overwegende dat de toename van het aantal aanvragen leidt tot een stijging van de kosten voor de gemeente in termen van onderhoud en slijtage van deze infrastructuur;

Overwegende de wijziging van het Reglement voor de netheid op het Jourdanplein door de gemeenteraad van 23.11.2026;

Overwegende dat een nieuwe voorziening van het type 'sorteerzone', bestaande uit ondergrondse containers, uiteindelijk volledig wordt gefinancierd door het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, dat bovendien instaat voor de ophaling, waardoor een financiële tegenprestatie ten aanzien van de gemeente Etterbeek vanwege de professionele gebruikers niet langer gerechtvaardigd is, en dat het derhalve aangewezen is om de retributie van € 20,00 per maand en per afvalfractie af te schaffen voor de afwijking op het gebruik van containers en het gebruik van de vrijwillige inzamelpunten die door de gemeente op het Jourdanplein ter beschikking worden gesteld, zoals voorheen opgenomen in artikel 26 van onderhavig reglement;

Overwegende daarentegen het voorstel om een nieuwe retributie in te voeren voor het verkrijgen van bijkomende toegangspasjes of voor de vervanging, boven op één gratis vervanging per jaar, van beschadigde, verloren of gestolen toegangspasjes waarmee toegang wordt verkregen tot de ondergrondse containers voor huishoudelijk afval, ten bedrage van € 10,00 per toegangspasje en per wooneenheid, en bijgevolg het voorstel om artikel 26 van het Retributiereglement voor administratieve diensten dienovereenkomstig te vervangen;

Reglement betreffende retributies voor administratieve diensten

Vermindering voor de begunstigden van het RVT-statuut
De begunstigden van het RVT-statuut, omschreven als de verhoogde tegemoetkoming in gezondheidskosten, kunnen genieten van verminderde bedragen, op vertoon van een geldig attest van dit sociaal statuut afgeleverd door een mutualiteit. Het gemeentebestuur zal nakijken of de persoon in kwestie in aanmerking komt voor het RVT-statuut alvorens het toe te passen.

Artikel 1:

De diensten die in het kader van dit reglement aan particulieren worden geleverd, geven aanleiding tot de betaling aan de gemeente van de hierna vermelde retributies:

1° Légalisation de signature : €12,00 (BIM € 11,00)

De legalisatie van een handtekening in het kader van een ouderlijke toestemming is echter gratis.

2° Duplicaten van stedenbouwkundige vergunningen, van milieuvergunningen uitgereikt door de gemeente: € 12,00

3° Duplicaten van vergunningen uitgereikt door de hogere overheid, in het bijzonder inzake milieuvergunningen: € 12,00

4° Gecertificeerde kopieën van documenten € 12,00 (BIM € 11,00)

5° Plannen:

a)Plannen van de gemeente (schaal 1/5000): € 6,00

In zwart en wit (schaal 1/2500): € 12,00

b)Kopieën van plannen van gebouwen, reglementaire kaarten, enzovoort, met scanner-traceerapparaat:

Zwart-witkopie

- Formaat A0: € 12,00
- Formaat A1: € 8,50
- Formaat A2: € 6,00
- Formaat A3: € 1,70
- Formaat A4: € 0,85

Kleurenkopie

- Formaat A0: € 26,00
- Formaat A1: € 17,50
- Formaat A2: € 12,00
- Formaat A3: € 4,30
- Formaat A4: € 2,90

c)Kopieën van plannen op niet-geleverde verwisselbare harde schijf of USB-stick of verstuurd via e-mail/Irisbox; per plan: € 1,70

d)Kopieën van bestanden anders dan plannen op een niet-geleverde verwisselbare harde schijf of USB-stick of verzonden via e-mail/Irisbox; per bestand: € 0,60

e) punten c) en d) met een minimum van € 6,00

6° Openen van dossiers:

a)Voor het verkrijgen van een stedenbouwkundig attest, een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning:

De ingediende plannen en het aanvraagformulier zijn bepalend voor het bedrag van de te betalen retributie voor het onderzoek van het dossier.

In geval van verschil tussen deze plannen en de oppervlaktes vermeld in het aanvraagformulier, behoudt het bestuur zich het recht om het bedrag aan te passen in functie van de werkelijke oppervlakte vastgesteld bij het nazicht van de desbetreffende plannen.

Het bedrag van deze retributie moet worden betaald voor de uitreiking van de stedenbouwkundige vergunning, het stedenbouwkundig attest of de verkavelingsvergunning.

De in aanmerking te nemen vloeroppervlakte is de hiervoor bepaalde vloeroppervlakte:

- dossiers die noch het advies van de gemachtigde ambtenaar noch het advies van de overlegcommissie vereisen en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m², het afbreken,

het vellen van bomen en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte: 52,00 €

en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m²: 52,00 € + 0,85 €/m²

- dossiers die het advies van de gemachtigde ambtenaar en/of het advies van de overlegcommissie vereisen en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m², het afbreken, het vellen van bomen en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte: 105,00 €

en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m²: 105,00 € + 0,85 €/m²

- dossiers die het advies van de gemachtigde ambtenaar, de speciale regelen van openbaarmaking en het advies van de overlegcommissie vereisen en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik en/of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m², het afbreken, het vellen van bomen en het bouwen, het inrichten of de wijziging van elk niet-meetbaar bouwelement in vloeroppervlakte: 155,00 €

en waarvan het voorwerp van de aanvraag strekt tot het inrichten van terreinen die het voorwerp uitmaken van een geheel afzonderlijke aanvraag, het bouwen, het verbouwen met of zonder wijziging van volume, het wijzigen van de bestemming, het wijzigen van het gebruik of elke andere wijziging waarvan de vloeroppervlakte die het voorwerp uitmaakt van de aanvraag lager of gelijk is aan 150 m²: 155,00 € + 0,85 €/m²

- dossiers die bij de bemachtigde ambtenaar werden ingediend en die de speciale regelen van openbaarmaking en/of het advies van de overlegcommissie vereisen: 260,00 €

- gewijzigde dossiers (art 126 of 191) en die de speciale regelen van openbaarmaking en/of het advies van de Overlegcommissie vereisen: 105,00 €

De affiches zijn gratis.

De afgifte van afschriften van de notulen en adviezen van de overlegcommissie geeft geen aanleiding tot opzoekingkosten.

b) voor de plaatsing van automatische toestellen, benzinepompen: € 43,00

c) Voor tijdelijke bezetting van de openbare weg (vereenvoudigde formule voor liften, containers, steigers of elke andere bezetting van de openbare weg die geen invloed heeft op het voetgangers- en/of autoverkeer en de openbare veiligheid niet in het gedrang brengt): € 43,00

Deze retributies worden verdriedubbeld in geval van regularisatie van een plaatsing, een bezetting, een bouw of een verkaveling uitgevoerd zonder de vereiste vergunning.

7° Opzoekingen in de archieven en stedenbouwkundige inlichtingen:

1)opzoeking in de archieven: € 46,00/uur

met een minimum van € 46,00

2)stedenbouwkundige inlichtingen overeenkomstig artikel 275 van het Brussels wetboek van de ruimtelijke ordening: € 86,00 (geïndexeerd) per adres.

Bij een spoedprocedure kan de retributie verdubbeld worden: 175,00 € per adres.

De vrijstelling van de retributie is enkel van toepassing op de geleverde diensten met wetenschappelijke of culturele doeleinden en zonder enig winstoogmerk.

8° Uitreiken van fotokopieën

Formaat A4 : € 0,30/stuk
Formaat A3 : € 0,60/stuk

9° Lastenboeken of andere documenten in verband met aanbestedingen, opdrachten voor werken, leveringen en diensten kostprijs met een minimum van € 35,00

10° Opzoeking in verband met de stamboom of andere: € 50,00/uur (RVT € 45,00)

Minimaal verschuldigd bedrag: € 50,00 (RVT € 45,00)

11° Periodieke lijsten van aanvragen van stedenbouwkundige vergunningen, enz.: € 86,00/jaar

Het college van burgemeester en schepenen oordeelt over de gepastheid voor de toekenning van het abonnement, rekening houdend met de omvang van de gevraagde lijsten en van de lasten die er voor de gemeente uit zouden voortvloeien.

Het college bepaalt ook de tijdstrippen waarop deze lijsten kunnen worden uitgereikt.

12° Kiezerslijsten: € 00,00

(voor de exemplaren uitgereikt aan de als zodanig erkende democratische politieke partijen geldt dit tarief enkel vanaf het 3e exemplaar in overeenstemming met artikel 17 van het Kieswetboek).

13° Conformiteitsattest Horeca

a) Opmaken van administratieve dossiers voor de opening, heropening of overname van een horecazaak in overeenstemming met de gemeenteverordening van 27 mei 2024: 115 €
b) Advies voor het schenken van gegiste dranken en/of vergunning voor het schenken van sterke dranken: 52 €
c) Advies voor de Kansspelcommissie: 52 €

Deze vergoedingen worden verdubbeld in geval van een regularisatie van een opening, heropening of overname zonder de vereiste vergunningen te hebben verkregen.

14° Opmaak van een dossier voor het aanvragen van de Belgische nationaliteit: € 55,00 (RVT € 50,00)

15° Opmaak van een dossier voor het aanvragen van de registratie van wettelijk samenwonen: € 45,00 (RVT € 40,00)

16° Registratie van een verzoek tot beëindiging van de wettelijke samenwoning met wederzijds akkoord: € 35,00 (RVT € 31,00)

17° Registratie van een aanvraag tot eenzijdige stopzetting van het wettelijk samenwonen: € 380,00 (RVT € 340,00)

18° Wijziging of toevoeging van voorna(a)m(en) voor Belgische burgers, erkende vluchtelingen of staatlozen:

a)Gewone dossiers: € 70,00 (RVT € 63,00) (eerste aanvraag) en € 700,00 (RVT € 550,00) (latere aanvragen)

b)Dossiers waarvoor uitzonderlijk kosteloosheid wordt toegekend: 0,00 euro

Wanneer de buitenlandse persoon geen voornaam heeft bij de indiening van zijn nationaliteitsaanvraag;

Wanneer de persoon de overtuiging heeft dat het geslacht vermeld in zijn of haar geboorteakte niet overeenkomt met zijn of haar innerlijk beleefde genderidentiteit;

19° Naamswijziging voor Belgische onderdanen, erkende vluchtelingen of staatlozen: € 70,00 (RVT € 63,00)

20° Onderzoek van dossiers in verband met milieu:

a) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) - andere dan rubriek 28-1: € 50,00
b) voorafgaande milieuaangifte (klasse 3) - rubriek 28-1 (bouwplaatsen): € 200,00 (€ 600,00 in geval van regularisatie)
c) aanvraag milieuvergunning klasse 2 en aanvraag tot uitbreiding van een milieuvergunning klasse 2: € 175,00
d) aanvraag van milieuattesten en vergunningen klasse 1B: € 350,00 ;
e) aanvraag voor milieucertificaten en vergunningen klasse 1A: € 1.500,00;
f) aanvraag tot wijziging van een klasse 3 verklaring of klasse 2 milieuvergunning: € 50,00.

21° Voor de plaatsing van een gedenkplaatje voor een duur van 5 jaar, volgens de modaliteiten van het gemeentereglement betreffende het aanbrengen van gedenkplaatjes op de openbare Etterbeekse zitbanken: € 345,00 (RVT € 330,00).

22° Aangifte van adreswijziging: € 10,00(RVT € 9,00)

23° Het plaatsen van beschermende barrières of omheiningen om redenen van openbare veiligheid of gezondheid:

a) voor het laden, vervoeren en plaatsen van ad hoc signalisatie en beschermingsmiddelen op de vereiste plaatsen en het verwijderen ervan na gebruik: € 92,00
b) voor de administratieve en technische afhandeling van noodacties: € 200,00 en betaling voor de administratieve verwijdering van voertuigen die gerepareerd zijn door de eigenaar van het onroerend goed dat verantwoordelijk is voor het incident
c) voor het plaatsen van houten panelen op deuren en ramen: € 200,00 bovenop de werkelijke kosten van de gebruikte materialen.

24° Gebruik van de openbare weg:

a) voor directe hulp aan particulieren die niet in staat zijn om zelf een Osiris-aanvraag in te vullen: € 50,00
b) voor omheiningen die worden geplaatst wanneer de bezetting nog niet is voltooid.
c) voor slagbomen die geplaatst worden wanneer de bezetting alleen kan plaatsvinden op een trottoir, een stoeprand, een busperron, etc.: € 100,00
d) voor elke aanpassing van de signalisatie in geval van een bezetting van de openbare weg, zoals de installatie van een tijdelijke PBM-ruimte, de verplaatsing van een leverzone, enz.
e) voor de installatie van vaste signalisatie voor werven die langer dan 3 maanden duren: € 200,00
f) voor de behandeling en opvolging van werven die de openbare ruimte in beslag nemen (inventarisatie van de inrichting vóór de werken, inspectie en opvolging van de herstellingen): € 100,00

25° Schade aan openbare gebouwen:

a) voor het zoeken naar camerabeelden op kosten van de dader of zijn wettelijke voogd: € 50,00
b) voor de technische en administratieve opvolging van de herstelling, op kosten van de dader of zijn wettelijke voogd: € 150,00
c) voor de gebruikte materialen, op kosten van de dader of zijn wettelijke voogd: volgens de werkelijke kosten van de gebruikte materialen.

26° Voor het verkrijgen van bijkomende toegangspasjes of voor de vervanging van beschadigde, verloren of gestolen toegangspasjes die toegang verlenen tot de containers voor huishoudelijk afval: € 10,00 per toegangspasje en per wooneenheid.

27° Opmaak van een dossier voor de verblijfsaanvraag van een buitenlandse onderdaan, inclusief het afleveren van de bijbehorende bijlage: € 70,00 (RVT € 63,00)

Echter, de verblijfsaanvraag met het oog op het verkrijgen van de status van erkende vluchteling is gratis

28° Opmaak van een dossier voor de aanvraag tot wijziging van de status van een buitenlandse onderdaan, inclusief het afleveren van de bijbehorende bijlage: € 30,00 (RVT € 27,00)

29° Opmaak van een dossier voor de aanvraag van permanent verblijf van een buitenlandse onderdaan, inclusief het afleveren van de bijbehorende bijlage: € 30,00 (RVT € 27,00)

30° Voor de opmaak van een nieuw dossier in het Rijksregister naar aanleiding van een wijziging van de geboortedatum of het geslacht: € 50,00 (RVT € 45,00)

31° Het filmen van films op het grondgebied van Etterbeek is onderworpen aan de betaling van een retributie

Categorieën	Per dag, van 8.00 tot 19.00 uur	Per dag, na 19.00 uur, in het weekend en op feestdagen	Aanvullende diensten *
1. Jobstudenten of gelijkgesteld	Gratis	Gratis	tarief in voege
2. Film van openbaar nut of preventiefilm	Gratis	Gratis	Gratis
3. Documentaire, kort- en middellangspeelfilm	500,00 €	700,00 €	tarief in voege
4. Fictiefilm – langspeelfilm	750,00 €	1.000,00 €	tarief in voege

5. Reclamefilm en/of commerciële film – bedrijfsfilm	1.400,00 €	1.800,00 €	tarief in voege

* Wanneer de opnames zowel de dagperiode (8.00–19.00 uur) als de nachtperiode (na 19.00 uur) overlappen, wordt eerst het forfait van de langste periode toegepast. De uren die buiten deze periode vallen, worden vervolgens aangerekend aan het uurtarief van de andere periode.
De uurtarieven worden proportioneel berekend op basis van het bedrag dat van toepassing is op de betrokken tijdsperiode, volgens de volgende formule:
Dagprijs gedeeld door 11 uur (duur van een volledige dagperiode van 8.00 tot 19.00 uur).
De uurtarieven zijn als volgt:

- Categorie 3 : 500€ / 11 = 45,45€/u
- Categorie 4 : 750€ / 11 = 68,20€/u
- Categorie 5 : 1.400€ / 11 = 127,25€/hu

Nachtprijs gedeeld door 13 uur (duur van een volledige nachtperiode na 19.00 uur).

De uurtarieven zijn als volgt :

- Categorie 3 : 700€ / 13 = 53,85€/u
- Categorie 4 : 1.000€ / 13 = 76,90€/u
- Categorie 5 : 1.800€ / 13 = 138,45€/u

Aanvullende diensten: de betaling van de retributie verbonden aan de filmautorisatie ontslaat de begunstigde niet van de betaling van eventuele aanvullende diensten (tegen het geldende tarief, zoals voorzien in de toepasselijke belasting- of retributiereglementen) die bij de Gemeente worden aangevraagd voor de uitvoering van de opnames (bijvoorbeeld: straatafsluiting, plaatsing van nadarhekkens of parkeerverbodsborden, OSIRIS-registratie, enz.).

32° Retributies voor het ter beschikking stellen van gemeentelijke zalen, openbare ruimten en materiaal

a) Jardins de la Chasse

Zaal	tarief/u	waarborg	maa-dond (max 2u)	vrijdag (max 3u)	zaterdag (max 9u)	zondag (max 10u)
Onthaalhal	30 €/u	300 €	60 €	90 €	270 €	300 €
Europazaal	20 €/u	200 €	40 €	60 €	180 €	200 €
Refter (zonder keuken)	25 €/u	200 €	50 €	75 €	225 €	250 €
Refter (met keuken)	30 €/u	200 €	60 €	90 €	270 €	300 €
Zaal Christian Debaty:						
met winstoogmerk	200 €/h	300 €	400 €	600 €	1800 €	2000
zonder winstoogmerk	30 €/h	300 €	60 €	90 €	270 €	300 €

Overschrijding van de gebruiksduur: 300 € voor het eerste extra uur en 600,00 € voor elk volgend uur.

b) Jardins de Fontenay

Zaal	Tarief/gebruik	Waarborg
Grote zaal	300 €	400 €
Grote zaal met keuken	400 €	400 €
Kleine zaal	150 €	400 €

Overschrijding van de gebruiksduur: 300 € voor het eerste extra uur en 600,00 € voor elk volgend uur.

c) Refter – La Colombe de la Paix

Toegelaten begunstigden	Toelating	Waarborg	Prrijs
1. Gemeentediensten, OCMW, Lokale Missie	Gratis toegelaten	-	Gratis
2. Gemeentescholen op het gemeentelijk grondgebied, gesubsidieerd door de gemeenschappen	1x/jaar gratis, daarna betalend	-	300
3. Politieke partijen vertegenwoordigd in de Raad (werkvergadering)	1x/jaar gratis, daarna betalend	-	300
4. Politieke partijen vertegenwoordigd in de Raad	1x/jaar gratis, daarna betalend	-	300
5. Gemeentelijke vzw's (opgericht, beheerd of gefinancierd door de gemeente)	1x/jaar gratis, daarna betalend	-	300
6. Vzw's met gemeentelijke steun (overeenkomst of structurele subsidie)	1x/jaar betalend onder voorwaarden (voorlegging aan het College)	400	300
7. Externe vzw's zonder lokale verankering	Betalend	400	750
8. Etterbeekse rechtspersonen of natuurlijke personen	Betalend	400	300
9. Niet-Etterbeekse rechtspersonen of natuurlijke personen	Betalend	400	500
10. Gemeentepersoneel, OCMW, Lokale Missie	1x/jaar toegelaten	-	100

Overschrijding van de gebruiksduur: 300 € voor het eerste extra uur en 600,00 € voor elk volgend uur.

d) Terbeschikkingstelling van klaslokalen

- Occasioneel gebruik: 60 € / klas / dag
- Regelmatig gebruik: 1.000 €/jaar per wekelijks tijdslot(een "tijdslot" = één klas die één vaste dag per week wordt gebruikt)

Indien de aanvrager meerdere klassen en/of meerdere dagen per week gebruikt, wordt het bedrag vermenigvuldigd met het totaal aantal tijdsloten.Formule: 1.000 € × (aantal klassen per dag) × (aantal dagen per week)

De bedragen worden berekend per schooljaar of kalenderjaar, naargelang de aard van het gebruik.

e) Openbare ruimte – Inname

-

Type evenement	Basistarief	Tarief per bijkomende dag
Klein evenement	200 €	100 €/dag
Middelmatig evenement	500 €	150 €/dag
Groot evenement	700 €	200 €/dag

f) Openbare ruimte – Parkeerverboden

De aanvrager van een vergunning voor het innemen van de openbare ruimte kan, uitsluitend in het kader van evenementen op de openbare weg, ook de inname van de rijweg aanvragen voor het plaatsen van parkeerverbodsborden.

Aantal gevraagde plaatsen	Kost per lopende meter / dag	Vaste kosten	Indicatief totaal per dag
1 tot 5 plaatsen	2,50 €/m/d	100,00 €	2,50 €/m/d + 100,00 €
6 tot 10 plaatsen	2,50 €/m/d	150,00 €	2,50 €/m/d+ 150,00 €
11 to 20 plaatsen	2,50 €/m/d	250,00 €	2,50 €/m/d + 250,00 €
Vanaf 21 plaatsen	2,50 €/m/d	350,00 €	2,50 €/m/d + 350,00 €

g) Indien het gemeentepersoneel na een gebruik moet tussenkomen voor de reiniging en/of het verwijderen van afval uit een lokaal of een hierboven vermelde ruimte, worden de tarieven toegepast die voorzien zijn in de belastingreglementen betreffende de reiniging van het openbaar domein en de prestaties van arbeiderspersoneel in het kader van de volksgezondheid of het handhaven of herstellen van de openbare orde en veiligheid. Deze kosten worden doorgerekend aan de aanvrager.

h) Voor de verhuur van materiaal:

Tafel 1,20m (per 15)	3,00 €	Plat bord (max 120)	0,50 €
Stoel (per 50)	0,50 €	Diep bord (max 120)	0,50 €
Kapstok voor 50 pers	10,00 €	Dessertbord (max 120)	0,50 €
Verhoog (2x1,20x0,60m)	5,00 €	Mes (max 120)	0,30 €
Tent (3x3m)	25,00 €	Vork (max 120)	0,30 €
Tent (3x6m)	50,00 €	Lepel (max 120)	0,30 €
Nadar (2,50m)	1,50 €	Koffielepel (max 120)	0,30 €
Vuilniszakhouder	1,50 €	Tas (max 120)	0,30 €
		Ondertas (max 120)	0,30 €
		koelkast	30,00 €
		Wijnglas (max 120) (per 24)	0,30 €
		Bierglas (max 120) (per 24)	0,30 €
		Champagneglas (max 120) (per 40)	0,30 €
		Long drinks (max 120) (per 40)	0,30 €
		Herbruikbare plastic bekers (max 100)	0,10 €
		Herbruikbare plastic borden (max 100)	0,10 €

33° Gemeentelijk reglement betreffende de erkenning, de subsidiëring en de terbeschikkingstelling van de gemeentelijke sportinfrastructuur

Gymzaal of gesloten overdekte ruimte:

Erkende clubs	7,5€/l'heure
Niet erkende	20€/heure

Voetbalveld :

Erkende clubs	6€/l'heure
Niet erkende	50€/heure

En cas d'occupation pour une journée entière ou stage sportif :

	Erkende club	Niet erkende club
Voor een gymzaal of gesloten overdekte ruimte	100€/dag	150€/dag
Voor het gebruik van het gemeentelijk voetbalveld gedurende een volledige dag, inclusief infrastructuren.	200€/dag	250€/dag

Artikel 2:

De retributie moet worden betaald aan de gemeenteontvanger, zijn aangestelde of de daartoe aangestelde beambten.

Indien mogelijk wordt de retributie geïnd door een zegel op het uitgereikte document te plakken en zal een borgstelling van een bedrag dat gelijk is aan dat van de retributie worden gevraagd voordat de gevraagde dienst wordt verleend.

Artikel 3:

Wanneer documenten die aangevraagd worden door particulieren of private instellingen per post verzonden worden, worden de verzendingskosten opgeteld bij het bedrag van de retributie en geconsigneerd op het moment dat de dienst wordt aangevraagd, eveneens in het geval dat de administratieve prestatie gratis is.

Artikel 4:

Bij gebrek aan minnelijke schikking zal de invordering van de retributie langs burgerlijke weg gebeuren.

Artikel 5:

Dit reglement treedt in werking op 1 januari 2026 en blijft van toepassing tot 31 december 2031, behoudens wijziging door een nieuw besluit van de Gemeenteraad. Het reglement wordt herzien in functie van wettelijke evoluties of de budgettaire behoeften van de gemeente.
Artikel 6: Indexering van de tarieven van de heffingen
Het tarief van de heffing wordt jaarlijks aangepast, voor een periode van 6 jaar (2026-2031), aan de consumptieprijsindex van het Koninkrijk (basis 2013) volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{Basistarief x Nieuxe index}}{\text{basisindex}}$$

Het basis-tarief is het tarief dat in dit reglement wordt vermeld.
De basisindex is de index van november 2025. De nieuwe index is de index van november van het jaar voorafgaand aan het belastingjaar. Na toepassing van de indexeringscoëfficiënt wordt het tarief afgerond op het tweede decimaal naar boven.

2 annexes / 2 bijlagen

104.161.01 Redevances pour services administratifs.FR.Annexe.docx, 104.161.01 Redevances pour services administratifs.NL.Annexe.docx

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

22 **Règlement régional commun des bibliothèques publiques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale - Modification à partir du 1/1/2027 – Approbation**

Le conseil communal,

Considérant que le conseil communal, lors de sa séance du 22 février 2021, a approuvé la convention entre la Commission communautaire flamande (VGC) et la commune d'Etterbeek relative à l'adhésion de la bibliothèque publique communale au réseau bruxellois des bibliothèques publiques ;

Considérant que le conseil d'administration, lors de sa réunion du 15 septembre 2021, a émis un avis favorable sur la convention de collaboration ;

Considérant que l'équipe de la bibliothèque adhère pleinement au principe de la gratuité des services de base (ouvrages et équipements de la bibliothèque) ainsi qu'à l'application d'un tarif uniforme pour les amendes, les frais de port, etc. ;

Considérant que la convention de collaboration entre la Commission communautaire flamande, les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'ASBL Muntpunt relative à l'application d'un règlement régional commun dans l'ensemble des bibliothèques publiques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale a été approuvée par le conseil communal du 27 juin 2024 ;

Considérant que le règlement régional est entré en vigueur le lundi 4 septembre 2023 ;

Considérant qu'à la suite d'une évaluation, les parties participantes ont constaté que plusieurs disposition du règlement régional devraient être adaptées afin de répondre aux évolutions du réseau des bibliothèques bruxelloises ainsi qu'aux nouveaux besoins en matière de services au public ;

Considérant que, conformément à l'article 11 de la convention de collaboration, le règlement régional commun peut être modifié en intégrant les modifications dans une nouvelle version du règlement, en la faisant approuver par l'ensemble des parties et en fixant une date d'entrée en vigueur ;

Considérant que les modifications proposées portent sur :

- la généralisation de l'utilisation de la carte d'identité électronique comme carte de membre des

bibliothèques bruxelloises ;
- la modification du tarif du prêt inter-bibliothèques qui sera porté de 2 euros à 5 euros ;
- la modification de la durée de prêt de trois à quatre semaines et la réduction du nombre de prolongations de deux à une ;
- la suppression de réservations d'ouvrages disponibles en rayon dans une bibliothèque ;

Considérant que ces modifications ont été discutées au sein de la Concertation des bibliothécaires et de la concertation des échevins du réseau des bibliothèques publiques néerlandophones de Bruxelles ;

Considérant ces modifications n'ont aucun impact budgétaire pour la commune ;

Considérant que les modifications approuvées entreront en vigueur le 1er janvier 2027, sous réserve de leur approbation par l'ensemble des parties à la convention de collaboration ;

DÉCIDE d'approuver, avec effet au 1er janvier 2027, les modifications du règlement régional commun des bibliothèques publiques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale, telles que reprises en annexe à la présente décision.

Gemeenschappelijk Regioreglement van de Nederlandstalige openbare bibliotheken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Wijziging vanaf 1/1/2027 – Goedkeuring

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad tijdens haar zitting van 22 februari 2021 het convenant tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en de gemeente Etterbeek betreffende de aansluiting van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek op het Brussels netwerk Openbare Bibliotheken heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de Raad van Bestuur tijdens haar zitting van 15 september 2021 de samenwerkingsovereenkomst positief hebben geadviseerd;

Overwegende dat het bibliotheekteam zich volledig schaart achter het principe van de gratis basisdienstverlening (materialen en faciliteiten van de bib) en een één gemaakt tarief voor boetes, portkosten e.d.;

Overwegende dat de samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en vzw Muntpunt betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest werd goedgekeurd op de gemeenteraad van 27 juni 2024;

Overwegende dat het regioreglement in werking trad op maandag 4 september 2023;

Overwegende dat de deelnemende partijen na evaluatie hebben vastgesteld dat een aantal bepalingen van het regioreglement dienen te worden aangepast om tegemoet te komen aan evoluties binnen het netwerk van de Brusselse bibliotheken en aan gewijzigde noden inzake publiekswerking;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 11 van de samenwerkingsovereenkomst het gemeenschappelijke regioreglement kan worden gewijzigd door de wijzigingen op te nemen in een nieuwe versie van het reglement, deze door alle partijen te laten goedkeuren en een datum van inwerkingtreding vast te leggen;

Overwegende dat de voorgestelde wijzigingen betrekking hebben op:

- de veralgemening van het gebruik van de elektronische identiteitskaart als lidkaart van de Brusselse bibliotheken;
- de aanpassing van het tarief voor het interbibliothecair leenverkeer van € 2 naar € 5;
- de wijziging van de uitleentermijn van drie naar vier weken en de beperking van het aantal verlengingen van twee naar één;

- de afschaffing van reservaties voor materialen die beschikbaar zijn op de plank in een bibliotheek;

Overwegende dat deze wijzigingen werden besproken binnen het Bibliothecarissenoverleg en het Schepenenoverleg van het netwerk van Brusselse Nederlandstalige openbare bibliotheken;

Overwegende dat de wijzigingen geen budgettaire impact hebben voor de gemeente;

Overwegende dat de goedgekeurde wijzigingen in werking treden op 1 januari 2027, onder voorbehoud van goedkeuring door alle partijen bij de samenwerkingsovereenkomst;

BESLIST:

De wijzigingen aan het gemeenschappelijke regioreglement van de Nederlandstalige openbare bibliotheken van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals opgenomen in de bijlage bij deze beslissing, met ingang van 1 januari 2027, goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

NOTA_Wijziging-regioreglement-Brusselse-bibliotheken-2026-met-ingang-2027.pdf,
20261028_NEDERLANDSTALIGE AANGELEGENHEDEN_NOTA_Wijziging-regioreglement-Brusselse-bibliotheken-2026-met-ingang-2027_fre-BE.pdf

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

23 **Règlement communal relatif à l'octroi d'un subside pour le secteur du handicap actif à Etterbeek**

Le Conseil communal,

Considérant que la commune d'Etterbeek a entamé une démarche de handistreaming dans le cadre de la signature de la charte communale pour l'inclusion des personnes en situation de handicap, en vue d'obtenir le label Handycity en 2030 ;

Considérant que le budget communal comprend un article budgétaire pour l'octroi d'un subside pour le secteur du handicap actif à Etterbeek;

Considérant que pour permettre au secteur du handicap de candidater sur un pied d'égalité, il est nécessaire de créer un règlement communal relatif à l'octroi de ce subside ;

Considérant qu'en 2026, l'enveloppe budgétaire s'élève à 1200 euros ;

Considérant que le projet de règlement a été amendé et validé par le service juridique, des finances et par la DPO communale ;

DECIDE d'approuver le règlement communal relatif à l'octroi d'un subside pour le secteur du handicap actif à Etterbeek

Règlement d'octroi d'un subside pour le secteur du handicap à Etterbeek

Article 1. Nature de la subvention

Le présent règlement vise à définir les conditions et la procédure d'octroi d'un subside pour le secteur du handicap actif sur Etterbeek.

Article 2. Conditions

Ce subside vise à soutenir un projet lié à la thématique du handicap et s'adresse :

- Aux associations sans but lucratif ;
- Aux associations de fait à finalité sociale, éducative, environnementale et/ou culturelle ou aux groupements d'habitants (de minimum 3 personnes) ;
- Aux écoles reconnues par un pouvoir organisateur.

L'entité qui fait la demande doit posséder son siège social ou d'exploitation à Etterbeek ou, à minima, démontrer son ancrage ou l'existence d'une antenne sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

Elle doit pouvoir justifier de minimum trois ans d'existence.

Ce subside est un subside de fonctionnement octroyé dans le but de permettre des dépenses, projets et activités telles que décrites ci-dessous :

- La poursuite des activités sur une année civile ;
- La location de salles ;
- L'achat de matériel ;
- Le paiement de prestataires pour la conduite des activités ;
- D'autres activités acceptées par les membres du jury et du Collège des Bourgmestre et échevins.

Les dépenses suivantes sont considérées comme non éligibles dans le cadre du présent subside : frais de carburant, boissons alcoolisées, abonnements téléphoniques, frais d'hébergement, frais de personnel.

Pour solliciter l'intervention financière de la commune, la demandeuse doit dûment compléter le formulaire de candidature de demande de subside.

Les co-financements sont acceptés, à condition qu'ils soient mentionnés dans le formulaire de candidature et qu'il n'y ait pas de double financement des mêmes dépenses.

Toutes les organisations à but commercial sont exclues.

Article 3. Procédure de demande

Toute demande de subside doit se faire par écrit au moyen du formulaire type dûment complété, sous peine d'irrecevabilité. Le formulaire doit être transmis à l'administration communale par e-mail (contact.plus@ etterbeek.brussels) ou par courrier à l'adresse suivante : Commune d'Etterbeek – Service Contact Plus – Avenue des Casernes 31/1, 1040 Etterbeek.

Le formulaire doit être introduit au plus tard le 18 décembre de l'année civile en cours, la date du cachet de la poste faisant foi.

Un subside peut être demandé avant ou après sa réalisation à condition que celle-ci ait lieu pendant l'année civile au cours de laquelle le subside est demandé.

Article 4. Montant du subside

Il ne peut être introduit qu'une seule demande de subside par année civile.

Le montant maximum attribuable est celui inscrit au budget communal de l'année civile en cours. Ce montant sera signifié aux porteurs de projets lors de l'ouverture de l'appel à projets.

Article 5. Procédure d'attribution du subside

Les dossiers sont examinés par un comité de sélection composé :

- Du membre du Collège des Bourgmestre et Echevins en charge des Affaires Sociales.
- D'un membre du Service Contact Plus (service des Affaires Sociales).

Le comité de sélection se base sur les critères suivants pour proposer ou non l'octroi du subside :

- Le lien avec la thématique du handicap ;
- Le caractère informatif, éducatif ou de sensibilisation du projet ;
- Le public visé, si possible large et diversifié ;
- Le montant de l'enveloppe budgétaire annuelle de la subvention ;
- La dimension inclusive/participative/intergénérationnelle/interculturelle du projet.

Le comité de sélection soumet des propositions d'attribution de subsides motivées au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins se positionne sur l'attribution des subsides qu'il valide ou amende au besoin.

Les subsides sont accordés ou refusés par une décision du Collège des Bourgmestre et Échevins, sous réserve des crédits inscrits et disponibles au budget approuvé par le Conseil communal.

Article 6. Procédure de liquidation du subside

Le montant du subside sera versé, en une seule tranche, dans le mois suivant l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le rapport d'évaluation ainsi que les justificatifs de dépenses seront envoyés au plus tard 2 mois après la clôture du projet. Les informations, documents, tickets et factures fournis doivent être des originaux .

Le bénéficiaire du subside s'engage à rembourser partiellement ou totalement (selon la demande du Collège des Bourgmestre et échevins) la somme perçue en cas de non-exécution totale ou partielle du projet ou de non-respect du présent règlement quant à l'utilisation du subside, à savoir atteindre l'objectif auquel le porteur du projet s'est engagé et pour lequel le Collège des Bourgmestre et échevins a décidé d'octroyer le subside.

Article 7. Clause de non-discrimination

Les porteurs de projet s'engagent à ne tolérer aucune forme de discrimination fondée sur le sexe, la nationalité, la race, la couleur, l'ascendance, les origines nationales ou ethniques, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la religion ou les convictions, les opinions politiques, la langue, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, les caractéristiques physiques ou génétiques ou les origines sociales lors de leurs activités.

Le bénéficiaire du subside s'engage à rembourser partiellement ou totalement (selon la décision du Collège des Bourgmestre et échevins) la somme perçue en cas de non-respect de la clause de non-discrimination.

Article 8. Communication

Toute publicité ou publication en lien avec la réalisation du projet devra porter le logo de la commune d'Etterbeek, accompagné de la mention « Avec le soutien de la Commune d'Etterbeek ».

Article 9. Protection des données

Les données personnelles communiquées dans le formulaire ne seront utilisées à d'autres fins que celles de traiter les demandes introduites suite à l'appel à projets et d'accompagner les réalisations des projets.

Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers sans le consentement qui sera demandé le cas échéant.

Ces données seront conservées dans un délai de cinq ans maximum, afin de garantir le traitement optimal de l'octroi du subside.

Les porteurs de projet peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition ou de limitation de traitement de leurs données en envoyant un mail à dpo@etterbeek.brussels ou par courrier postal à l'administration communale.

Article 10. Litiges

Tout conflit d'interprétation des présentes dispositions sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Article 11. Contacts

Pour toute question, vous pouvez contacter le service Contact Plus :

contact.plus@etterbeek.brussels – 02/627.27.37

Article 12. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication par la voie de l'affichage.

Reglement voor de toekenning van een subsidie voor de handicapsector in Etterbeek

VERTALING VOLGT

1 annexe / 1 bijlage

Règlement_Octroi_Subside.docx

Garage communal - Gemeentelijke garage

24 **Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la 86ème Unité scout Saint-Michel (Tanzawa) d'Etterbeek le vendredi 13 novembre 2026 (aller) et le dimanche 15 novembre 2026 (retour) en vue de se rendre à 5503 Sorinnes.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la 86ème Unité scout Saint-Michel (Tanzawa) d'Etterbeek le vendredi 13 novembre 2026 (aller) et le dimanche 15 novembre 2026 (retour) en vue de se rendre à 5503 Sorinnes.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 86eme Unité scout Saint-Michel d'Etterbeek :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et la 86 EME Unité scout Saint-Michel d'Etterbeek
Collège Saint-Michel
Boulevard Saint-Michel 24
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller-retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la 86EME Unité scout Saint-Michel (Tanzawa) d'Etterbeek, entre Etterbeek et Sorinnes.
Un chauffeur est également mis à disposition de la 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
La 86 ME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek
La 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie
Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.
Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal
En cas de vol du bus, la 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition
L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
La 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, la 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 86 EME Unité Saint-Michel scout d'Etterbeek est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking
Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) aan de 86e scouteenheid Sint-Michiel (Tanzawa) van Etterbeek op vrijdag 13 november 2026 (heen) en op 15 november 2026 om naar 5503 Sorinnes te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de 86e scoutseenheid Sint-Michiel (Tansawa) van Etterbeek vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen-en terugrit) op vrijdag 13 november 2026 (heen) en op 15 november 2026 om naar 5503 Sorinnes te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek
Sint-Michielscollege
Sint-Michielslaan 24
1040 Etterbeek
de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp
De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen-en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de 86e scoutseenheid Sint-Michiel (Tanzawa) van Etterbeek, tussen Etterbeek en Sorinnes.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer
De 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in

het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek
De 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek
Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek
Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus
Als de bus gestolen wordt, moet de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling
Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.
De 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek of een van haar leden, dan neemt ze het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
de 86e scoutseenheid Sint-Michiel van Etterbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking
De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.
De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

unité Tanzawa.pdf

25 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) l'ASBL WELCOME BABBELKOT le mardi 08 juin 2027 en vue de se rendre à 3000 Leuven.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'un première demande pour l'année 2027 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL WELCOME BABBELKOT, le mardi 08 juin 2027 en vue de se rendre à 3000 Leuven ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL WELCOME BABBELKOT :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL WELCOME BABBELKOT
Représentée par Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :
Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL WELCOME BABBELKOT, entre Etterbeek et Leuven le 08 juin 2027.
Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL WELCOME BABBELKOT.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
L'ASBL WELCOME BABBELKOT intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL WELCOME BABBELKOT

L'ASBL WELCOME BABBELKOT s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie
Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL WELCOME BABBELKOT devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.
Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal
En cas de vol du bus, l'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition
L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
L'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL WELCOME BABBELKOT ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
L'ASBL WELCOME BABBELKOT est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking
Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.
La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) aan VZW WELCOME BABBELKOT op maandag 08 juni 2027 om naar 3000 Leuven te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de eerste aanvraag voor het jaar 2027 ;

Overwegende dat de VZW WELCOME BABBELKOT gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op dinsdag 08 juni 2027 om naar 3000 Leuven te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en VZW Welcome Babbelkot goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en VZW WELCOME BABBELKOT
Vertegenwoordigd door Mevrouw Bénédicte FOERSTER
Peter Benoitstraat 23
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp
De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van het VZW WELCOME BABBELKOT, tussen Etterbeek en Leuven op 08 juni 2027.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het VZW WELCOME BABBELKOT.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer
Het VZW WELCOME BABBELKOT komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het VZW WELCOME BABBELKOT.
Het VZW WELCOME BABBELKOT verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek
Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek
Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Het VZW WELCOME BABBELKOT de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus
Als de bus gestolen wordt, moet het VZW WELCOME BABBELKOT aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling
Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.
Het VZW WELCOME BABBELKOT moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet het VZW WELCOME BABBELKOT de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het VZW BABBELKOT of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
Het VZW WELCOME BABBELKOT is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking
De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.
De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

scan_mail_mdesadeleer_2026-10-14-10-37-53.pdf

26 **Mise à disposition d’un bus communal (aller/retour) l'ASBL WELCOME BABBELKOT le mercredi 28 avril 2027 en vue de se rendre à 6001 Charleroi.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande pour l’année 2027 ;

Considérant la demande de mise à disposition d’un bus communal (aller-retour) à l’ASBL WELCOME BABBELKOT, le mercredi 28 avril 2027 en vue de se rendre à 6001 Charleroi ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, la destination est confrontée à une accessibilité restreinte par les moyens de transport en commun disponibles, ce qui engendre des contraintes significatives pour les voyageurs potentiels ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL WELCOME BABBELKOT :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL WELCOME BABBELKOT
Représentée par Madame Bénédicte FOERSTER
Rue Peter Benoît 23
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 31 personnes, faisant partie du public de l'ASBL WELCOME BABBELKOT, entre Etterbeek et Charleroi le 28 avril 2027.
Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL WELCOME BABBELKOT.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
L'ASBL WELCOME BABBELKOT intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL WELCOME BABBELKOT
L'ASBL WELCOME BABBELKOT s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie
Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL WELCOME BABBELKOT devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal
En cas de vol du bus, l'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition
L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
L'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL WELCOME BABBELKOT est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL WELCOME BABBELKOT ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
L'ASBL WELCOME BABBELKOT est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking
Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.
La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) aan VZW WELCOME BABBELKOT op woensdag 28 april 2027 om naar 6001 Charleroi te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de tweede aanvraag voor het jaar 2027 ;

Overwegende dat de VZW WELCOME BABBELKOT gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op woensdag 28 april 2027 om naar 6001 Charleroi te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en VZW Welcome Babbelkot goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en VZW WELCOME BABBELKOT
Vertegenwoordigd door Mevrouw Bénédicte FOERSTER
Peter Benoitstraat 23
1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp
De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 31 personen, die deel uitmaken van het publiek van het VZW WELCOME BABBELKOT, tussen Etterbeek en Charleroi op 28 april 2027.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het VZW WELCOME BABBELKOT.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer
Het VZW WELCOME BABBELKOT komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het VZW WELCOME BABBELKOT.
Het VZW WELCOME BABBELKOT verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek
Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek
Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Het VZW WELCOME BABBELKOT de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus
Als de bus gestolen wordt, moet het VZW WELCOME BABBELKOT aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling
Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het VZW WELCOME BABBELKOT moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet het VZW WELCOME BABBELKOT de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het VZW BABBELKOT of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
Het VZW WELCOME BABBELKOT is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking
De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.
De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Babbelkot Leuven.pdf

27 **Mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette (aller/retour) à l'ASBL CHAMBÉRY le lundi 23 août 2027 (aller) et le mercredi 25 août 2027 (retour) en vue de se rendre à 8620 Nieuwpoort.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande pour l'année 2027;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal et d'une camionnette (aller/retour) à l'ASBL CHAMBÉRY le lundi 23 août 2027 (aller) et le mercredi 25 août 2027 (retour) en vue de se rendre à 8620 Nieuport.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Considérant qu'à la suite d'une analyse approfondie, il ressort qu'aucune gare de train à proximité de la destination n'est prévue, contraignant ainsi les voyageurs à recourir à une combinaison de plusieurs trajets en bus pour atteindre leur lieu de destination ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et ASBL CHAMBÉRY :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes, 31/1

1040 Etterbeek

Et ASBL CHAMBÉRY
c/o Monsieur Edwin Vanhollebeke
Rue de Chambéry 31/1
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet
La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de ASBL CHAMBÉRY, entre Etterbeek et Nieuwpoort en date du 23 août 2027 (aller) et du 25 août 2027 (retour).
Deux chauffeurs sont également mis à disposition de ASBL CHAMBÉRY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport
ASBL CHAMBÉRY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de ASBL CHAMBÉRY
ASBL CHAMBÉRY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek
Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie
Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, ASBL CHAMBÉRY devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.
Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture.
L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal
En cas de vol du bus, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition
L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.
ASBL CHAMBÉRY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.
En cas d'accident ou de dommages, ASBL CHAMBÉRY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de ASBL

CHAMBÉRY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
ASBL CHAMBÉRY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking
Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.
Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus en een camionette aan VZW Chambéry op maandag 23 augustus 2027 (heenrit) en op woensdag 25 augustus 2027 (terugrit) naar 8620 Nieuwpoort te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag voor het jaar 2027;

Overwegende dat de vzw Chambéry vraagt om te beschikken over een gemeentebus en een camionette aan VZW Chambéry op maandag 23 augustus 2027 (heenrit) en op woensdag 25 augustus 2027 (terugrit) naar 8620 Nieuwpoort te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers ;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Chambéry goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw CHAMBERY
c/o Edwin VANHOLLEBEKE
Chambérystraat 24
1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp
Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus en een camionette voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het

publiek van vzw Chambéry op maandag 23 augustus 2027 (heenrit) en op woensdag 25 augustus 2027 (terugrit) naar 8620 Nieuwpoort te gaan.
Er wordt ook twee chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Chambéry.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer
De vzw Chambéry komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Chambéry
De vzw Chambéry verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek
Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek
Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Chambéry de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus
Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Chambéry aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling
Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.
De vzw Chambéry moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.
In geval van een ongeval of schade moet de vzw Chambéry de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Chambéry of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1
De vzw Chambéry is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking
De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.
De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

1 annexe / 1 bijlage

aanvraag bus Etterbeek Gezinsvakantie Zomer 2027.docx

Secrétariat - Secretariaat

28 **Interpellation de Monsieur Lucien Rigaux concernant l'installation de volets à Etterbeek.- report du 12/10/2026**

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, chers collègues,

1. Constat : l'été 2026

L'été que nous venons de traverser a été, selon l'IRM, le plus chaud jamais enregistré en Belgique depuis le début des observations en 1833 : 20,3 °C de moyenne, soit plus de 2 °C au-dessus de la normale[1]. Trois vagues de chaleur se sont succédé entre la mi-juin et la mi-août[2].

Le bilan humain est lourd. Selon Sciensano, ces trois vagues de chaleur ont entraîné 2 935 décès de plus que la normale en Belgique[3]. La première, fin juin, constitue l'épisode caniculaire le plus meurtrier observé depuis le début du suivi en 2000[4]. Bruxelles n'a pas été épargnée : entre le 18 juin et le 12 juillet, la Région a enregistré 195 décès supplémentaires, soit une surmortalité de 38,8 %[5].

Ces chiffres touchent d'abord les publics les plus fragiles : les personnes de 65 ans et plus concentrent 82,6 % de la surmortalité observée lors de cet épisode[6], et l'isolement apparaît comme un facteur aggravant. Mais Sciensano relève aussi une surmortalité significative chez les moins de 65 ans (+61,3 % chez les 15–64 ans lors de la vague de juin)[7]. La chaleur extrême n'est donc plus un risque marginal : c'est un enjeu de santé publique pour l'ensemble de nos habitants.

2. Évolution

Cet été n'est pas une anomalie isolée. D'après les projections de l'IRM relayées par Bruxelles Environnement, le nombre de vagues de chaleur devrait tripler en ville d'ici la fin du siècle[8]. L'effet d'îlot de chaleur urbain, particulièrement marqué la nuit, aggrave encore l'exposition des habitants des quartiers denses comme les nôtres[9].

Le coût de l'inaction se mesure d'abord en vies humaines, comme l'a montré cet été. Il se mesure aussi en cout pour la santé : Bruxelles Environnement souligne que les températures qui persistent la nuit empêchent la population de récupérer, ce qui constitue déjà aujourd'hui une cause importante de problèmes de santé[10]. Il se mesure enfin en termes économiques, car la chaleur réduit la productivité et la concentration[11].

Face à cela, la réponse spontanée de nombreux ménages est l'achat d'un climatiseur. Cette solution a toutefois un coût collectif. D'abord, pour le climat : le secteur du froid (climatisation et réfrigération) représente déjà plus de 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, et la demande d'électricité liée à la climatisation devrait tripler d'ici 2050[12]. Ensuite, parce que la chaleur rejetée par les climatiseurs réchauffe l'air extérieur. Ainsi à Phoenix, elle a accru la température nocturne de plus de 1 °C dans certaines zones urbaines[13]. Dans des quartiers de bureaux de Tokyo, la température a augmenté de 1 à 2 °C ou plus les jours ouvrables[14].

Pour le centre de Paris, une simulation a montré que l'utilisation de la climatisation augmentait les

températures des rues de 0,5 à 2°[15]. Ce réchauffement accroît à son tour les besoins de refroidissement : c'est un véritable cercle vicieux, qui s'auto-entretient et s'amplifie – plus on climatise, plus la ville se réchauffe, et plus il faut climatiser[16]. Autrement dit, la climatisation des uns aggrave la chaleur subie par les autres – et d'abord par ceux qui n'ont pas les moyens de s'équiper.

Il existe une alternative simple, sobre et efficace : les protections solaires extérieures, en particulier les volets. Placées devant le vitrage, elles arrêtent le rayonnement avant qu'il ne pénètre dans le logement et sont, dans la plupart des contextes, plus efficaces que les protections intérieures[17].

Une revue systématique de la littérature conclut que l'ombrage solaire extérieur est la méthode la plus efficace pour la rénovation de logements isolés et l'une des interventions passives les plus adaptées à un climat qui se réchauffe[18]. Une étude britannique citée dans cette revue montre que des volets extérieurs réduisaient de 39 % la surchauffe au-delà de 26 °C, mesurée en degrés-heures – c'est-à-dire en additionnant heure par heure, les degrés dépassant ce seuil –, contre 20 % et 15 % pour des stores et des rideaux intérieurs[19]. Une étude de l'University College London estime même que la pose de volets extérieurs pourrait réduire de 30 à 60 % la mortalité liée à la chaleur, selon les conditions météorologiques, ce qui en fait l'une des mesures d'adaptation les plus efficaces[20].

3.Questions au Collège

Je tiens à saluer les mesures déjà prises par la commune : le plan « fortes chaleurs », avec le registre Alerte Chaleur et son call center, l'ouverture prolongée des parcs, les points d'eau subsidiés chez les commerçants, le développement des espaces verts ou encore les mesures de prévention comme le report de la Ducasse.

Ces mesures protègent les habitants dans l'espace public. Or c'est souvent chez soi, et singulièrement la nuit, que l'on souffre le plus de la chaleur. La commune conseille d'ailleurs à juste titre de « baisser ses stores et volets » – encore faut-il en disposer. C'est pourquoi le groupe PS-Vooruit + souhaiterait que la commune adopte une politique proactive en matière de protections solaires extérieures et que nous aimerions soumettre ces questions au Collège.

1. Quelles initiatives le Collège a-t-il déjà prises ou envisage-t-il de prendre pour encourager la pose de volets et autres protections solaires extérieures sur le territoire communal notamment ?

2. En matière d'urbanisme, quelle est la marge de manœuvre de la commune dans le cadre du CoBAT ? La pose de volets modifiant l'aspect d'une façade visible depuis l'espace public requiert en principe un permis d'urbanisme, les dispenses étant fixées par le Gouvernement régional (arrêté dit « de minime importance » du 13 novembre 2008). Dans ce cadre, combien de demandes de permis relatives à des protections solaires la commune a-t-elle reçues ces dernières années, et dans quels délais ont-elles été traitées ?

Quel est le coût, pour le demandeur, d'un permis d'urbanisme portant sur la pose de volets, et le Collège envisage-t-il de le réduire pour ce type de travaux ?

Le Collège envisage-t-il de faciliter la pose de caissons de volets roulants sur la façade, soit une option moins couteuse que celle où le caisson est encastré à l'intérieur du logement ou pour accélérer l'instruction de ces demandes ?

Le Collège envisage-t-il d'accélérer l'instruction des demandes portant sur les volets ?

Est-il prêt à plaider auprès de la Région pour une dispense de permis sous conditions, à l'image de celle déjà accordée aux panneaux solaires ?

3. S'agissant des logements sociaux et publics, combien de logements situés sur notre territoire (commune, CPAS, société immobilière de service public) sont dépourvus de protections solaires extérieures ? Le Collège envisage-t-il d'intégrer ces équipements dans les programmes d'investissement, en priorité pour les logements occupés par des publics fragiles, ou de plaider en ce sens auprès des opérateurs concernés ?

4. Enfin, si l'enjeu de la climatisation est international, fédéral et régional au regard des émissions de gaz à effet de serre, il est aussi, et surtout, communal : la chaleur rejetée par les climatiseurs réchauffe l'air de nos rues et touche directement les autres riverains[21]. Or, les primes régionales RENOLUTION sont à l'arrêt pour les factures de 2025 et 2026, et le complément communal est arrivé à échéance le 30 juin 2025. Le Collège envisage-t-il la création d'une prime communale autonome destinée à favoriser la pose de volets en lieu et place de la climatisation, le cas échéant modulée selon les revenus ?

Je vous remercie pour votre attention.

Lucien Rigaux pour le groupe PS-Vooruit+

[1]La Libre Belgique, « Les canicules de cet été ont provoqué près de 3.000 décès supplémentaires : voici les facteurs qui l'expliquent », 2 septembre 2026, reprenant le bilan climatologique de l'IRM.

[2]VRT NWS, « La canicule de juin a causé davantage de décès que prévu, y compris chez les jeunes hommes », 9 septembre 2026 ; VRT NWS, « Sciensano publie les chiffres de surmortalité de l'été : près de 3.000 décès liés à la chaleur au cours de trois canicules », 3 septembre 2026.

[3]VRT NWS, « Sciensano publie les chiffres de surmortalité de l'été : près de 3.000 décès liés à la chaleur au cours de trois canicules », 3 septembre 2026.

[4]L'Avenir, « Surmortalité liée aux vagues de chaleur : la géographie et l'isolement comme facteurs d'explication », 3 septembre 2026, citant le rapport de Sciensano.

[5]VRT NWS, « La canicule de juin a causé davantage de décès que prévu, y compris chez les jeunes hommes », 9 septembre 2026.

[6]Ibid.

[7]L'Avenir, « Surmortalité liée aux vagues de chaleur : la géographie et l'isolement comme facteurs d'explication », 3 septembre 2026. La littérature relève également la vulnérabilité particulière des personnes âgées, liée notamment à leur mobilité réduite : M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

[8]Bruxelles Environnement, « Évolution du climat : vulnérabilités et adaptations », environnement.brussels.

[9]M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077, ici p. 1058 ; F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

[10]Bruxelles Environnement, « Évolution du climat : vulnérabilités et adaptations », environnement.brussels.

[11]M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077, ici p. 1058.

[12]Y. Dong, M. Coleman et S. A. Miller, « Greenhouse Gas Emissions from Air Conditioning and Refrigeration Service Expansion in Developing Countries », Annual Review of Environment and Resources,

2021, vol. 46, p. 59–83,

[13]F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

[14]Y. Ohashi et al., « Influence of Air-Conditioning Waste Heat on Air Temperature in Tokyo during Summer: Numerical Experiments Using an Urban Canopy Model Coupled with a Building Energy Model », Journal of Applied Meteorology and Climatology, 2007, vol. 46, p. 66–81.

[15]C. de Munck et al., « How much can air conditioning increase air temperatures for a city like Paris, France? », International Journal of Climatology, 2013, vol. 33, p. 210–227, tel que rapporté par F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

[16]F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965..

[17]M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

[18]Ibid., p. 1057 et 1067.

[19]S. M. Porritt et al., « Ranking of interventions to reduce dwelling overheating during heat waves », Energy and Buildings, 2012, vol. 55, p. 16–27, tel que rapporté par M. Alrasheed et M. Mourshed, « Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

[20]J. Taylor et al., « Estimating the influence of housing energy efficiency and overheating adaptations on heat-related mortality in the West Midlands, UK », Atmosphere, 2018, vol. 9.

[21]F. Salamanca et al., « Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning », Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965, ici p. 5949 ; Y. Ohashi et al., « Influence of Air-Conditioning Waste Heat on Air Temperature in Tokyo during Summer: Numerical Experiments Using an Urban Canopy Model Coupled with a Building Energy Model », Journal of Applied Meteorology and Climatology, 2007, vol. 46, p. 66–81, ici p. 66.

Interpellatie van Mijnheer Lucien Rigaux over de plaatsing van luiken in Etterbeek.- uitstel van 12/10/2026

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, beste collega’s,

1. **Vaststelling: zomer 2026**

De zomer die we net achter de rug hebben, was volgens het KMI de warmste die ooit in België werd geregistreerd sinds het begin van de metingen in 1833: een gemiddelde temperatuur van 20,3°C, meer dan 2°C boven het normale gemiddelde1. Tussen half juni en half augustus volgden drie hittegolven elkaar op2.

De menselijke tol is zwaar. Volgens Sciensano hebben deze drie hittegolven geleid tot 2.935 extra overlijdens ten opzichte van het normale niveau in België3. De eerste hittegolf, eind juni, was bovendien de dodelijkste hitteperiode sinds het begin van de monitoring in 20004. Ook Brussel bleef niet gespaard: tussen 18 juni en 12 juli werden in het Gewest 195 bijkomende overlijdens geregistreerd, wat overeenkomt met een oversterfte van 38,8%5.

Deze cijfers treffen in de eerste plaats de meest kwetsbare groepen: mensen van 65 jaar en ouder vertegenwoordigen 82,6% van de vastgestelde oversterfte tijdens deze periode6 , terwijl isolement een

bijkomende risicofactor blijkt te zijn. Maar Sciensano stelt ook een significante oversterfte vast bij personen jonger dan 65 jaar (+61,3% bij de 15- tot 64-jarigen tijdens de hittegolf van juni)7. Extreme hitte is dus niet langer een marginaal risico:

het is een uitdaging voor de volksgezondheid die al onze inwoners aanbelangt.

2. Evolutie

Deze zomer is geen geïsoleerde anomalie. Volgens de prognoses van het KMI, aangehaald door Leefmilieu Brussel, zal het aantal hittegolven in stedelijke gebieden tegen het einde van deze eeuw verdrievoudigen8. Het stedelijke hitte-eilandeffect, dat vooral 's nachts sterk aanwezig is, vergroot bovendien de blootstelling van inwoners van dichtbebouwde wijken zoals de onze9.

De kost van niets doen laat zich in de eerste plaats meten in mensenlevens, zoals deze zomer nogmaals heeft aangetoond. Maar er is ook een kost voor de gezondheid: Leefmilieu Brussel wijst erop dat aanhoudend hoge nachttemperaturen verhinderen dat mensen voldoende herstellen, wat vandaag al een belangrijke oorzaak is van gezondheidsproblemen10. Ten slotte is er ook een economische kost, aangezien hitte de productiviteit en concentratie vermindert11.

Daartegenover staat dat veel gezinnen spontaan naar airconditioning grijpen. Die oplossing heeft echter een collectieve kost. Ten eerste voor het klimaat: de sector van koeling en airconditioning is vandaag al verantwoordelijk voor meer dan 10% van de wereldwijde uitstoot van broeikasgassen, terwijl de elektriciteitsvraag voor airconditioning tegen 2050 naar verwachting zal verdrievoudigen12. Daarnaast warmt de warmte die door airconditioningsystemen wordt afgevoerd de buitenlucht verder op. Zo leidde dit in Phoenix tot een stijging van de nachttemperatuur met meer dan 1 °C in bepaalde stedelijke zones13. In kantoordistricten in Tokio steeg de temperatuur op werkdagen met 1 tot 2 °C of meer14. Voor het centrum van Parijs toonde een simulatie aan dat het gebruik van airconditioning de straattemperaturen met 0,5 tot 2 °C deed toenemen15. Die bijkomende opwarming vergroot op haar beurt opnieuw de behoefte aan koeling. Zo ontstaat een echte vicieuze cirkel die zichzelf in stand houdt en versterkt: hoe meer er wordt gekoeld, hoe warmer de stad wordt en hoe groter opnieuw de nood aan koeling16. Anders gezegd: de airconditioning van de ene verhoogt de hitte waaraan anderen worden blootgesteld en in de eerste plaats degenen die niet over de middelen beschikken om zich uit te rusten.

Er bestaat nochtans een eenvoudig, sober en doeltreffend alternatief: buitenzonwering, en in het bijzonder luiken. Omdat ze vóór het glas worden geplaatst, houden ze de zonnestraling tegen voordat die de woning binnendringt. In de meeste situaties zijn ze daardoor efficiënter dan binnenzonwering17. Een systematische literatuurstudie besluit dat buitenzonwering de meest doeltreffende methode is bij de renovatie van geïsoleerde woningen en een van de meest geschikte passieve maatregelen vormt in een opwarmend klimaat18. Een Britse studie die in deze literatuurstudie wordt aangehaald toont aan dat buitenluiken oververhitting boven 26°C met 39% verminderden, gemeten in graaduren (dat wil zeggen door uur per uur de graden toe te voegen die deze drempel overschrijden) tegenover respectievelijk 20% en 15% voor jaloezieën en gordijnen binnen19. Een studie van University College London schat zelfs dat de plaatsing van buitenluiken de hittegerelateerde sterfte, afhankelijk van de weersomstandigheden, met 30 tot 60% zou kunnen verminderen. Daarmee behoren ze tot de meest doeltreffende aanpassingsmaatregelen aan extreme hitte20.

3. Vragen aan het college

Ik wil graag de maatregelen erkennen die de gemeente reeds heeft genomen: het hitteplan, met het register hittealarm en het bijhorende callcenter, de verlengde opening van de parken, de door de gemeente ondersteunde drinkwaterpunten bij handelaars, de ontwikkeling van groene ruimtes en de preventieve maatregelen, zoals het uitstellen van de Ducasse.

Deze maatregelen beschermen de inwoners in de openbare ruimte. Nochtans is het vaak thuis, en in het

bijzonder 's nachts, dat mensen het meest lijden onder de hitte. De gemeente raadt overigens terecht aan om “rolluiken en zonwering neer te laten", maar daarvoor moet men natuurlijk wel over dergelijke voorzieningen beschikken. Daarom zou de fractie PS-Vooruit+ graag zien dat de gemeente een proactief beleid voert inzake buitenzonwering. In dat verband zouden wij het college graag de volgende vragen voorleggen.

1. Welke initiatieven heeft het college reeds genomen of overweegt het te nemen om de plaatsing van luiken en andere vormen van buitenzonwering op het gemeentelijk grondgebied aan te moedigen?

2. Wat stedenbouw betreft: welke speelruimte heeft de gemeente binnen het kader van het BWRO? Voor de plaatsing van luiken die het uitzicht van een gevel zichtbaar vanaf de openbare ruimte wijzigen, is in principe een stedenbouwkundige vergunning vereist. De vrijstellingen worden vastgesteld door de Brusselse Regering (het zogenaamde besluit van “geringe omvang” van 13 november 2008). In dat kader zou ik graag willen weten hoeveel vergunningsaanvragen voor zonweringsvoorzieningen de gemeente de voorbije jaren heeft ontvangen en binnen welke termijnen deze werden behandeld.

   Wat is momenteel de kostprijs voor de aanvrager van een stedenbouwkundige vergunning voor de plaatsing van luiken? Overweegt het college die kostprijs voor dit type werken te verlagen?

   Overweegt het college de plaatsing van opbouwkasten voor rolluiken aan de gevel te vergemakkelijken, aangezien dit een goedkopere oplossing is dan systemen waarbij de kast in de woning wordt ingebouwd?

   Overweegt het college de behandeling van deze aanvragen te versnellen?

   Overweegt het college de behandeling van aanvragen voor luiken te versnellen?

   Is het college bereid bij het Gewest te pleiten voor een vergunningsvrijstelling onder bepaalde voorwaarden, naar het voorbeeld van de regeling die vandaag reeds van toepassing is op zonnepanelen?

3. Wat sociale en publieke woningen betreft: hoeveel woningen op ons grondgebied (gemeente, OCMW, openbare vastgoedmaatschappij) beschikken niet over buitenzonwering? Overweegt het college deze voorzieningen op te nemen in toekomstige investeringsprogramma's, met voorrang voor woningen die bewoond worden door kwetsbare doelgroepen? Of is het bereid daarvoor te pleiten bij de betrokken operatoren?.

4. Tot slot: hoewel de problematiek van airconditioning een internationale, federale en gewestelijke dimensie heeft vanwege de impact op de uitstoot van broeikasgassen, is zij ook, en misschien zelfs in de eerste plaats, een gemeentelijke aangelegenheid. De warmte die door airconditioningsystemen wordt afgevoerd verwarmt immers de lucht in onze straten en heeft rechtstreeks gevolgen voor andere buurtbewoners21. De gewestelijke RENOLUTION-premies zijn momenteel opgeschort voor facturen uit 2025 en 2026, terwijl de gemeentelijke aanvullende premie op 30 juni 2025 is afgelopen. Overweegt het college daarom de invoering van een autonome gemeentelijke premie om de plaatsing van luiken aan te moedigen als alternatief voor airconditioning, eventueel gedifferentieerd volgens het inkomen?

Ik dank u voor uw aandacht.

Lucien Rigaux voor de fractie PS-Vooruit+

1La Libre Belgique, “Les canicules de cet été ont provoqué près de 3.000 décès supplémentaires: voici les facteurs qui l’expliquent”, 2 september 2026, met de klimaatbalans van het KMI.

2VRT NWS, “La canicule de juin a causé davantage de décès que prévu, y compris chez les jeunes hommes”, 9 september 2026; VRT NWS, “Sciensano publie les chiffres de surmortalité de l’été: près de 3.000 décès liés à la chaleur au cours de trois canicules”, 3 september 2026.

3VRT NWS, “Sciensano publie les chiffres de surmortalité de l’été: près de 3.000 décès liés à la chaleur au cours de trois canicules”, 3 september 2026.

4L’Avenir, “Surmortalité liée aux vagues de chaleur: la géographie et l’isolement comme facteurs d’explication, 3 september 2026, verwijzend naar het rapport van Sciensano.

5VRT NWS, “La canicule de juin a causé davantage de décès que prévu, y compris chez les jeunes hommes”, 9 september 2026.

6Ibid.

7L’Avenir, “Surmortalité liée aux vagues de chaleur: la géographie et l’isolement comme facteurs d’explication, 3 september 2026. Ook de literatuur toont de bijzondere kwetsbaarheid van oudere mensen, gerelateerd aan hun beperkte mobiliteit: M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the- art and directions for future research”, Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

8Leefmilieu Brussel, “Klimaatverandering: kwetsbaarheden en aanpassingen”, leefmilieu.brussels.

9M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research », Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077, hier p. 1058; F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

10Leefmilieu Brussel, “Klimaatverandering: kwetsbaarheden en aanpassingen”, leefmilieu.brussels.

11M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research”, Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077, hier p. 1058.

12Y. Dong, M. Coleman en S. A. Miller, “Greenhouse Gas Emissions from Air Conditioning and Refrigeration Service Expansion in Developing Countries”, Annual Review of Environment and Resources, 2021, vol. 46, p. 59–83,

13F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

14Y. Ohashi et al., “Influence of Air-Conditioning Waste Heat on Air Temperature in Tokyo during Summer: Numerical

Experiments Using an Urban Canopy Model Coupled with a Building Energy Model”, Journal of Applied Meteorology and Climatology, 2007, vol. 46, p. 66–81.

15C. de Munck et al., “How much can air conditioning increase air temperatures for a city like Paris, France?”, International Journal of Climatology, 2013, vol. 33, p. 210–227, zoals gerapporteerd door F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

16F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of

Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965.

17M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research”, Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

18Ibid., p. 1057 en 1067.

19S. M. Porritt et al., “Ranking of interventions to reduce dwelling overheating during heat waves”, Energy and Buildings, 2012, vol. 55, p. 16–27, zoals gerapporteerd door M. Alrasheed en M. Mourshed, “Domestic overheating risks and mitigation strategies: The state-of-the-art and directions for future research”, Indoor and Built Environment, 2023, vol. 32, n° 6, p. 1057–1077.

20J. Taylor et al., “Estimating the influence of housing energy efficiency and overheating adaptations on heat-related mortality in the West Midlands, UK”, Atmosphere, 2018, vol. 9.

21F. Salamanca et al., “Anthropogenic heating of the urban environment due to air conditioning”, Journal of Geophysical Research: Atmospheres, 2014, vol. 119, p. 5949–5965, hier p. 5949; Y. Ohashi et al., “Influence of Air-Conditioning Waste Heat on Air Temperature in Tokyo during Summer: Numerical Experiments Using an Urban Canopy Model Coupled with a Building Energy Model”, Journal of Applied Meteorology and Climatology, 2007, vol. 46, p. 66–81, hier p. 66.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation_plan_climatique_volets_v4.pdf

29 **Question orale de Monsieur Olivier Coppens concernant la préparation à la période hivernale et l'utilisation des "sneckdown".**

Monsieur l’Échevin,

Nous avons connu un été particulièrement inquiétant par les fortes chaleurs et les nombreux incendies, en Belgique et ailleurs. Dans les prochains semaines, c’est l’hiver qui pointera le bout de son nez et il semble nécessaire d’anticiper cette période.

Bien entendu, celle-ci s’anticipe sur l’aspect de la santé, de la planification d’urgence, du sans-abrisme et de l’accompagnement de toutes les personnes vulnérables grâce aux différentes actions qui sont chaque année mises en place par la commune d’Etterbeek.

Mais j’aimerais ici réaliser un focus sur l’aspect voirie et sur le « sneckdown ». Le sneckdown est une technique particulièrement intéressante pour améliorer les voiries. Il s’agit de la surface de neige qui reste au sol après le passage des véhicules. En d’autres termes, après plusieurs passages, grâce à la neige restante au sol, il est possible de voir le comportement des usagers de la route, principalement des voitures pour se rendre compte que des surfaces ne sont jamais utilisées. Dans un second temps, cela permet de réaménager les voiries pour augmenter les espaces verts, les trottoirs ou encore les pistes cyclables. Bien entendu, il ne s’agit pas d’appliquer *stricto sensu* les changements de voiries en fonction des sneckdown puisqu’il faut aussi, notamment, tenir compte de la largeur des voiries nécessaires aux véhicules de secours.

Monsieur l’échevin, j’en viens donc à mes questions afin de connaitre, ce qui, d’un point de vue de la voirie sera fait si nous devions connaitre un épisode hivernal particulièrement intense :

- Un stock de sel est-il réalisé en ce moment pour permettre un épandage en temps voulu ? Quelles sont les quantités nécessaires et permettent-elles de faire face à un hiver rigoureux ?

- Si nous devions un jour connaitre un enneigement record, notre commune est-elle équipée pour permettre des déplacements des habitantes et habitants en toute sécurité ?

- La technique du « sneckdown » a-t-elle déjà été envisagée à Etterbeek ? Si ce n'est le cas, jugez-vous l'utilisation de cette technique pertinente et pouvons-nous imaginer l'utilisation d'un drone lors d'un prochain épisode neigeux ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Olivier Coppens

Mondelinge vraag van de heer Olivier Coppens over de voorbereiding op de winterperiode en het gebruik van „sneckdowns".

Mijnheer de schepen,

Wij hebben een bijzonder zorgwekkende zomer gekend, met extreme hitte en veel branden, zowel in België als elders. In de komende weken zal de winter zich aandienen en lijkt het noodzakelijk om deze periode tijdig voor te bereiden.

Uiteraard gebeurt die voorbereiding op het vlak van gezondheid, noodplanning, dakloosheid en de ondersteuning van alle kwetsbare personen dankzij de verschillende acties die elk jaar door de gemeente Etterbeek worden opgezet.

Ik wil hier echter specifiek aandacht besteden aan het aspect van de wegeninfrastructuur en aan "sneckdown". Sneckdown is een bijzonder interessante techniek om de wegen te verbeteren. Het gaat om de sneeuw die op de rijweg blijft liggen nadat voertuigen zijn gepasseerd. Met andere woorden: na meerdere passages maakt de achterblijvende sneeuw zichtbaar hoe weggebruikers, voornamelijk automobilisten, zich daadwerkelijk gedragen. Zo wordt duidelijk welke oppervlakten nooit worden gebruikt. Vervolgens kan deze informatie worden benut om de wegen anders in te richten, bijvoorbeeld door meer groene ruimten, voetpaden of fietspaden aan te leggen. Uiteraard is het niet de bedoeling om *stricto sensu* de wegeninrichting volgens de sneckdown aan te passen. Daarbij moet immers ook rekening worden gehouden met de breedte van de wegen die nodig is voor de doorgang van hulpdiensten.

Mijnheer de schepen, ik kom dan ook tot mijn vragen om te weten wat op het vlak van de openbare wegen wordt voorzien indien we een bijzonder strenge winterperiode zouden meemaken:

- Wordt er momenteel een zoutvoorraad aangelegd om tijdig te kunnen strooien? Over welke hoeveelheden gaat het en volstaan deze om een strenge winter het hoofd te bieden?

- Indien we ooit met uitzonderlijke sneeuwval zouden worden geconfronteerd, is onze gemeente dan voldoende uitgerust om veilige verplaatsingen voor de inwoners te garanderen?

- Werd de techniek van "sneckdown" al overwogen in Etterbeek? Indien dit niet het geval is, acht u het gebruik van deze techniek relevant? Kunnen we ons voorstellen dat bij een volgende sneeuwperiode een drone wordt ingezet?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Olivier Coppens